

RAPPORT DE RECHERCHE

DE FEMMES EN POLITIQUE

LES MÉDIAS ET LES INSTANCES MUNICIPALES,
DES ACTEURS CLÉS!

LA POLITIQUE VUE PAR LES JOURNAUX
ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES QUÉBÉCOIS :
**DES REPRÉSENTATIONS
GENRÉES ÉQUILIBRÉES**

PRÉSENTÉ À LA TABLE DE CONCERTATION DU
MOUVEMENT DES FEMMES DE LA MAURICIE (TCMFM)

PAR

Carol-Ann ROUILLARD, doctorante et auxiliaire de recherche en communication sociale

ET

Mireille LALANCETTE, Ph. D., professeure en communication sociale

SEPTEMBRE 2018

UQTR



Université du Québec
à Trois-Rivières

© Carol-Ann Rouillard & Mireille Lalancette

Rédaction :

Carol-Ann Rouillard, doctorante en lettres (thèse en communication sociale), Université du Québec à Trois-Rivières

Mireille Lalancette, Ph. D., professeure en communication sociale, Université du Québec à Trois-Rivières

Collaboration à la rédaction :

Catherine Lemarier-Saulnier, alors agente de projet à la Table de concentration du mouvement des femmes de la Mauricie

Recherche :

Carol-Ann Rouillard, doctorante en lettres (thèse en communication sociale), Université du Québec à Trois-Rivières

Ce rapport est produit dans le cadre du projet *Plus de femmes en politique ? Les médias et les instances municipales, des acteurs clés !*, mené conjointement par la Table de concertation des groupes de femmes du Bas Saint-Laurent (TCGFBSL), la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGFM), la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM) et le Groupe des médias étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières (GME UQTR). Un deuxième rapport intitulé *Les représentations médiatiques des femmes aux élections municipales* complète l'étude de contexte médiatique des représentations des femmes politiques, réalisée dans le cadre de ce projet financé par le Programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada. L'initiative *Plus de femmes en politique* a pour objectif de mieux comprendre les obstacles systémiques qui constituent des barrières à l'accès des femmes à la vie politique et de collaborer avec les médias et les instances municipales afin de permettre la pleine participation des femmes aux sphères de pouvoir.

Un merci tout spécial aux responsables des journaux étudiants qui ont accepté de répondre à nos questions et de nous fournir certaines versions électroniques de leurs journaux afin de faciliter notre travail de recherche et de bonifier notre présentation des journaux.

ISBN (version papier) : 978-2-9814507-4-6 ISBN (version numérique) : 978-2-9814507-3-9

Révision linguistique : Valérie Provost
Graphisme et mise en page : Marie-Pier Bouchard, MPBartwork

RÉSUMÉ

Cette recherche porte sur les représentations des femmes politiques dans les journaux étudiants universitaires. Elle est le fruit d'un partenariat établi entre une équipe de recherche de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), le Groupe des médias étudiants de l'UQTR et la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM). Elle constitue l'un des volets du projet *Plus de femmes en politique ? Les médias et les instances municipales, des acteurs clés !*. Un second rapport, intitulé *Les représentations médiatiques des femmes aux élections municipales*, complète l'étude de contexte médiatique des représentations des femmes politiques réalisée dans le cadre de ce projet.

Plusieurs études ont démontré le rôle joué par les médias dans la construction des représentations de la population à l'égard des politiciennes et des politiciens². En s'attardant à la façon dont les femmes et les hommes politiques étaient représenté.e.s, il a ainsi été possible de constater l'influence du genre dans la façon dont les médias traditionnels dépeignaient les personnes politiques³. L'influence du traitement médiatique était même identifiée comme un des obstacles auxquels font face celles qui souhaitent investir le milieu politique⁴ et influe sur les chances de succès des femmes engagées dans un processus électoral⁵. Ces recherches portaient sur les milieux traditionnels de la politique, tels que la politique provinciale et la politique fédérale, et s'attardaient notamment au cadrage effectué par des médias grand public. Par contre, peu d'études ont porté sur les journaux étudiants universitaires.

Cette recherche vise donc à combler cette lacune en tentant de mieux comprendre comment les femmes et les hommes qui s'impliquent en politique sont représenté.e.s dans les médias étudiants. Il est pertinent d'étudier ces médias parce qu'ils traitent de volets politiques peu abordés, tels que la politique étudiante, universitaire ou municipale, lesquels peuvent constituer des lieux de transition vers d'autres paliers politiques. Par exemple, la politique étudiante est souvent un tremplin de choix vers une implication plus importante en politique. Il suffit de penser aux leaders étudiants de 2012, Martine Desjardins, Léo Bureau-Blouin et Gabriel Nadeau-Dubois, qui se sont tous.te.s vu.e.s invité.e.s à faire de la politique au niveau provincial à la suite de leur implication dans les différentes associations étudiantes. D'ailleurs, les journaux étudiants constituent eux-mêmes des tremplins pour des journalistes étudiant.e.s, qui pourraient ensuite œuvrer comme journalistes professionnel.le.s dans des médias grand public. Les journaux étudiants ayant été peu analysés au regard des représentations médiatiques genrées, on peut ainsi se demander si les constats effectués quant au traitement genré dans les médias traditionnels sont également transposables dans ces journaux.

Afin d'explorer le phénomène, nous avons répertorié les six journaux universitaires étudiants francophones dits indépendants au Québec, c'est-à-dire ceux qui sont autogérés et dont le financement ne dépend pas directement de l'administration universitaire ou des associations étudiantes. Il s'agit des journaux suivants : *Impact Campus* (Université Laval), *Le Griffonnier* (Université du Québec à Chicoutimi), *Montréal Campus* (Université du Québec à Montréal), *Quartier Libre* (Université de Montréal), *Zone Campus* (Université du Québec à Trois-Rivières) et *Le Collectif* (Université de Sherbrooke).

Nous avons réalisé une analyse qualitative du contenu médiatique des éditions parues entre août 2011 et juin 2017 de ces six journaux étudiants. Trois moments relatifs à la politique ont été analysés : la campagne électorale municipale de 2013, les courses au rectorat et des moments-clés de la politique étudiante. En tout, 400 documents ont été étudiés et 1 360 unités de sens ont été répertoriées et analysées. À partir de différentes techniques d'analyse,

¹ Ce projet est mené conjointement par la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM), la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGMF), la Table de concertation des groupes de femmes du Bas Saint-Laurent (TCGFBSL) et le Groupe des médias étudiants (GME) de l'UQTR.

² Voir Cutler et Mathews (2005) et Doucet (2015), pour ne nommer que ces études.

³ Par exemple, Heldman et coll. (2005) ; van Zoonen (2005) ; Trimble et coll. (2010) ; Lemarier-Saulnier et Lalancette, (2012) ; Goodyear-Grant (2013) ; Lalancette et Lemarier-Saulnier (2013) ; Lalancette et coll. (2014) ; Lemarier-Saulnier (2018).

⁴ Différentes recherches ont porté sur cette question, dont les suivantes : Lawless et Fox (2010) ; Anderson (2011) ; Johnson (2015).

⁵ Voir Gidengil et Everitt (2003) à ce sujet.

dont l'analyse de contenu et l'analyse de discours, nous avons notamment cherché à comprendre dans quel contexte les journaux traitaient des femmes et des hommes politiques et ce qui était dit à leur sujet. Ces éléments nous ont permis de mieux comprendre comment les femmes et les hommes impliqués en politique étaient représentés. Une comparaison a également été effectuée entre le traitement médiatique réservé aux femmes et celui réservé aux hommes afin de mieux faire ressortir, s'il y avait lieu, les différences liées au genre.

Il en ressort que les femmes politiques sont moins présentes que les hommes dans les médias étudiants. Ce résultat s'explique par le fait que les femmes sont impliquées en moins grand nombre dans les sphères politiques étudiées, ce qui réduit les prises de parole médiatiques possibles.

De façon générale, cependant, les différences liées au genre ne sont pas aussi marquées que les études réalisées sur les journaux traditionnels le démontrent. Toutefois, de telles différences sont présentes, notamment lorsqu'il y a une personnalisation des événements. Ainsi, les distinctions entre le leadership féminin et le leadership masculin sont perceptibles au moment d'étudier la présentation de certains candidats. Il y a également des différences selon le type de politique, notamment du point de vue des thèmes abordés et des types de leaderships décrits.

Dans un premier temps, le traitement de la campagne électorale municipale de 2013 révèle un intérêt marqué des journaux étudiés lorsque les enjeux traités touchent la réalité étudiante, par exemple le transport en commun, l'accès à des logements abordables et les emplois après les études. On note également une curiosité particulière pour le choix de faire de la politique à un jeune âge. Une partie du cadrage médiatique rappelle les constats d'autres chercheurs en matière de traitement médiatique genré : les pratiques politiques de certains maires sortants qui refusent de se présenter aux débats organisés dans les universités et l'attitude autoritaire de l'un des candidats sortants – attitudes souvent associées au genre masculin – sont dénoncées par les jeunes candidats, qui disent souhaiter faire de la politique municipale pour être près des gens et faire une différence dans la vie de ces derniers.

Dans un second temps, les différences liées au genre selon le leadership dépeint varient grandement selon les personnes investies dans les courses au rectorat. Dans un cas, on présente le leadership rassembleur d'une candidate, alors que l'on insiste sur les conflits survenus lors du précédent mandat d'une autre candidate rectrice. Dans un autre cas, c'est le fait que la candidate soit originaire d'un autre pays et qu'elle ait œuvré au sein d'une autre université qui sera mis de l'avant. On peut également voir que la problématique de l'accession des femmes politiques au poste de rectrice ainsi que la question de la parité au sein de l'équipe de direction est au cœur des préoccupations des journalistes étudiants. Cet intérêt, bien qu'il démontre une sensibilité à l'égard de la question du nombre de femmes en politique, contribue à renforcer l'exceptionnalité du statut des candidates qui parviennent à se tailler une place au sein des hautes instances⁶.

Dans un troisième temps, l'étude de la politique étudiante a révélé quelques cas de traitements genrés, notamment lorsqu'il y a une personnalisation des acteurs et actrices. Les différences observées entre une étudiante et un autre étudiant en faveur de la hausse des droits de scolarité en 2012 est d'ailleurs assez éloquentes. Les critiques seront plus personnelles et plus virulentes à l'égard de l'étudiante, alors que l'on accordera une plus grande crédibilité et un plus grand respect à l'égard de l'étudiant. Les tensions sont également très vives au sein du mouvement étudiant en 2013, l'année suivant la grève. Beaucoup de femmes occupent alors des postes clés et les conflits seront fortement médiatisés. Toutefois, l'importance du contexte politique étudiant pour comprendre les relations entre les représentants, les membres et les autres associations ne permet pas de dire que c'est uniquement le genre qui influence ce traitement différencié.

DE FAÇON GÉNÉRALE, DE TELLES DIFFÉRENCES LIÉES AU GENRE NE SONT PAS AUSSI MARQUÉES QUE LES ÉTUDES RÉALISÉES SUR LES JOURNAUX TRADITIONNELS LE DÉMONTRENT. ELLES SONT PRÉSENTES NOTAMMENT LORSQU'IL Y A UNE PERSONNALISATION DES ÉVÈNEMENTS.

⁶ À ce sujet, voir Lalancette et Lemarier-Saulnier (2013).

En somme, malgré les différences dans le traitement médiatique des trois volets de la politique, il est possible de constater que les leaderships valorisés sont ceux axés sur le côté humain et la collaboration. Il s'agit là d'un style de leadership associé davantage au genre féminin, alors que les styles de gestion plus autoritaires, davantage associés au leadership masculin, sont plutôt l'objet de critiques. Par ailleurs, à l'exception de quelques cas plus frappants,

le traitement médiatique ne présente pas de différences liées au genre aussi marquées que les études précédentes portant sur les médias traditionnels. À ce sujet, nous croyons que la fréquence de parution des journaux ainsi que leur mission articulée autour de l'idée de fournir de l'information avec un regard étudiant peuvent avoir pour effet de diminuer la personnalisation lors du traitement médiatique. Ce processus étant identifié comme l'un des vecteurs de transmission des représentations médiatiques genrées, la faible présence de celui-ci dans les médias étudiants aurait ainsi pour effet de limiter les possibilités de véhiculer des stéréotypes genrés à propos des femmes politiques.

Enfin, le vécu et les obstacles propres aux femmes en politique ou relatifs à la dimension intersectionnelle, qui consiste à penser les interactions entre la race et le genre pour penser les oppressions vécues par les femmes, sont peu abordés. À l'exception des mentions au sujet de la représentativité femmes-hommes au sein de la haute direction universitaire, la question de la place des femmes dans ces volets de la politique est peu abordée. De plus, les personnes politiques étant encore très majoritairement des personnes blanches sans handicap ou statut autre fait en sorte que les journaux étudiants font, ici encore, peu de personnalisation lorsqu'ils s'attardent aux personnes politiques.

À la suite de cette étude, il est possible de formuler plusieurs recommandations. Dans l'ensemble, nous croyons important d'encourager les journaux étudiants à s'intéresser à des dimensions variées de la politique et de les inviter à poursuivre leurs efforts pour tenter d'éviter un traitement genré. Par ailleurs, nous croyons qu'il serait important de sensibiliser les journaux étudiants à l'existence des représentations médiatiques genrées et aux conséquences que celles-ci peuvent avoir sur la voix et la place des femmes en politique. De façon plus concrète, nous les invitons à considérer l'adoption d'une politique de rédaction qui préciserait les règles à suivre pour éviter un traitement genré et qui comporterait des recommandations au sujet de l'emploi de la rédaction épiciène.

**IL SERAIT IMPORTANT DE
SENSIBILISER LES JOURNAUX
ÉTUDIANTS À L'EXISTENCE
DES REPRÉSENTATIONS
MÉDIATIQUES GENRÉES ET
AUX CONSÉQUENCES QUE
CELLES-CI PEUVENT AVOIR
SUR LA VOIX ET LA PLACE
DES FEMMES EN POLITIQUE.**

TABLE DES MATIÈRES

Crédits	2
Résumé	3
Table des matières	6
Mise en contexte	10
L'intersectionnalité	10
Quel est le rôle des médias ?	12
Les femmes et la politique	13
Médiatisation, genre et politique	15
Personnalisation des pratiques politiques	15
Le choix des médias étudiants	16
Journaux étudiants universitaires québécois	17
Les journaux dans cette étude	18
Contenu et fréquence de parution	18
Structure de gestion et équipe journalistique	20
Traitement des enjeux politiques	22
Méthodologie	24
La sélection du contenu des journaux	24
L'analyse des données	26
Analyse de contenu	27
Analyse de discours	27
La politique au regard des journaux étudiants	28
Politique municipale	28
Intérêt des journaux pour la politique municipale	28

La ville	28
Enjeu de la jeunesse	28
Idées et propositions	29
Le discours des candidat.e.s	29
Les portraits : enjeux et discours différents	30
Présentation des candidat.e.s	31
Résumé	31
Courses au rectorat	32
Contexte	34
Présentation des candidat.e.s et enjeux abordés	35
Leadership et présentation de soi	36
Sophie D'Amours – la leader rassembleuse	36
Nadia Ghazzali – la candidate hors-région	38
Luce Samoisette : la leader contestée	38
Pierre Cossette – le recteur et la parité	40
La première femme	40
Résumé	40
Politique étudiante	41
Portrait du mouvement associatif étudiant	41
Couverture médiatique	44
Le rôle de porte-parole des représentant.e.s étudiant.e.s	44
Paysage politique étudiant de 2011 à 2017	45
La place des femmes en politique étudiante	48
Les carrés verts : la personnalisation et le genre	49
Résumé	50
Discussion des résultats	51
Constats	51
Leadership	51

Arielle Grenier : Cas typique de la représentation genrée	52
Défis de genre et d'intersectionnalité	52
Le fait d'être une femme en politique	52
La dimension intersectionnelle	52
Contexte de production des journaux étudiants et représentations médiatiques genrées	53
Recommandations	53
Conclusion	56
Références	57
Liste des tableaux et figures	
Tableau 1 : Portrait des journaux étudiants étudiés	19
Tableau 2 : Portrait de la structure de gestion des journaux étudiants	21
Tableau 3 : Corpus et unités de sens analysés	25
Tableau 4 : Candidat.e.s des courses au rectorat	33
Tableau 5 : Portrait des associations étudiantes universitaires	42



« POUR L'INSTANT,
JE NE PRÉVOIS PAS
RETOURNER DANS LES
MÉDIAS, DÉCLARE-T-ELLE
EN HOCHANT LA TÊTE.
JE VEUX JUSTE REVIVRE
UNE VIE NORMALE,
POUVOIR SORTIR SANS
ME FAIRE ACCOSTER. »



- Arielle Grenier⁷

MISE EN CONTEXTE

Le but de cette recherche était de comprendre comment les femmes politiques sont représentées dans les médias, en tant que candidates, ou au moment d'exercer leurs fonctions. Cette recherche s'inscrit dans le cadre du volet « Mieux collaborer à accroître la voix et l'influence des femmes dans la vie publique et le discours médiatique au Québec » du projet *Plus de femmes en politique ? Les médias et les instances municipales : des acteurs clés !*. Elle s'inspire des travaux réalisés avec la professeure Mireille Lalancette et son équipe sur le leadership féminin.

Considérant que des recherches ont déjà démontré l'influence du genre dans les représentations médiatiques des personnes politiques, il s'agira ici de voir comment les journaux étudiants représentent les femmes et les hommes qui s'investissent dans des milieux politiques moins traditionnels, tels que la politique municipale, la politique universitaire et la politique étudiante. Ces journaux s'avèrent pertinents à étudier puisqu'ils ont fait l'objet de peu de recherches et qu'ils constituent souvent des lieux d'apprentissage et de formation pour des personnes qui poursuivront une carrière de journaliste dans les médias grand public.

Parallèlement, un second rapport intitulé *Les représentations médiatiques des femmes aux élections municipales*, réalisé dans le cadre du projet *Plus de femmes en politique*, analyse quant à lui **dans quelle mesure** et de **quelles manières** les candidates aux postes de mairesses et de conseillères municipales sont représentées dans les journaux d'appartenance privée et les journaux communautaires au Québec. Ces rapports dessinent conjointement un portrait du traitement médiatique des femmes concourant ou occupant un poste politique.

LE BUT DE CETTE RECHERCHE ÉTAIT DE
COMPRENDRE COMMENT LES FEMMES POLITIQUES
SONT REPRÉSENTÉES DANS LES MÉDIAS, EN TANT
QUE CANDIDATES, OU AU MOMENT D'EXERCER
LEURS FONCTIONS.

Pour ce qui est des femmes politiques, dans cette étude, nous souhaitons comprendre quelle influence ces représentations pourraient avoir sur leur voix et leur influence médiatique. De plus, les représentations médiatiques pourraient témoigner des attentes que les citoyennes et les citoyens auront à l'égard de celles-ci et contribuer à mieux comprendre les obstacles vécus par les femmes qui souhaitent se lancer en politique.

Plus spécifiquement, nous avons cherché à savoir de quoi il était question lorsque l'on parlait des femmes politiques. Notre analyse s'est articulée autour de deux grandes questions : dans quel contexte fait-on référence aux femmes politiques et que dit-on à leur sujet ? Pour ce faire, nous nous sommes intéressées à des éléments tels que leurs expériences passées et les enjeux abordés lorsque les journaux faisaient référence aux politiciennes. Nous avons également tenté de répondre aux questions suivantes : Comment dépeint-on leur leadership ? Que disent leurs opposantes et/ou leurs opposants et les gens du milieu à leur sujet ? Fait-on mention d'obstacles ou de barrières spécifiques aux femmes en politique ? Nous avons également cherché à savoir en quoi le cadrage effectué ressemblait ou différait de celui réalisé à propos des hommes politiques afin de dresser des constats propres aux femmes politiques. Toutes ces questions nous ont permis d'en apprendre davantage sur les éléments susceptibles d'influencer les représentations des actrices politiques dans les journaux.

Étant donné que le contenu des journaux de notre corpus est axé davantage sur la politique étudiante et les affaires universitaires, l'analyse du traitement médiatique des femmes politiques a été envisagée à partir d'une définition plus « large » de ce qu'est la politique. Nous nous sommes intéressées au palier municipal, central au projet dans lequel s'inscrit cette étude, ce qui nous a permis d'analyser le regard étudiant sur un volet politique peu étudié (Cutler

et Matthews, 2005). Notre intérêt s'est également porté sur les courses au rectorat et la politique étudiante, aspects centraux des journaux étudiants. À ce jour, ces volets de la politique demeurent peu étudiés et le sont encore moins sous un angle qui tient compte des différences liées au genre. En effet, nous n'avons répertorié aucune étude analysant les représentations des femmes dans ces milieux politiques.

Situé dans une approche des études de genre, ce travail s'inscrit dans une lignée de travaux sur la question de la représentation des femmes (politiques) dans les médias. Conscientes qu'il existe encore aujourd'hui des différences de perception entre les femmes et les hommes en politique, notamment en raison des attentes liées à leur style de leadership (Bereni et coll., 2008), nous concevons les médias comme un vecteur important dans la circulation des représentations au sujet de ces personnalités politiques. En effet, les médias jouent un rôle crucial dans la construction des représentations au sujet des personnes politiques (Cutler et Matthews, 2005 ; Doucet, 2015). Pour certaines chercheuses, ces représentations peuvent même influencer le processus électoral de femmes politiques qui sont l'objet de représentations genrées (Gidengil et Everitt, 2010).

D'autres critères que le genre, notamment ceux relevant du prisme de l'intersectionnalité, peuvent jouer un rôle dans le traitement médiatique. Cette question demande cependant à être explorée afin de mieux comprendre l'influence de plusieurs critères relevant de l'intersectionnalité sur le cadrage médiatique.

C'est pourquoi nous avons également accordé une attention à la dimension intersectionnelle lors de l'analyse du traitement médiatique. À partir de cette dimension, qui consiste à penser les interactions entre la race et le genre pour comprendre les oppressions vécues par les femmes (Mévellec et Tremblay, 2016), nous cherchions à savoir si les journalistes étudiant.e.s rendaient compte du fait que toutes les personnes, et dans le cas présent, toutes les femmes, ne vivent pas les mêmes obstacles, autant en ce qui a trait au contexte leur permettant de se lancer en politique qu'en ce qui a trait aux obstacles auxquels elles sont confrontées lorsqu'elles accèdent à ces lieux décisionnels.

Dans ce rapport, nous offrirons un survol des connaissances sur le rôle des médias dans la construction de représentations, sur les liens entre genre et politique ainsi que sur les représentations médiatiques genrées. Nous présenterons ensuite les journaux étudiants analysés en nous attachant à leur contenu et à leur structure de gestion. La méthodologie employée pour la sélection du corpus et pour l'analyse sera ensuite abordée. Dans la section suivante, les résultats des trois volets de l'analyse seront présentés : 1) politique municipale ; 2) courses au rectorat ; et 3) politique étudiante. Enfin, en conclusion, nous effectuerons une mise en commun des constats dressés à partir de chacun des trois volets de la politique et formulerons des recommandations à l'endroit des journaux étudiants dans le but de diminuer les représentations médiatiques genrées.



QUEL EST LE RÔLE DES MÉDIAS ?

Comment les représentations dans les médias peuvent-elles jouer un rôle dans la façon dont on se représente les femmes politiques ?

Les médias sont présents partout dans nos vies et constituent le principal moyen d'information. Ainsi, c'est principalement par le biais des médias que les citoyen.ne.s accèdent aux informations de nature publique et qu'ils et elles se forgent une idée des différents enjeux (voir à ce sujet notamment Strömbäck et van Aelst, 2013). Les médias jouent ainsi un rôle dans la façon dont sont présentés les enjeux publics et politiques, de même que dans la façon dont les personnalités politiques sont présentées (Lemarier-Saulnier, 2018). Marc-François Bernier (2005) parle des médias comme ayant un rôle de « médiateur dans l'espace public » (p. 17), c'est-à-dire un rôle d'intermédiaire entre le grand public et les acteur.trice.s du milieu public. C'est ainsi que « la couverture médiatique joue un rôle crucial dans la présentation de l'image et des idéaux des têtes dirigeantes » (Trimble, Treiberg et Girard, 2010, p. 29).

Les médias contribuent à transformer ou à modeler l'information de nature politique transmise au public de différentes façons. On peut penser au rôle de sélection des nouvelles à inclure dans le bulletin de nouvelles ou le journal ainsi qu'à la place accordée à chacune d'entre elles (Strömbäck et Esser, 2009). La façon de raconter la nouvelle fait également partie de ce processus de sélection. Dans une optique apparentée, le processus de cadrage médiatique est utilisé pour expliquer le fait que, dans un message, certains éléments sont mis de l'avant alors que d'autres sont laissés de côté, influençant ainsi la compréhension d'un problème (Entman, 1993). Le cadrage et l'influence de celui-ci sur la compréhension d'un message repose sur le fait qu'« un événement, un enjeu, une personne, etc., peuvent être vus et compris de plusieurs manières. Ainsi les médias, en rapportant ces éléments dans l'actualité, choisiraient souvent un angle de traitement précis, orientant les perceptions des citoyens » (Lemarier-Saulnier, 2016, p. 67).

Même si l'étude du cadrage médiatique ne nous permet pas de connaître la réception de la population à l'égard de ce cadrage (Lemarier-Saulnier, 2016), il n'en demeure pas moins que la manière dont les acteur.trice.s politique seront présent.e.s viendra jouer un rôle dans le façonnement de la perception de ceux-ci. Ainsi, même si chaque personne est libre d'adhérer entièrement, partiellement ou de ne pas adhérer du tout aux idées véhiculées dans le message (Hall, 1997), l'étude du cadrage médiatique permet de connaître les éléments dont disposent les citoyen.ne.s pour constituer leurs représentations des acteur.trice.s politiques, qu'ils soient féminins ou masculins.

Par représentation, nous entendons les « formes de connaissances socialement élaborées et partagées, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » (Jodelet, 1989, p. 36). Le terme représentation permet ainsi de désigner la pensée sociale d'un groupe, ici la population, relativement à un objet ou une personne, ici les politiciennes (Herzlich, 2006). Les représentations étant exprimées et partagées au cours de l'activité linguistique (Moscovici, 1989), on peut ainsi mieux comprendre comment le discours médiatique, adressé et entendu par une large portion de la population, peut contribuer à influencer les représentations que la population se fait des politiciennes.

Finalement, nous pouvons ainsi affirmer que les médias, par leur rôle d'intermédiaire, influencent les perceptions des acteur.trice.s politiques dans l'espace public. De plus, la façon dont les médias traitent de certains enjeux et de certaines personnes aura un effet sur la façon dont le public les percevra.

LES FEMMES ET LA POLITIQUE⁸

Le premier jalon de notre cadre théorique au sujet des femmes et de la politique repose sur la division **sexuée du travail**. Cette notion est définie par Laure Bereni et coll. (2008) comme étant « l'assignation prioritaire des hommes au travail productif, et des femmes au travail reproductif » (p. 114). Ces auteur.e.s précisent qu'« à la séparation entre les travaux des hommes et des femmes s'ajoute un principe hiérarchique : les travaux des hommes "valent" plus, sont mieux reconnus, socialement et économiquement, que ceux des femmes » (p. 114). Par exemple, Leah Vosko (2003) avance que certains corps de métier seraient associés aux normes masculines (les professions libérales) et d'autres au monde féminin (comme toutes les professions liées à la prise en charge de l'autre ou au « caring »). Elle explique également que les individus qui transgressent ces normes seront souvent stigmatisés par leurs semblables.

Pour bien comprendre le point de départ de la division sexuée du travail, il faut replonger dans les travaux scientifiques qui définissent le genre. Le genre est un processus qui dichotomise et hiérarchise nos sociétés, le tout à partir d'une donnée biologique, les sexes. Laure Bereni et coll. (2008) définissent le genre comme « un rapport social hiérarchique divisant l'humanité en deux moitiés inégales. Le genre définit ainsi les sexes, qu'on ne saurait plus considérer comme une réalité physique indépendante de nos pratiques sociales » (p. 36). Ainsi, si l'on attribue très souvent le genre selon les corps, le genre ne se limite pas à cette seule distinction. Il est à la fois « 1) une construction sociale ; 2) un processus relationnel ; 3) un rapport de pouvoir ; 4) une composante d'autres rapports de pouvoir » (Mévellec et Tremblay, 2016, p. 6). Le genre est donc un processus construit socialement au fil des interactions et qui peut évoluer au rythme que la société dans laquelle il s'inscrit.

Le genre permet alors de comprendre la dichotomie soutenue par la division sexuée du travail. Il permet aussi de mettre explicitement de l'avant les différenciations genrées, présentes dans plusieurs sphères de nos vies. Voici un exemple tiré des travaux de Kathleen Jamieson (1995) :



Les psychologues étiquettent généralement les traits « masculins » comme étant instrumentaux et « féminins » comme étant expressifs ; en fait, le masculin est traditionnellement associé à la sphère publique, le féminin à la sphère privée ; le masculin au cerveau, le féminin aux soins maternels ; le masculin au productif, le féminin au reproducteur. Les deux listes contiennent des mots qui entraînent des formes d'expression : le masculin exprime l'intellect, le féminin « le cœur » ; le masculin les facultés « raisonnables », le féminin « l'intuitif » ou « l'émotionnel. »

notre traduction; Jamieson, 1995, p. 124



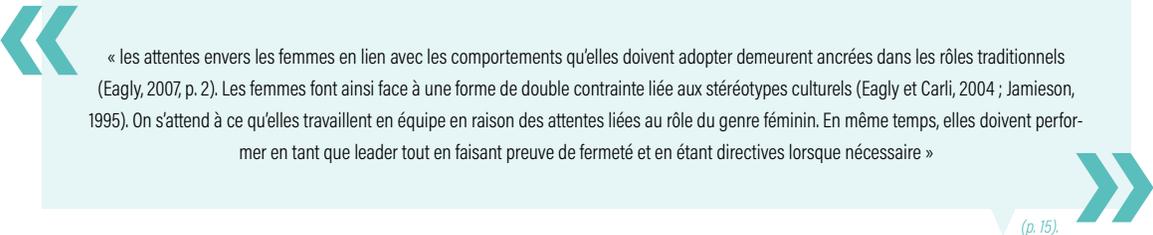
Cette liste permet de comprendre les grandes lignes des distinctions genrées qui sont majoritairement acceptées, comme telles, dans la littérature (notamment Goodwin et Fiske, 2001 ; Harding, 1986 ; Fridkin-Kahn, 1996 ; Butler, 2012 ; Bertini, 2009). Pour ces chercheur.e.s, le processus du genre organise aussi diverses sphères de la société, il associe également les hommes (porteurs principaux des normes masculines) au domaine public dont la politique fait partie. Bereni et coll. (2008) expliquent d'ailleurs que « [d]ans les pays occidentaux, les partis politiques ont émergé et se sont structurés à une période où les femmes étaient le plus souvent formellement exclues de l'espace politique. L'engagement des femmes dans les partis était alors considéré comme une transgression de leur rôle de sexe » (p. 159). Bien que les femmes aient aujourd'hui accès à cet espace public, Thanh-Huyen Ballmer Cao et coll. (2000) soutiennent que le domaine public est encore grandement influencé par la norme masculine de genre. D'ailleurs, Laure Bereni et coll. (2008) avancent que les règles de la féminité seraient souvent construites comme étant l'antithèse des normes politiques. Caroline Heldman et coll. (2005) vont aussi dans ce sens et proposent que l'idée générale que les journalistes et la population se font de ce que c'est d'être une femme ne correspond pas avec les notions de leadership et de politique (2005, p. 316).

⁸ Cette partie a été rédigée conjointement avec Catherine Lemarier-Saulnier à partir de ses travaux de recherche et de ceux réalisés par la professeure Mireille Lalancette au cours des dernières années. Ces derniers sont cités dans ce rapport.

En nous inspirant des travaux précédents de Mireille Lalancette, nous pouvons retenir que le leadership peut être défini suivant plusieurs auteur.e.s (notamment Eagly, 2007 ; Northouse, 2009). Dans leur étude de 2014, Mireille Lalancette et Mélissa Doucet soutenaient, dans lignée des travaux de Louise Lafortune et coll. (2008) et d'Alice Eagly (2007), que « [l]e leadership réfère à une connotation universelle où se rencontrent les notions d'expérience personnelle, d'intuition et des qualités humaines propres aux leaders, comme l'intégrité, l'intelligence, le charisme, la passion et le courage » (2014, p. 13).

La littérature indique que, chez **les femmes, le leadership** serait davantage ancré dans la préservation des relations, la consultation, le désir d'éviter les conflits et l'aide de son prochain (notamment, Blanc et Cuerrier, 2007 ; Norris, 1996 ; Caroll et Fox, 2006). Ainsi, et comme le rappellent Catherine Lemarier-Saulnier et Mireille Lalancette (2012), « [d]'après les travaux de Carroll et Fox (2006), les représentations du leadership sont, la plupart du temps, associées au genre masculin [...]. Les leaders doivent être forts, dominants et sûrs d'eux-mêmes ; qualités qui sont plus facilement associées aux hommes qu'aux femmes dans la culture nord-américaine » (2012, p. 463). Il faut ici comprendre que ces éléments sont construits par le genre lors de la socialisation des individus, et ne sont pas envisagés comme étant innés selon les sexes (notamment suivant Harp, Loke et Bachmann, 2010).

Plus encore, comme le précisent Mireille Lalancette et Mélissa Doucet (2014),



« les attentes envers les femmes en lien avec les comportements qu'elles doivent adopter demeurent ancrées dans les rôles traditionnels (Eagly, 2007, p. 2). Les femmes font ainsi face à une forme de double contrainte liée aux stéréotypes culturels (Eagly et Carli, 2004 ; Jamieson, 1995). On s'attend à ce qu'elles travaillent en équipe en raison des attentes liées au rôle du genre féminin. En même temps, elles doivent performer en tant que leader tout en faisant preuve de fermeté et en étant directives lorsque nécessaire »

(p. 15).

En effet, la conception du leadership féminin est davantage centrée sur les aspects humains et relationnels, tels que la douceur, la gentillesse, une attitude de travail plus coopérative et moins conflictuelle et l'idée que les femmes travailleront davantage en collaboration et qu'elles seront également plus honnêtes (Norris, 1996). À l'inverse, le leadership masculin est « axé sur la réalisation d'une tâche et l'atteinte d'objectifs à tout prix » (Lemarier-Saulnier et Lalancette, 2012).

Ainsi, ces traits de caractère et cette construction du leadership politique seraient encore présents dans la représentation médiatique des politicien.ne.s. Par contre, peu d'études ont été conduites sur les représentations des femmes dans les lieux démocratiques locaux, comme le municipal et les associations étudiantes.

À ces représentations des leaderships féminins et masculins s'ajoutent également des différences quant aux raisons qui poussent les femmes et les hommes à se lancer en politique. Pour les femmes, l'importance accordée à la dimension relationnelle permet de mieux comprendre comment s'effectue le choix de faire de la politique et comment celles-ci conçoivent l'univers politique et le leadership qu'elles souhaitent exercer (Blanc et Cuerrier, 2007). Différentes recherches ont en outre démontré que la culture politique, souvent influencée par des comportements typiquement masculins, tels que les conflits, la compétition et la valorisation de l'ambition, fait hésiter certaines femmes à se lancer en politique. Les femmes souhaiteraient également exercer un leadership plus collaboratif et rassembleur (Blanc et Cuerrier, 2007). Pour les hommes, le choix de se lancer en politique s'inscrirait plus facilement dans un parcours de vie au cours duquel la recherche de l'équilibre entre les différentes sphères n'est pas aussi importante. De plus, le choix d'exercer un rôle de leadership dans la sphère publique s'inscrirait en continuité avec les différents modèles auxquels ceux-ci ont été exposés dès leur jeune âge, contrairement aux femmes (Blanc et Cuerrier, 2007).

Par ailleurs, lorsqu'il est question d'obstacles systémiques freinant l'accessibilité des femmes à la sphère publique, il faut prendre en compte **l'intersectionnalité** des diverses variables menant à l'exclusion des femmes. L'intersectionnalité est définie par Kimberlé Crenshaw (1991) comme étant « les différentes manières dont la race et le genre interagissent dans la construction des aspects structurels, politiques et représentationnels de la violence envers les femmes » (Crenshaw, 1991, p. 1241, notre traduction). Les théories les plus récentes sur l'intersectionnalité proposent de conceptualiser comme principale

matrice de domination les notions de race, de classe sociale et de religion. En fait, l'intersectionnalité permet de réfléchir aux diverses identités (genrée, racisée, sociale, etc.) d'une personne comme interagissant entre elles de manière non linéaire et complexe (Keener, 2015).

Parmi les autres éléments pouvant se retrouver dans la description des femmes candidates, il faut noter la présence des enjeux féministes, voire du féminisme comme tel. Parmi ceux-ci, notons les notions de parité ou de représentativité des femmes dans la sphère politique et dans les discours publiques (Lovenduski et Norris, 1994).

Dans un contexte où les médias jouent un rôle important afin de cadrer la relation entre le politique et la population, on peut se demander quelles représentations ceux-ci véhiculent des personnes politiques et quelle est l'influence des stéréotypes genrés, dont ceux relevant du leadership, sur la façon dont ils représentent les femmes et les hommes politiques.

MÉDIATISATION, GENRE ET POLITIQUE

Les études qui s'intéressent aux liens entre le genre et les représentations médiatiques ont permis de documenter l'influence du genre dans le traitement médiatique de politiciennes et de politiciens (notamment Heldman et coll., 2005 ; van Zoonen, 2005 ; Trimble, 2010 ; Lemarier-Saulnier et Lalancette, 2012 ; Goodyear-Grant, 2013 ; Lalancette et Lemarier-Saulnier, 2013 ; Lalancette et coll., 2014). Par exemple, Elisabeth Gidengil et Joanna Everitt (2010) ont démontré que les discours des candidates étaient soumis à une plus grande interprétation de la part des médias que ceux de leurs homologues masculins en plus d'avoir été rapportés de façon plus négative et plus agressive. Ces chercheuses indiquent d'ailleurs que cette médiation genrée pouvait influencer les chances de succès des femmes dans un processus électoral. Catherine Lemarier-Saulnier (2018) a pour sa part démontré que les « cadres genrés suivant des traits, des valeurs ou des comportements masculins » (p. 111) étaient très présents dans la couverture journalistique de la campagne électorale provinciale de 2014, et ce, à la fois chez les femmes et chez les hommes.

Les représentations médiatiques genrées peuvent même jouer un rôle dans le choix de chercher ou non à obtenir des postes d'influence. En effet, « les méthodes intrusives, critiques et parfois même dégradantes, par lesquelles les femmes leaders sont représentées dans les médias grand public et les médias sociaux peuvent avoir un effet dissuasif pour les femmes qui ont de l'ambition politique » (Anderson, 2011, et Johnson, 2015, dans Trimble, 2017, p. 6. Notre traduction). Cet impact a également été évoqué dans les travaux de Jennifer Lawless et Richard Fox (2010). Les médias jouent donc un rôle à la fois dans la façon de transmettre la voix des femmes politiques et dans le choix des femmes de poursuivre (ou non) une carrière politique.

Personnalisation des pratiques politiques

La personnalisation est un élément de la couverture médiatique que l'on pourrait définir comme l'importance accordée aux personnes pour comprendre les problèmes et les enjeux ou encore l'importance accordée à la personne elle-même plutôt qu'à son discours et à ses revendications (Gingras, 2009).

Des études sur la personnalisation dans les médias ont encore une fois démontré l'influence du genre sur la personnalisation de la politique, qui se caractérise comme « un processus par lequel l'attention est mise, par le parti ou les organisations médiatiques, sur les personnes, [...] en mettant un accent particulier sur la sphère personnelle » (Lalancette et Lemarier-Saulnier, 2013, p. 116. Notre traduction). Linda Trimble et coll. (2013) ont démontré que la personnalisation était plus grande pour les femmes candidates que pour les hommes. De plus, Linda Trimble (2005) a démontré que la couverture médiatique de la candidate à la chefferie du Parti conservateur du Canada, Belinda Stronach, accordait beaucoup d'attention à son apparence, à son vécu personnel et à sa disponibilité sexuelle, en plus de remettre en question ses compétences et de critiquer son leadership.

Dans une optique apparentée, Mireille Lalancette et Catherine Lemarier-Saulnier (2013) ont montré que « la vie privée des femmes politiciennes joue un rôle négatif dans l'évaluation de leur leadership même si elles essaient délibérément de garder cet aspect en dehors des projecteurs » (p. 128). À ce sujet,

Liesbet van Zoonen (2006) avançait que la personnalisation réalisée à propos de femmes politiques avait pour effet de rappeler leur choix de s'investir dans la sphère publique, contribuant à présenter celui-ci comme une avenue particulière pour les femmes qui, généralement, œuvrent dans les sphères privées et les professions qui lui sont associées.

La plupart des travaux cités précédemment portaient sur des niveaux politiques plus « traditionnels », tels que la politique provinciale et la politique fédérale. Fred Cutler et Scott Matthews (2005) ainsi que Mélissa Doucet (2015) soulignaient toutefois que la politique municipale demeurait peu étudiée. Il en va de même pour la politique universitaire et la politique étudiante, pour lesquelles nous n'avons trouvé aucune étude portant sur la question des représentations genrées.

Certes, le collectif *Les femmes changent la lutte* (Surprenant et Bigaouette, 2013), qui traite de la place des femmes en politique étudiante lors de la grève de 2012, a dénoncé la couverture médiatique de la part des médias traditionnels, mais il propose plutôt de reconnaître les contributions des femmes à la mobilisation étudiante et n'offre pas d'analyse permettant d'appuyer l'idée d'une couverture médiatique différente selon le genre.

LE CHOIX DES MÉDIAS ÉTUDIANTS

Pourquoi s'intéresser spécifiquement aux médias étudiants ? D'une part, ces lieux constituent un territoire peu étudié et sont produits dans un contexte différent des médias grand public déjà étudiés par de nombreuses chercheuses et de nombreux chercheurs. En effet, ils/elles présentent des différences importantes dans leur structure de gestion, leur fréquence de parution, leur financement, qui peuvent influencer le contenu et la façon dont celui-ci est abordé. De plus, en raison de leur mission d'information de la communauté étudiante et de leur lectorat principal, composé d'étudiant.e.s universitaires, les journaux étudiants sont susceptibles de proposer un regard différent sur la politique en accordant une place plus importante aux milieux politiques rattachés au contexte universitaire, tels que la politique universitaire et la politique étudiante, tout en proposant un regard teinté de ces préoccupations sur la politique traditionnelle.

D'autre part, ces lieux journalistiques constituent souvent des tremplins pour des personnes qui deviendront des journalistes professionnel.le.s ou qui poursuivront une carrière publique. Des personnalités connues, comme Hubert Aquin, Bernard Landry, Denise Bombardier, Denys Arcand, Jean Drapeau, Gilles Duceppe, Raoul Duguay et Camille Laurin ont écrit dans le premier journal étudiant francophone au Québec, *Quartier latin* (Correa, 2010). Pour ce qui est du passage au journalisme professionnel, on retrouve, dans les pages des journaux étudiants de notre corpus, des journalistes qui travaillent maintenant dans des médias traditionnels. Nous pensons notamment à Claudia Berthiaume et à David Rémillard, qui publient désormais dans des quotidiens, soit *Le Journal de Montréal* et *Le Soleil*, ou encore à Francis A. Trudel et Simon-Olivier Lorange, aujourd'hui journalistes à *La Presse*, qui ont tous deux écrit dans les pages du journal étudiant *Le Collectif* (pour ne nommer que ces exemples).

Par ailleurs, comme nous l'avons mentionné précédemment, le contexte de production des journaux étudiants diffère tout de même de celui des journaux dits traditionnels. Outre le fait qu'il s'agisse d'un lieu d'apprentissage pour plusieurs journalistes, les journaux étudiants jouent notamment un rôle particulier dans la diffusion de l'information auprès des étudiant.e.s et sont produits dans un contexte spécifique, celui de l'université ou du cégep, qui sont des lieux d'apprentissage et de formation. Pour mieux comprendre leurs spécificités, nous présentons un portrait des journaux étudiés, précédé d'une mise en contexte historique.

JOURNAUX ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES QUÉBÉCOIS

Le premier journal étudiant francophone québécois, *Quartier latin*, a été fondé en 1919 par l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) (Correa, 2010). Ce journal n'existe plus aujourd'hui.

Depuis, différents types de journaux étudiants ont vu le jour sur plusieurs campus universitaires francophones québécois. Différentes recherches ont mentionné que les journaux étudiants constituent un lieu de diffusion des idées pour les étudiant.e.s. De plus, le rôle des journaux étudiants dans la diffusion des idées, notamment, a été démontré dans différentes recherches. En effet, comme l'explique Jacques Gonnet (1988) dans Fecteau (2010), c'est dans les journaux étudiants que « les étudiants trouvent une voix pour exprimer leurs opinions, prenant parfois la forme de revendications » (Fecteau, 2010, p. 32).

Dans son mémoire de maîtrise, François Fecteau (2010) en identifie trois types :

1 JOURNAUX PRODUITS PAR LES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES (FACULTAIRES, MODULAIRES OU DÉPARTEMENTALES)

Ce sont souvent les associations étudiantes qui leur attribuent un budget de fonctionnement. Leur mission varie d'un journal à l'autre, passant de la diffusion de travaux ou de compositions littéraires d'étudiant.e.s membres de l'association à l'information aux membres à propos des activités et des projets de l'association, favorisant ainsi la vie associative.

2 JOURNAUX PRODUITS PAR LES ASSOCIATIONS NATIONALES

Dans le milieu universitaire, cette catégorie comprend des journaux tels que *l'Ultimatum*, produit par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), ou la *Voix étudiante*, produit autrefois par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Leur mission est principalement de faire la promotion de l'association, de ses revendications et de ses actions (ASSÉ, 2018 ; Fecteau, 2010).

3 JOURNAUX ÉTUDIANTS INDÉPENDANTS DES ASSOCIATIONS

Bien qu'ils bénéficient parfois des subventions des associations étudiantes, ceux-ci sont administrés de façon indépendante. Les conseils d'administration comptent parfois des sièges réservés aux membres d'associations étudiantes ou de l'administration de l'université.

Cette étude porte sur les journaux étudiants indépendants des associations étudiantes. Bien que leur structure soit différente des journaux dits traditionnels, ceux-ci doivent tout de même respecter certains critères d'objectivité, comme c'est le cas pour les journaux traditionnels.

Plus qu'un lieu de diffusion des idées, les publications étudiantes ont également un impact sur leur lectorat. Pierre Bélanger (1984) aborde l'impact des journaux étudiants sur le lectorat en parlant d'un rôle d'éveilleur de consciences pour les publications étudiantes. Bref, les propos tenus dans les journaux étudiants permettent certes aux étudiant.e.s de s'exprimer, mais ces propos ont aussi un impact sur les étudiant.e.s qui les lisent. Pour Nicole Neatby (1999) et François Fecteau (2010), les journalistes et les membres de l'équipe des journaux étudiants constituent des leaders d'opinion au même titre que les

leaders étudiants. Le concept de leader d'opinion provient d'un modèle théorique appelé « flux de communication à deux temps » (Lazarsfeld et Katz, 1958 : 2008). Selon celui-ci, certaines personnes « jouent en quelque sorte le rôle de filtre d'information des médias de masse et vont ensuite attirer l'attention de leur réseau sur une source d'information plutôt qu'une autre » (Fecteau, 2010, p. 34). Ainsi, les journalistes des journaux étudiants constituent des leaders d'opinion auprès de la communauté universitaire étudiante puisqu'elles et ils mettent en lumière certaines réalités dans les pages des journaux⁹.

Des recherches reconnaissent d'ailleurs un rôle clé aux journaux étudiants dans les mobilisations étudiantes autour de différents enjeux dans la décennie de 1950 (Neatby, 1999) et de 1960 (Correra, 2010 ; Leduc, 2010), ainsi que lors des mobilisations contre la hausse des frais de scolarité de 2005 (Fecteau, 2010). Ainsi, les journaux étudiants sont des acteurs clés de la diffusion des idées et lors des mobilisations d'étudiant.e.s portant sur différents enjeux. Le rôle que ces médias peuvent jouer dans la diffusion de représentations genrées à propos des femmes politiques n'a, à notre connaissance, toutefois pas encore été étudié.

Les journaux dans cette étude

Les journaux étudiants francophones des universités québécoises, des journaux dits indépendants, sont au nombre de six. Il s'agit des journaux *Impact Campus* (Université Laval), *Le Griffonnier* (Université du Québec à Chicoutimi), *Montréal Campus* (Université du Québec à Montréal), *Quartier Libre* (Université de Montréal), *Le Collectif* (Université de Sherbrooke) et *Zone Campus* (Université du Québec à Trois-Rivières).

Contenu et fréquence de parution

En règle générale, tous les journaux traitent de thèmes assez standards, tels que la culture, les sports et la politique, abordés généralement à partir d'un regard étudiant, conformément à leur mission¹⁰. De plus, certains journaux permettent à des étudiant.e.s de tenir une chronique selon leurs intérêts, ce qui conduit ainsi à une grande variété d'angles et de sujets abordés. Selon les journaux, on retrouve parfois une section « société », des caricatures et des jeux ou des portraits d'étudiant.e.s ou d'employé.e.s ainsi que des articles de vulgarisation des travaux de recherche réalisés au sein de l'institution. Mentionnons également que certains journaux accordent une place aux lettres d'opinion et parfois aux textes plus littéraires.

Dans les journaux *Le Collectif*, *Le Griffonnier* et *Zone Campus*, notamment, on publie parfois des chroniques féministes, historiques, philosophiques et environnementalistes. D'autres portent parfois sur des disciplines telles que la sexologie, la psychologie, la linguistique, etc. Celles-ci s'inscrivent dans une volonté de constituer « une plateforme d'expression et de formation pour les étudiantes et les étudiants » (*Zone Campus*, 2018) comme le précise la mission du journal *Zone Campus*.

La fréquence de parution lors des plus grandes périodes d'achalandage universitaire (soit les sessions d'automne et d'hiver) varie d'hebdomadaire à mensuelle et diminue – voire est absente – lors de la session d'été. Ainsi, contrairement aux journaux quotidiens, il arrive qu'une longue période de temps se soit écoulée entre les événements et le moment où ceux-ci sont relatés dans le journal. Le fait que ces journaux ne soient pas publiés dans un contexte « d'immédiateté » (Ringoot, 2014) constitue une différence importante avec les autres médias, tels que les journaux quotidiens nommés plus haut. Le délai entre l'évènement et la nouvelle est d'ailleurs un des facteurs qui influencent la façon de raconter l'histoire journalistique (Charron et de Bonville, 2004). Par ailleurs, *Le Griffonnier*, seul journal mensuel parmi ceux étudiés, propose très peu d'articles traitant de sujets d'actualités. La majorité des textes qui le composent sont des chroniques ou des textes d'humeur.

Certains journaux, comme *Impact Campus* et *Quartier Libre*, tiennent aussi un blogue sur lequel on retrouve une bonne partie des textes parus dans l'édition papier ainsi que des nouvelles se prêtant davantage au caractère plus instantané du blogue.

Le tableau 1 résume et présente un portrait par journal. Sauf indication contraire, les données ont été recueillies grâce aux informations fournies par les directions générales ou les rédactions en chef des journaux.

⁹ Fecteau (2010) insiste toutefois sur le fait qu'il existe une diversité des voix au sein de chaque campus ; ainsi chaque faculté aurait une opinion particulière sur la question de la hausse des frais de 2005. Nous reconnaissons également qu'il peut exister des différences d'un journal et d'un.e journaliste à l'autre dans la façon d'aborder les personnes politiques selon le genre. Toutefois, nous cherchons à voir s'il y a des tendances générales dans la façon de représenter les femmes et les hommes, tendances qui transcenderaient ces spécificités.

¹⁰ À titre d'exemple, la mission du journal *Le Collectif* est énoncée de la façon suivante : « Informer la communauté étudiante de l'actualité et des enjeux qui la touchent directement ou indirectement ; Impliquer la communauté étudiante à la rédaction du journal, selon leurs intérêts, en collaborant de manière ponctuelle ou récurrente ; Offrir formation et encadrement à tous les étudiants et étudiantes souhaitant collaborer au journal. » (*Le Collectif*, 2018)

TABLEAU 1 :

PORTRAIT DES JOURNAUX ÉTUDIANTS ÉTUDIÉS

UNIVERSITÉ	JOURNAL	ANNÉE DE FONDATION	FRÉQUENCE DE PARUTION	NOMBRE DE PAGES PAR ÉDITION ¹¹	NOMBRE DE NUMÉROS PAR AN	NOMBRE D'EXEMPLAIRES IMPRIMÉS	NOMBRE DE POINTS DE DISTRIBUTION HORS CAMPUS
Université de Montréal	<i>Quartier Libre</i> ¹²	1993	Bimensuel	20	16	6 000	65
Université Laval	<i>Impact Campus</i>	1987	Hebdomadaire	16-20	28	10 000	63
Université du Québec à Montréal ¹³	<i>Montréal Campus</i>	1980	Bimensuel				
Université du Québec à Chicoutimi	<i>Le Griffonnier</i>	2002	Mensuel	16	8	3 000	15
Université de Sherbrooke	<i>Le Collectif</i>	1977	Bimensuel	16-24	20	4 000	25-30
Université du Québec à Trois-Rivières	<i>Zone Campus</i>	2005	Bimensuel	20-24	16	3 000	15

¹¹ Le nombre de pages varie parfois d'une édition à l'autre. Nous avons indiqué le nombre de pages contenu dans la plupart des éditions.

¹² Les données du journal *Quartier Libre* sont tirées du site web du journal (*Quartier Libre*, 2018).

¹³ Plusieurs informations étaient non disponibles au moment de rédiger ce rapport. Les données recueillies proviennent du texte de Pierre-Étienne Caza (2017).

Structure de gestion et équipe journalistique

Les journaux étudiants sont gérés par une entité chapeauté par un conseil d'administration, dont la majorité des places sont réservées aux membres de la communauté étudiante. On y trouve parfois un siège réservé à une personne membre du conseil exécutif de l'association étudiante universitaire (ou des deux associations étudiantes dans le cas du *Collectif* et d'*Impact Campus*), ainsi qu'à une personne membre de la communauté universitaire (généralement une employée ou un employé de l'institution). De plus, les journaux *Le Griffonnier* et *Zone Campus* comptent un ou des sièges attirés aux membres de la communauté.

Ces entités sont parfois uniquement en charge du journal, alors que d'autres gèrent aussi la radio étudiante. C'est le cas notamment à l'Université du Québec à Chicoutimi, à l'Université Laval et à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

À l'exception du journal *Le Griffonnier*, qui accorde un espace de rédaction aux membres de la communauté sans que ces personnes ne soient forcément étudiantes, toutes les personnes qui agissent à titre de journalistes étudient au sein de l'université dans laquelle est produit le journal. La plupart du temps, ces journalistes sont bénévoles, à l'exception de ceux du journal *Zone Campus*, où tous les journalistes sont rémunérés, et du journal *Impact Campus*, qui rémunère les chefs de pupitres, mais qui ne dédommage pas les personnes qui collaborent au journal de façon occasionnelle. Plusieurs de ces journalistes étudient dans des programmes de communication et se destinent à un parcours journalistique professionnel. Toutefois, cela n'est pas un prérequis et, d'ailleurs, toutes les universités n'offrent pas de programme de journalisme. Ainsi, les journalistes qui œuvrent au sein des journaux étudiés ne possèdent pas forcément de formation ou d'expérience journalistique. Au contraire, cette implication est souvent pour eux et elles une occasion de se créer un portfolio et de développer leurs compétences en journalisme afin d'éventuellement œuvrer dans de plus grands journaux ou magazines.

Les principales sources de financement des journaux sont les cotisations étudiantes prélevées à même leur facture de frais de scolarité ainsi que les revenus publicitaires. Les publicités présentes dans les pages des journaux font la promotion de différents types de commerces et d'institutions : des bars aux restaurants, en passant par des institutions financières et universitaires, des compagnies offrant des forfaits de téléphonie cellulaire et même les Forces armées canadiennes et des banques de sperme qui recrutent des volontaires. On y retrouve également des pages attirées aux associations étudiantes, qui s'en servent pour effectuer la promotion de leurs activités, présenter les membres de l'association ou informer le lectorat sur des enjeux portés par celle-ci, tels que le plagiat, les droits de scolarité, etc.

Le tableau 2 présente un portrait des informations obtenues quant au mode de financement, à la rémunération des journalistes et à la structure de gestion des journaux étudiants¹⁴.

¹⁴ Malgré nos contacts avec des responsables des journaux étudiants, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir toutes les réponses à nos questions. Lorsque certaines informations étaient indisponibles, nous avons laissé la case du tableau vide.

TABLEAU 2 :

PORTRAIT DE LA STRUCTURE DE GESTION DES JOURNAUX ÉTUDIANTS

JOURNAL	SOURCES DE FINANCEMENT	JOURNALISTES	COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	ENTITÉ QUI GÈRE LE JOURNAL
<i>Quartier Libre</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Cotisations étudiantes ; • Revenus publicitaires. 			
<i>Impact Campus</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Cotisations étudiantes ; • Revenus publicitaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'équipe de rédaction est rémunérée, les journalistes qui rédigent des articles de façon ponctuelle sont bénévoles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Membres étudiant.e.s ; 	
<i>Montréal Campus</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Revenus publicitaires (aucune cotisation n'est prélevée automatiquement sur la facture étudiante). 	<ul style="list-style-type: none"> • Journalistes non rémunéré.e.s 		
<i>Le Griffonnier</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Cotisations étudiantes ; • Revenus publicitaires ; • Partenariats. 	<ul style="list-style-type: none"> • Journalistes non rémunéré.e.s 	<ul style="list-style-type: none"> • Membres étudiant.e.s ; • Un.e membre du personnel de l'UQAC ; • Une personne représentant l'association étudiante. 	<ul style="list-style-type: none"> • La corporation gère également la radio étudiante.
<i>Zone Campus</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Cotisations étudiantes ; • Revenus publicitaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Journalistes rémunéré.e.s 	<ul style="list-style-type: none"> • Membres étudiant.e.s ; • Membres de la communauté (non universitaire) ; • Un.e membre du de l'UQTR ; • Une personne représentant l'association étudiante. 	<ul style="list-style-type: none"> • La corporation gère également la radio CFOU 89,1 FM.
<i>Le Collectif</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Cotisations étudiantes ; • Revenus publicitaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Étudiant.e.s bénévoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Membres étudiant.e.s ; • Membres des associations étudiantes ; • Un.e membre de la communauté universitaire non étudiant.e ; • Un.e membre de la communauté externe. 	

Traitement des enjeux politiques

Comment les journaux traitent-ils des enjeux politiques? On retrouve dans les journaux étudiants des articles relatifs aux enjeux municipaux, provinciaux et fédéraux (mais plus rarement). Les enjeux internationaux ou relatifs à l'éducation ailleurs dans le monde, comme la grève étudiante au Chili (*Le Collectif*), attirent également l'attention des journalistes étudiant.e.s.

De plus, conformément aux missions des journaux, ces derniers traitent d'enjeux qui touchent la communauté étudiante. Du point de vue de la politique, il est question des enjeux institutionnels, comme l'offre de services aux étudiant.e.s, les rénovations de pavillons, l'offre de cours en ligne ou le développement de centres universitaires hors campus, de la négociation d'ententes quant à la mise en place de partenariats association-administration et des activités plus politiques qui ont lieu sur le campus, telles que des débats entre candidat.e.s lors d'élections ou bien la visite de ministres.

Il nous a ainsi été possible de constater que les articles traitant de politique institutionnelle ou associative attiraient l'attention des journalistes de manière plus marquée que les sujets traitant de politique municipale, provinciale ou fédérale. Cette situation peut s'expliquer par la fréquence de publication des journaux, qui varie de mensuelle à hebdomadaire, ce qui rend plus difficile le traitement d'information sur des sujets pouvant évoluer aussi rapidement que la politique provinciale, par exemple. La mission des journaux, axée sur l'information au sujet des affaires universitaires qui concernent leur lectorat étudiant, pourrait également expliquer cet intérêt plus marqué pour les affaires universitaires. De plus, il faut reconnaître que ces sujets sont généralement largement couverts par les autres médias, tels que les quotidiens papier *La Presse* à Montréal, *Le Soleil* à Québec, *La Tribune* à Sherbrooke, *Le Nouvelliste* à Trois-Rivières et *Le Quotidien* au Saguenay (qui se trouvent dans ces régions) et les journaux web, comme le *Huffington Post* (qui couvre la province en entier), qui s'adressent à un public plus large auquel ont également accès les étudiantes et les étudiants.

LE FAIT DE CHOISIR D'Étudier UNIQUEMENT LES JOURNAUX
ÉTUDIANTS S'AVÈRE PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANT ET PERTINENT.
[...] CET ANGLE DE RECHERCHE NOUS PERMET D'ANALYSER DES
MILIEUX POLITIQUES QUI PEUVENT SERVIR DE TREMLIN VERS LES
PALIERS POLITIQUES PLUS TRADITIONNELS.

Ainsi, le fait de choisir d'étudier uniquement les journaux étudiants s'avère particulièrement intéressant et pertinent. D'une part, parce que cela nous permettra de voir si des différences sont observables entre les représentations des femmes impliquées dans ces paliers politiques et celles des femmes investies dans les paliers politiques plus « traditionnels ». D'autre part, cet angle de recherche nous permet d'analyser des milieux politiques qui peuvent servir de tremplin vers les paliers politiques plus traditionnels. En effet, au fil des années, les exemples de personnes qui ont transigé par les volets de la politique étudiante ou universitaire avant de se lancer en politique municipale, provinciale ou fédérale sont nombreux.

Des exemples récents permettent d'illustrer cette interrelation entre les différents types d'implication politique. Ainsi, sur la scène municipale, deux étudiant.e.s s'étant impliqué.e.s lors de la grève de 2012 – pour ou contre celle-ci – se sont présenté.e.s aux élections municipales de leur ville respective. En 2013, Laurent Proulx, qui s'est fait connaître lors de la grève étudiante de 2012 en déposant une injonction pour pouvoir assister à ses cours et en contestant la légitimité des associations étudiantes, s'est porté candidat pour la ville de Québec. Une ancienne exécutante de la Fédération étudiante universitaire de Sherbrooke, Mélanie Lemay, qui s'est également impliquée dans la lutte aux violences sexuelles en co-fondant le collectif Québec contre les violences sexuelles, a quant à elle été élue conseillère municipale dans la ville de Sherbrooke à l'automne 2017. L'implication étudiante donne donc parfois lieu à d'autres types d'implication politique. Leur expérience au sein du mouvement étudiant leur permet en effet d'acquérir un bagage et une envie de poursuivre vers la politique active, tout en leur offrant une visibilité sociétale qui leur permet d'être recruté.e.s par les partis politiques.

Sur la scène provinciale, des politicien.ne.s comme Bernard Landry, Claude Charron, Louise Harel et Gilles Duceppe ont également été impliqué.e.s en politique étudiante (Baillargeon, 2017). Plus récemment, les leaders qui se sont démarqué.e.s pendant la grève étudiante de 2012, Gabriel Nadeau-Dubois, Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins, viennent rapidement en tête : Gabriel Nadeau-Dubois est député et co-porte-parole de Québec Solidaire depuis l'hiver 2017 ; Léo Bureau-Blouin a été député au sein du Parti québécois de 2012 à 2014 ; et Martine Desjardins s'est portée candidate sous la bannière du Parti québécois en 2014, sans toutefois être élue. Elle fait maintenant de la politique autrement en tant que chroniqueuse pour le Journal de Montréal et au sein du Mouvement national des Québécois et Québécoises (La Presse Canadienne, 2015).

En politique fédérale, la ministre du patrimoine, Mélanie Joly, qui s'est également présentée dans la course à la mairie de Montréal en 2013, a occupé un poste au sein de l'Association de droit de l'Université de Montréal.

La politique universitaire peut également servir de tremplin vers d'autres paliers politiques, comme en témoignent François Blais, vice-recteur et candidat au rectorat à l'Université Laval en 2012, aujourd'hui ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Assemblée nationale du Québec, 2014) et Hélène David, auparavant vice-rectrice et rectrice suppléante à l'Université de Montréal, qui est aujourd'hui ministre responsable de l'Enseignement supérieur et ministre responsable de la Condition féminine (Site du Premier ministre, 2017). Réjean Hébert, aujourd'hui doyen de l'École de santé publique de l'Université de Montréal, a auparavant été ministre de la Santé et des Services sociaux au sein du gouvernement péquiste entre 2012 et 2014 (Université de Montréal, 2017). Un autre exemple est celui de Guy Laforest, président de l'ADQ entre 2002 et 2004 et candidat aux élections provinciales en 2003, qui est aujourd'hui directeur général de l'École nationale d'administration publique du Québec (Élections Québec, 2018 ; Université du Québec, 2017).

Comme plusieurs personnes transitent par les milieux politiques universitaires et étudiants avant de s'intéresser à des paliers politiques plus traditionnels, l'analyse des journaux étudiants permet d'étudier les représentations médiatiques de certaines personnes avant même que celles-ci ne se lancent en politique traditionnelle. Sachant que les représentations médiatiques peuvent influencer le choix de certaines femmes s'impliquer en politique (Trimble, 2017) et que plusieurs personnes transitent par ces lieux de politique moins traditionnels avant de se lancer en politique traditionnelle, il nous apparaissait d'autant plus intéressant de voir quelles sont les représentations à cette étape du parcours politique.

MÉTHODOLOGIE

La sélection du contenu des journaux

Nous avons choisi de concentrer notre analyse sur les éditions papier des six journaux étudiants universitaires francophones parus entre août 2011 et mai 2017. Cette sélection sur une période de près de six ans nous permet d'obtenir un portrait plus exhaustif de ce que disent les journaux étudiants à propos des différents volets de la politique que nous avons étudiés. En effet, dès l'automne 2011, on est déjà à même de voir le début de la mobilisation contre la hausse des droits de scolarité, avant le début de la grève à l'hiver 2012 (SoroChan, 2012 ; Nadeau-Dubois, 2013). On peut également déjà y voir les leaders étudiants qui seront au cœur du conflit au printemps. Le choix de poursuivre l'étude du corpus jusqu'au printemps 2017 nous permet également d'analyser un plus grand nombre de courses au rectorat, qui ont eu lieu au printemps 2017, dont celles de l'Université Laval et de l'Université de Sherbrooke.

Le contenu des blogues n'a quant à lui pas été considéré afin de permettre une analyse systématique. En effet, tous les journaux ne conservent pas d'archives de leur blogue, ce qui ne permettait pas d'inclure tous les documents pour la période étudiée. Notre regard portait donc uniquement sur les publications papier.

Les journaux ont été récoltés de différentes façons : certains sont disponibles dans les archives du site web (c'est le cas pour *Zone Campus*, *Le Griffonnier*, *Quartier Libre*, *Le Collectif*), alors qu'il nous a fallu consulter les éditions conservées à la Bibliothèque et archives nationales du Québec (BAnQ) pour le *Montréal Campus* et l'*Impact Campus*. De plus, certaines éditions des journaux en format PDF nous ont été transmises par les rédactions en chef de *Impact Campus*, de *Quartier Libre* et du *Collectif* à la suite d'échanges courriels.

La constitution du corpus s'est effectuée de manière itérative, c'est-à-dire à la suite d'une série d'aller-retour entre les données (Allard-Poesi, 2003) pour sélectionner les éléments les plus pertinents. Nous avons tout d'abord analysé le contenu afin de comprendre dans quel contexte les journaux faisaient référence aux personnes politiques, ce qui nous a permis de cibler une combinaison de volets de la politique qui nous semblaient riches pour l'étude à la fois en termes de quantités de données analysées et en termes de contenu des données, c'est-à-dire que l'on y trouvait des éléments d'information sur les personnes nous permettant d'analyser les représentations médiatiques de celles-ci. Ainsi, des éléments comme le fait que l'on retrouve plus d'un article mentionnant la même personne, des éléments concernant son bagage et son expérience, la présence d'hommes et de femmes, l'expression d'une position à propos d'un sujet précis, par exemple, nous permettaient de réaliser une analyse plus approfondie des représentations des personnes politiques.

À l'inverse, la mention de la présence (ou de l'absence) d'une personne à un événement, les citations et les mentions faites uniquement lors d'annonces officielles ou les commentaires et les analyses d'un projet de loi d'une personne politique offraient peu d'informations sur les personnes elles-mêmes et ne permettaient pas de répondre à nos objectifs de recherche. Ces extraits n'ont donc pas été considérés. Dans le cas de la grève étudiante, toutefois, nous avons inclus les extraits tirés de communiqués des leaders étudiant.e.s en raison de leur particularité. Ceux-ci offraient un regard intéressant sur la façon dont les leaders étudiants commentaient les différents événements de la grève et, bien que les communiqués ne soient parfois pas rédigés directement par les responsables, ils ont tout de même été approuvés par ces personnes et contribuent à façonner les représentations à leur endroit.

Finalement, les textes retenus contenaient de l'information au sujet de femmes et d'hommes impliqué.e.s dans l'un des trois domaines politiques présentés plus haut : la campagne électorale municipale de 2013, les courses au rectorat, et la politique étudiante. Les deux premiers volets nous permettent d'obtenir du contenu dans un contexte électoral et de voir comment les personnes candidates sont présentées dans un contexte où l'idée est de chercher à se faire élire. Le troisième volet, plus présent dans les journaux étudiés, nous permet de voir comment ceux-ci traitent de cette question lorsque les personnes représentées sont en poste et qu'elles exercent leurs fonctions de représentantes.

Ces documents constituent généralement des articles ou des chroniques, parfois des éditoriaux et, enfin, des lettres d'opinion. Soulignons que les textes rédigés par des journalistes de l'équipe sont soumis au respect de la ligne éditoriale du journal, alors que ceux proposés par des étudiantes et des étudiants dans le cadre de lettres d'opinion, bien qu'ils doivent être approuvés par l'équipe du journal, ne sont pas soumis aux mêmes règles journalistiques

de neutralité. Ces textes, qui participent tout de même à la circulation des idées, contribuent à créer des représentations au sujet des personnes politiques et nous trouvons important de les considérer.

Toutefois, les documents de type publicité ou les bulletins d'information rédigés par les associations étudiantes que l'on retrouve très souvent dans les journaux étudiants n'ont pas été considérés lors de l'analyse. Ces pages sont utilisées notamment à des fins informatives, au sujet d'évènements organisés par l'association ou les membres du conseil exécutif ou des enjeux sur lesquels se concentre l'association, tels que des enjeux sociopolitiques comme les droits de scolarité. En effet, ces textes étant produits par l'association elle-même et diffusés par le biais du journal, ils constituent une forme de publicité de la part de l'association étudiante ; il ne s'agit donc pas de textes journalistiques en tant que tels.

Notre unité d'analyse est l'« unité de sens ». Celle-ci correspond à « une unité textuelle ou temporelle particulière, mais peut correspondre à une portion de phrase, une phrase entière ou un groupe de phrases suivant le matériau codé [...] » (Allard-Poesi, 2003, p. 254). Ces unités de sens ont été choisies parce qu'elles offraient de l'information sur les prises de position, sur la description du parcours, sur les expériences des candidat.e.s ainsi que sur les réactions des membres de la communauté par rapport à ces personnes. Ainsi, des informations telles que la présence ou l'absence d'une personne à un évènement ou encore l'annonce de l'élection d'une personne à un poste n'ont pas été considérées dans la mesure où elles relevaient de descriptions plus factuelles et ne permettaient pas d'éclairer les représentations offertes par ces journaux au sujet de personnes politiques.

Le tableau suivant présente le nombre d'unités de sens traitant de femmes et d'hommes pour chacun des volets d'analyse.

TABLEAU 3 : CORPUS ET UNITÉS DE SENS ANALYSÉS

VOLET	NOMBRE DE DOCUMENTS	UNITÉS DE SENS		
		NOMBRE TOTAL	NOMBRE TRAITANT DE FEMMES	NOMBRE TRAITANT D'HOMMES
Politique municipale	15	149	31	116
Courses au rectorat	24	163	72	91
Politique étudiante	361	1048	432	616

Nous remarquons d'emblée qu'il y a une plus grande présence d'unités de sens au sujet des hommes que de celles au sujet des femmes, et ce, pour tous les volets étudiés. En effet, même dans les volets moins traditionnels que sont la politique universitaire et la politique étudiante, on compte encore une majorité d'hommes. Nous détaillerons cet aspect dans chacun des volets analysés.

En ce qui concerne le volet « course au rectorat », il est intéressant de relever que les femmes comptent pour 35 % des personnes candidates, alors qu'elles comptent 42 % des unités de sens. Cette surreprésentation peut s'expliquer par le fait que nous avons inclus le texte bilan de la course au rectorat et le texte portrait de la personne élue s'il y avait lieu. Ces textes, souvent centrés sur la personne nommée, comptaient ainsi un bon nombre d'unités de sens sur ces personnes. Or, plusieurs femmes sont entrées en poste, ce qui explique la proportion d'unités de sens plus élevée pour les femmes que leur proportion en tant que candidates.

L'analyse des données

Nous avons adopté une démarche qualitative et inductive. Précisons que la démarche qualitative vise « la compréhension d'un phénomène pris dans son contexte » (Bonneville et coll., 2007, p. 154), alors que « [l']induction fonctionne sur l'exploration, la découverte progressive et la co-construction de la problématique et l'interprétation » (Dérèze, 2009, p. 59). Étant donné la spécificité du corpus de journaux étudiants par rapport aux autres textes médiatiques et le peu d'études réalisées au sujet des volets de politique analysés, le choix d'une approche qualitative et inductive permettait de faire ressortir la richesse des données du corpus. Si nous avons gardé à l'esprit les constats réalisés dans les autres recherches au moment d'appréhender les données, cette façon de procéder nous a également permis de laisser place aux données spécifiques au corpus qui ont émergé en cours d'analyse.

Il convient ici de noter que l'expérience à titre de militante au sein du mouvement étudiant de l'une des auteures du rapport et ses postes occupés au sein d'associations étudiantes ont pu contribuer à éclairer différemment notre compréhension de certains aspects relatifs au volet politique étudiante. Notre vécu et nos expériences jouent un rôle dans la compréhension de cette recherche (Do, 2003) ; ceux-ci ne doivent pas être vus comme un biais – puisqu'il est de notre devoir de chercheure d'observer des pratiques d'analyse rigoureuses – mais plutôt comme quelque chose qui nous apporte un regard unique sur les données.

Au final, notre analyse a été guidée par deux grandes questions et une série de sous-questions¹⁵.

1) DANS QUEL CONTEXTE FAIT-ON RÉFÉRENCE AUX FEMMES POLITIQUES ?

- S'agit-il d'un contexte électoral ou est-ce lorsqu'elles sont en poste ?
- Le contexte dans lequel on les dépeint est-il favorable ou défavorable ? Par exemple, soulignait-on des réussites ou des avancées d'un projet, ou à l'inverse, mentionnait-on des obstacles ou défis à relever ainsi que des conflits entre des personnes ou des organisations ?
- Pourquoi fait-on référence aux femmes politiques ? Est-ce pour commenter leurs décisions ou leurs actions ou pour recueillir leurs propos en tant que porte-paroles ou expertes sur un sujet ?
- Lorsque les femmes politiques s'expriment, leurs propos sont-ils rapportés de manière directe ou indirecte ? En d'autres mots, retrouve-t-on des citations des femmes politiques ou leurs propos sont-ils repris et reformulés par les journalistes ?
- Utilise-t-on plutôt les propos d'une autre personne pour parler d'elles ? Si oui, que dit-on à leur sujet ?

2) QUE DIT-ON AU SUJET DES FEMMES POLITIQUES ?

- Quels enjeux sont abordés ou quelles actions sont rapportées ?
- À quels éléments a-t-on recours pour résumer leur parcours ? Fait-on référence à leur vie privée, à leurs expériences ou leurs fonctions passées, etc. ?
- Comment dépeint-on leur leadership ?
- Que disent leurs opposantes et/ou leurs opposants et les gens du milieu à leur sujet ?
- Fait-on référence au fait qu'elles sont des femmes ou mentionne-t-on des barrières spécifiques aux femmes en politique ?

Les réponses à ces questions nous ont ainsi permis de comprendre comment le cadrage médiatique contribue à constituer une représentation des femmes politiques.

La comparaison avec le cadrage médiatique des hommes politiques nous a également permis de comprendre en quoi le cadrage des femmes politiques avait fait l'objet d'un traitement genré ou non.

¹⁵ Il est à noter que les regroupements entre questions et sous-questions sont présentés par souci de clarté, mais que ceux-ci ne sont pas mutuellement exclusifs.

Les outils méthodologiques utilisés pour l'analyse ont été adaptés selon les extraits pour exploiter toute la richesse des données. Par moments, c'est une analyse du contenu de type thématique qui a été effectuée, alors qu'à d'autres, l'approche d'analyse de discours a été privilégiée. Nous présentons ici sommairement ces approches.

Analyse de contenu

L'analyse de contenu est une méthode d'analyse des discours qui vise à saisir les significations sous-jacentes d'un discours (Bonneville et coll., 2007). Elle « permet d'aller au-delà des impressions en mettant en place une procédure systématique d'analyse (fiable et reproductible) » (Dérèze, 2009, p. 162).

Souvent utilisée dans les travaux en communication et constituée dans le champ d'analyse de la presse (Dérèze, 2009), l'analyse de contenu se prête bien à l'analyse des journaux dans une démarche qualitative et inductive puisque « l'analyse qualitative de contenu interprète le matériel étudié à l'aide de quelques catégories analytiques en faisant ressortir et en décrivant ses particularités spécifiques » (Landry, 1997, p. 334, dans Bonneville et coll., p. 192).

Il existe plusieurs types d'analyse de contenu. L'analyse de contenu de type thématique que nous avons choisie se réalise essentiellement en deux étapes : d'abord, le repérage des idées significatives qui serviront de catégories d'analyse, puis, le codage des unités d'analyse en fonction des catégories préalablement déterminées. (Dérèze, 2009). Ainsi, l'analyse de contenu nous a permis de repérer les différents thèmes abordés dans les journaux pour mieux documenter le contexte dans lequel on faisait référence aux femmes politiques et les éléments relatifs au contexte et aux enjeux abordés.

Analyse de discours

L'analyse de discours est plus qu'une méthode d'analyse ; elle est considérée comme une discipline à part entière, qui s'intéresse à la relation entre le texte et le contexte dans lequel celui-ci est produit (Mangueneau, 2005). Ainsi, le fait de s'exprimer dans un cadre plus formel, comme lors d'une conférence de presse ou d'un débat politique, ou dans un contexte plus informel, comme lors d'une conversation en famille, sont des éléments qui influencent le discours produit et auxquels s'attarde l'analyse de discours (Bernard Barbeau, 2013 ; Mangueneau, 2005). Une des différences importantes entre l'analyse de discours et l'analyse de contenu réside dans le fait que « l'analyse de discours s'intéresse aux concepts, à la linguistique et à l'organisation narrative des discours oraux et écrits qu'elle étudie » (Dictionnaire Sensagent, 2009, dans Dérèze, 2009, p. 166).

L'analyse de discours est employée dans différentes recherches qui portent sur les discours médiatiques (Ringoot, 2014). L'effet des discours sur les mémoires individuelle et collective ainsi que sur les discours subséquents est d'ailleurs au cœur des préoccupations de bon nombre de recherches dans ce domaine (Paveau, 2006 ; Moirand, 2007).

Dans le cadre de cette étude, nous avons eu recours à l'analyse de discours principalement pour appréhender les cas de discours rapporté de style direct des candidat.e.s, c'est-à-dire les fois où l'on reprenait les propos des candidat.e.s dans le cadre de citations. Cette méthode nous a permis de nous attarder plus particulièrement aux mots choisis par les personnes politiques et les journalistes pour exprimer des idées spécifiques. Cela a permis de voir ce que les médias reprennent du discours des candidates, et nous a également donné un aperçu de la façon dont les candidat.e.s se mettent elles-mêmes et eux-mêmes en scène.

La combinaison de ces deux approches a permis une analyse plus approfondie des journaux étudiants et nous a donné l'occasion de nous attarder autant aux thèmes abordés dans le discours qu'à la structure de ceux-ci et au contexte dans lequel ils sont produits. En effet, en réunissant ces perspectives, nous avons pu nous attarder à la fois à l'influence du contexte de production des journaux, au volet de la politique abordée (allant du processus électoral à l'exercice des fonctions de représentant.e.s étudiant.e.s) et à la fréquence d'emploi de certains termes dans le discours rapporté des candidat.e.s. Ces résultats seront présentés dans la prochaine section de ce rapport.

LA POLITIQUE AU REGARD DES JOURNAUX ÉTUDIANTS

Dans les prochaines sections, la politique telle que vue par les journaux étudiants sera présentée. Il sera d'abord question de politique municipale, puis de politique universitaire et enfin d'implication étudiante.

Politique municipale

Au-delà des personnes qui se portent candidates aux élections municipales, ce qui retient l'attention en politique municipale, ce sont les positions de celles-ci à l'égard des enjeux qui touchent directement les étudiantes et les étudiants.

Intérêt des journaux pour la politique municipale

La campagne électorale municipale de 2013 est, des trois volets politiques analysés, celui ayant fait l'objet de la couverture la moins importante par les journaux étudiants. Cette situation s'explique, d'une part, par la fréquence de parution des journaux étudiants. En effet, la course électorale ayant cours de la fin septembre au début novembre, la plupart des journaux bimensuels ne paraîtront que deux fois au cours de cette période. D'autre part, il faut souligner que les étudiant.e.s ne résident pas forcément dans la ville dans laquelle elles et ils étudient. Ainsi, l'intérêt à l'égard des élections municipales dans une autre ville que celle dans laquelle elles et ils résident risque d'être moins important et cela peut influencer le choix éditorial des journaux quant à la place accordée à cet enjeu.

La ville-universitaire au cœur des préoccupations

Dans tous les cas, les journaux traitent de l'élection ayant cours dans la ville dans laquelle se situe l'Université – par exemple, le journal *Le Collectif* de l'Université de Sherbrooke couvre la campagne électorale sherbrookoise uniquement – et ils ne s'intéressent pas aux municipalités adjacentes. De plus, à l'exception de quelques portraits d'étudiant.e.s candidat.e.s dans certains districts ou secteurs de la ville, les journaux s'attardent principalement aux candidat.e.s à la mairie.

Enjeu de la jeunesse

La campagne est abordée à partir d'un regard étudiant. Qu'il s'agisse de comptes rendus de débats, de visites de candidat.e.s sur le campus ou d'une analyse de la campagne électorale, le point commun de ces approches est de présenter le point de vue des candidat.e.s sur les enjeux qui touchent les étudiant.e.s. Les associations étudiantes s'investissent également dans la campagne électorale. Certaines associations préparent des outils synthèses pour leurs membres, ce qui fut le cas notamment à la FAÉCUM, qui a exposé « la position des quatre candidats principaux à la mairie sur les cinq revendications de la Fédération » (*Quartier Libre*, 16 octobre 2013, p. 14). D'autres associations sont même allées jusqu'à interpeler les candidat.e.s à propos de ces enjeux, comme il est possible de le constater dans les extraits suivants :

Le processus de consultation étant terminé, il revient maintenant au conseil exécutif de la FEUS de porter de l'avant les revendications décidées par les membres. Les officiers tenteront de rencontrer les aspirants conseillers pour les convaincre d'appuyer leurs multiples recommandations pendant la campagne électorale. Ils feront de même avec les candidats à la mairie de Sherbrooke.

Le Collectif, 9 octobre 2013, p. 6

Tout au long de la campagne électorale, l'Association générale des étudiants de l'UQTR souhaite mettre de l'avant le projet de Trois-Rivières ville étudiante. Elle compte entre autres interroger les candidats sur la mise en branle d'un projet de quartier étudiant ainsi que sur le transport en commun.

Zone Campus, 1^{er} octobre 2013, p. 6

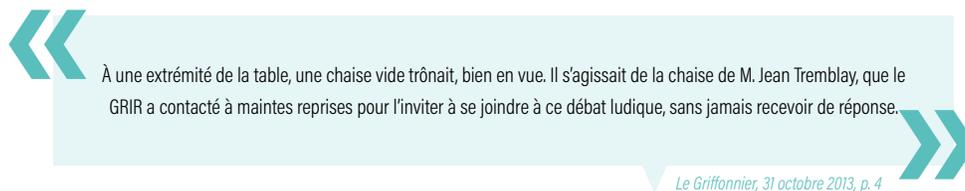
Il y a donc une dimension politique dans le fait de traiter des enjeux touchant les étudiantes et les étudiants parce que cela représente des gains possibles pour elles et eux.

Idées et propositions

En ce qui concerne les candidat.e.s à la mairie, on s'intéresse beaucoup à leurs propositions en matière d'enjeux qui les touchent directement, tels que le logement étudiant et le transport en commun. Les questions concernant l'accueil des étudiant.e.s et leur place au sein de la ville pendant leurs études et après (auront-elles, auront-ils un emploi ?) sont également abordées, notamment sous les angles de l'économie et de l'exode des régions, dans les journaux basés dans des universités hors des grands centres que sont Montréal et Québec.

Cette tendance à aborder des thèmes davantage centrés sur la réalité estudiantine résulte à la fois du fait que les candidat.e.s elles-mêmes et eux-mêmes choisissent de traiter des enjeux qui touchent les étudiant.e.s en se présentant à elles et eux lors d'un débat et du fait que les journalistes choisissent de présenter les candidat.e.s selon leurs positions au sujet de questions relatives à la réalité étudiante.

On souligne également l'absence du débat des maires sortants de Saguenay et de Trois-Rivières, que les organisateur.trice.s à l'Université du Québec à Chicoutimi ont mise en évidence par la description d'une chaise vide identifiée au candidat absent, comme l'illustre l'extrait suivant :

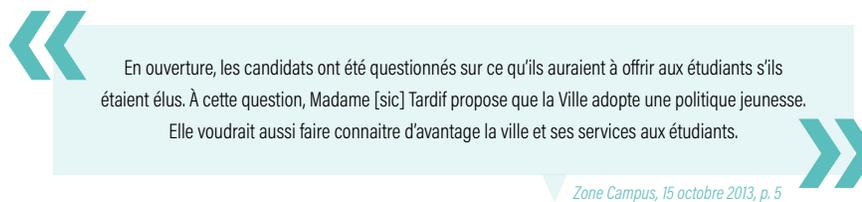


Ce refus de participation est présenté comme un sujet controversé dans un contexte démocratique où l'on s'attend à ce que les gens en lice exposent leurs propositions à la population. En refusant de débattre, les acteurs (souvent masculins) s'installent au-dessus des processus démocratiques et démontrent peu d'intérêt pour l'électorat étudiant. C'est une dénonciation de ces pratiques qui est transposée dans les articles qui en traitent.

Dans le journal de l'Université de Montréal, *Quartier Libre*, quelques pages serviront à présenter les positions des candidat.e.s en matière de culture, un thème qui semble tout de même assez présent dans tous les journaux, notamment en raison des quelques pages qui sont réservées à cette section dans toutes les éditions. Il y a certainement un lien à faire avec le fait que la culture est très importante pour le groupe d'âge des 15-24 ans, qui consomme plusieurs formes de produits culturels en proportion plus grande que les autres groupes d'âge (Observation de la culture, 2009).

Le discours des candidat.e.s

Lorsque l'on dresse le compte rendu des positions des candidat.e.s à propos de certains enjeux, il s'agit essentiellement de discours rapporté, c'est-à-dire que les propos des candidat.e.s sont repris, par le biais de citations ou de reformulations. Les commentaires et opinions sont peu utilisés et les propos des candidat.e.s ne sont généralement pas remis en question. Voici un exemple où les propos de la candidate à la mairie de Trois-Rivières sont reformulés :



La reprise des propos des candidat.e.s en fonction d'enjeux prédéterminés laisse peu de place à la différence genrée, différence que nous n'avons d'ailleurs pas relevée dans ce contexte. Les journalistes étudiant.e.s s'intéressent aussi peu dans leurs articles au parcours, à la personnalité et au vécu des candidat.e.s.

Les portraits : enjeux et discours différents

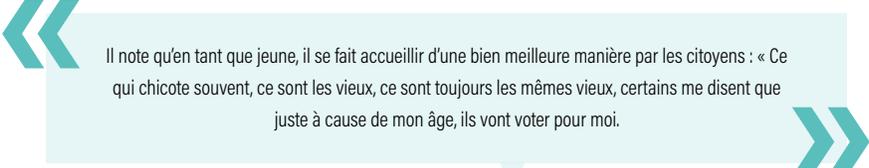
Bien que ceux-ci soient moins fréquents, on retrouve tout de même quelques textes, notamment ceux de type portraits, qui ont pour objectif de présenter les candidat.e.s au-delà de leurs propositions. On s'intéresse alors notamment aux raisons qui les ont poussé.e.s à se lancer en politique, au choix d'être indépendant.e ou d'être impliqué.e dans un parti, à ce qu'elles ou ils aimeraient apporter à la politique, aux défis de la campagne électorale et au message qu'elles ou ils auraient à lancer aux jeunes. Ici, les journalistes ne font pas que rapporter le discours, elles et ils tentent de nous présenter le « côté humain » des candidat.e.s.

Lorsque de tels textes ont été publiés, il s'agit presque exclusivement de portraits d'étudiant.e.s candidat.e.s, sauf dans un texte du journal *Le Collectif*, où l'on présente un portrait du maire sortant. Les journaux étudiants étant centrés sur les besoins de la communauté étudiante, ils ont à cœur de présenter des candidat.e.s étudiant.e.s afin de mieux comprendre leurs motivations à se lancer en politique et comprendre leur vécu. Ces portraits sont toutefois réalisés majoritairement pour présenter des hommes : un seul des sept portraits réalisés porte sur une candidate.

La question de l'âge

La question de la place des jeunes en politique et de leur intérêt envers la politique municipale figure également parmi les thèmes abordés. La question de la jeunesse est non seulement reflétée dans le choix des enjeux traités, mais elle est également présentée sous l'angle de la participation et de l'intérêt des jeunes en politique. À ce sujet, on s'intéresse notamment aux raisons qui poussent de jeunes candidat.e.s (également étudiant.e.s) à se lancer en politique. Dans le cas d'un candidat à la mairie âgé de 19 ans, on aborde même la question des critiques qui lui ont été adressées en raison de son âge (*Impact Campus*, 10 septembre 2013, p. 6).

Le jeune âge des candidat.e.s est aussi abordé par les journalistes comme un élément qui peut avoir un impact sur la façon dont ils et elles sont perçu.e.s. À cela, Frédéric Chrétien répond qu'il peut s'agir d'un avantage :



Il note qu'en tant que jeune, il se fait accueillir d'une bien meilleure manière par les citoyens : « Ce qui chicote souvent, ce sont les vieux, ce sont toujours les mêmes vieux, certains me disent que juste à cause de mon âge, ils vont voter pour moi. »

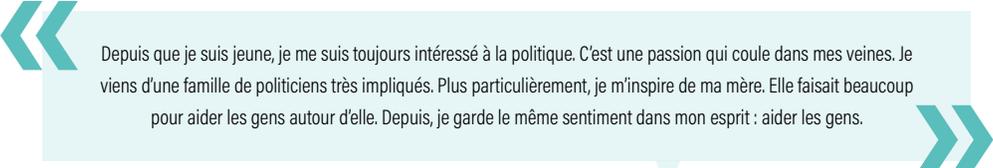
Impact Campus, 17 septembre 2013, p. 6

À la lumière de ce qui précède, il convient de souligner que la dimension de l'âge, dimension qui pourrait être associée à l'intersectionnalité, est abordée lorsqu'il est question de candidats masculins.

Pourquoi faire de la politique ?

Lorsque les candidat.e.s s'expriment sur les raisons qui les ont poussé.e.s à vouloir s'impliquer en politique municipale, c'est le côté humain et la proximité avec les gens qui ressort, autant chez les femmes que chez les hommes.

Pour Edwin Moreno, un candidat masculin, il s'agit d'une passion qui remonte à loin :



Depuis que je suis jeune, je me suis toujours intéressé à la politique. C'est une passion qui coule dans mes veines. Je viens d'une famille de politiciens très impliqués. Plus particulièrement, je m'inspire de ma mère. Elle faisait beaucoup pour aider les gens autour d'elle. Depuis, je garde le même sentiment dans mon esprit : aider les gens.

Le Collectif, 11 septembre 2013, p. 10

Frédéric Chrétien parle aussi du fait qu'il a toujours été attiré par la politique : « J'ai décidé de me lancer dans la politique municipale, car je crois que c'est la plus proche des gens. J'aime le contact direct avec les gens, pas faire de grandes lignes comme le gouvernement fédéral ou provincial. » (*Impact Campus*, 10 septembre 2013, p. 6)

Pour Évelyne Beaudin, le choix s'est présenté différemment :

Initialement, je n'avais pas d'intérêt marqué pour cette sphère de la politique. C'est après avoir assisté à une formation à Québec, qui avait pour thème l'implication municipale, que j'ai eu un coup de cœur. En écoutant les témoignages d'anciens conseillers municipaux, j'ai réalisé que les politiques municipales étaient axées sur des enjeux concrets, ancrées dans le quotidien communautaire. Lorsque l'on sort dehors, on peut immédiatement voir les différences qui sont engendrées par les décisions municipales. C'est la politique « la plus près » des gens et ça me plaît !

Le Collectif, 25 septembre 2013, p. 11

Cet extrait démontre comment l'accompagnement et le contact avec des personnes œuvrant déjà dans la sphère politique peuvent inciter certaines femmes à faire le saut en politique (Blanc et Cuerrier, 2007).

Défis d'une campagne électorale

La campagne électorale est présentée comme une expérience qui requiert un engagement important et qui exige des efforts soutenus. En entrevue avec une candidate, *Le Collectif* écrit :

C'est bien connu, une campagne électorale exige discipline, rigueur et surtout, une préparation à toute épreuve. À quelques jours d'entamer ce marathon de 6 semaines que se veut la campagne municipale, nous tenions à savoir où en était la candidate du Carrefour dans ses préparatifs.

25 septembre 2013, p. 11

Présentation des candidat.e.s

Dans le journal *Impact Campus*, on aborde l'attitude autoritaire du maire Régis Labeaume, alors en quête d'un nouveau mandat, en rapportant les propos d'un autre candidat, qui mentionne vouloir proposer une attitude différente de celle adoptée par le maire sortant :

Sans vouloir « se lancer dans une guerre ouverte avec Régis Labeaume », il critique son comportement dans certains projets et son manque d'écoute envers les citoyens dans certains cas. « Il a l'avantage de bien s'affirmer, mais il ne doit pas négliger l'écoute des citoyens en s'affirmant », souligne M. Turmel.

Impact Campus, 10 septembre 2013, p. 6

On va même jusqu'à rapporter que « [q]uestionné sur la perspective de devoir se confronter à Labeaume et son équipe, Chrétien rétorque tout simplement que "ce n'est pas une équipe, c'est un one man show" » (*Impact Campus*, 17 septembre 2013, p. 6).

D'ailleurs, dans un portrait de Laurent Proulx, le journal *Impact Campus* traitera beaucoup de son choix de se présenter au sein de l'équipe de Régis Labeaume et des possibles difficultés à se faire entendre en raison du ton autoritaire de ce dernier : « Ainsi, malgré le fait que le maire Labeaume se garde bien d'afficher une grande volonté de travailler en équipe, la machine électorale semble prendre bien soin des candidats de son équipe. » (*Impact Campus*, 1er octobre 2013, p. 5) Le journaliste cherche donc également à comprendre comment une personne peut faire le choix de s'associer à une autre personne qui a une telle attitude.

Résumé

Dans ce volet de la politique, la question du genre n'est pas centrale dans le traitement médiatique. Les journaux étudiants s'intéressent davantage à la campagne électorale pour les retombées que celle-ci pourrait avoir pour les étudiant.e.s et ils abordent la question sous un angle descriptif, plutôt que de mettre l'accent sur les enjeux de fond qui touchent la campagne. Cette situation pourrait s'expliquer à la fois par la mission des journaux étudiants et par

la professionnalisation de la politique (voir à ce sujet Mévellec et Tremblay, 2016). Cette professionnalisation rend en effet tout ce qui a trait à la politique municipale plus complexe et moins facile à vulgariser pour des journalistes qui traitent rarement de ces enjeux.

Cependant, le leadership présenté et celui qui semble être valorisé est celui des jeunes candidat.e.s, qui se veut plus rassembleur, plus près des gens. Une volonté de faire de la politique autrement et le sentiment de proximité avec la population font partie des raisons qui poussent les jeunes à se lancer en politique. Parallèlement, des comportements autoritaires et une absence de participation aux débats étudiants font partie des attitudes critiquées par les jeunes candidat.e.s et par les journalistes. Le fait que cette attitude soit critiquée par des jeunes hommes nous laisse croire à une dimension générationnelle dans le fait que les jeunes préfèrent un leadership plus collaboratif et moins autoritaire.

COURSES AU RECTORAT

L'analyse du traitement médiatique des courses au rectorat par les journaux étudiants permet de voir la politique telle qu'elle est vécue dans les universités. Cet aspect est important, car la gouvernance d'une université offre la possibilité d'investissements financiers importants ou de restrictions budgétaires qui auront des impacts sur les ressources offertes aux étudiant.e.s, aux professeur.e.s, à la recherche et à l'enseignement. Les universités font d'ailleurs face à une situation financière difficile avec des coupes budgétaires successives depuis 2012 (Chouinard, 2014 ; Chouinard, 2016). Au cours de la période étudiée, les universités se sont donc retrouvées devant des choix importants à faire concernant leurs priorités financières et les orientations qu'elles souhaitaient donner aux institutions. D'où l'intérêt de voir comment les candidat.e.s au poste de recteur.trice se sont positionné.e.s et ont construit leur leadership face à ces enjeux.

Il est ici important de souligner que les courses au rectorat se déroulent selon un processus de sélection qui peut varier d'une université à l'autre. Toutefois, le poids étudiant est généralement limité dans le choix. En effet, dans la majorité des universités, une ou deux voix sont attribuées aux associations étudiantes. Ces dernières ne sont par ailleurs pas tenues de consulter leurs membres sur la question avant de voter.

Pour la période étudiée, on dénombre un total de onze courses au rectorat. Le tableau suivant présente un portrait des candidat.e.s lors de chacune de ces courses. Les astérisques indiquent une absence de couverture de ces courses par les journaux étudiants.

TABLEAU 4 :

CANDIDAT.E.S DES COURSES AU RECTORAT¹⁶

UNIVERSITÉS	DÉBUT DU NOUVEAU MANDAT	NOMBRE DE CANDIDAT.E.S			NOM DES CANDIDAT.E.S (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)
		TOTAL	FEMMES	HOMMES	
Université du Québec à Trois-Rivières	2012	2	1	1	1. Sylvain Delisle 2. Nadia Ghazzali
	2016	1	-	1	1. Daniel McMahon
Université Laval	2012	5	2	4	1. François Blais 2. Denis Brière 3. Marc-André Carle 4. Esther Déom 5. Robert W. Mantha 6. Marie-Hélène Parizeau
	2017	3	1	2	1. Éric Bauce 2. Sophie D'Amours 3. Michel Gendron
Université du Québec à Montréal	2012 *	3	-	3	1. Gérald Larose 2. Robert Proulx
	2017 *	3	2	1	1. Monique Brodeur 2. Corinne Gendron 3. Luc-Alain Giraldeau
Université de Sherbrooke	2013 *	1	1	-	1. Luce Samoisette (renouvellement de mandat)
	2017 ¹⁷	4	1	3	1. Pierre Cossette 2. Sébastien Lebel-Grenier 3. Luce Samoisette 4. Alain Webster
Université du Québec à Chicoutimi ¹⁸	2012 *				
	2017 *				Nicole Bouchard
Université de Montréal	2014 *			1	Guy Breton

¹⁶ Les astérisques indiquent les courses pour lesquelles aucun document journalistique n'a été relevé. Les données ne tiennent donc pas compte de ces courses au rectorat.

¹⁷ Au printemps 2017, il y avait trois candidat.e.s en lice. Au terme de la consultation, aucune personne n'a été nommée. Un nouveau processus a donc été lancé à l'automne 2017, avec deux candidates en lice. Il s'agit de deux femmes (Madga Fusaro et Corinne Gendron). Toutefois, cela dépasse la période étudiée et ne fait donc pas partie de ce rapport. (*Actualités UQAM, 2017*)

¹⁸ En ce qui concerne l'UQAC, nous avons fait plusieurs recherches pour tenter de voir s'il y avait eu des courses au rectorat impliquant des femmes (journaux et messages courriels et téléphoniques). Toutefois, au moment de terminer la rédaction de ce rapport, nous n'avons pas pu obtenir ces informations. Le journal *Le Griffonnier* n'en fait d'ailleurs pas mention dans ses pages.

Suivant le tableau 4, il est possible de constater qu'il y a davantage d'hommes candidats que de femmes candidates au poste de rectorat des universités. Ces observations sont cohérentes avec le fait que les postes de direction universitaire sont occupés par une majorité d'hommes. À titre d'exemple, dans un rapport publié par la Fédération des professeurs et professeurs d'université du Québec (FQPPU) en 2012, on dénombrait 303 professeurs au sein de la haute administration des établissements universitaires québécois, contre 171 professeuses (Naudillon et Noureddine, 2012)¹⁹.

D'ailleurs, au début de la période étudiée (soit 2011), aucune femme n'avait encore occupé le poste de rectrice à l'Université Laval et à l'Université de Montréal (Guay, 2018). À l'Université de Sherbrooke, Luce Samoisette, en poste depuis 2009, était la première femme à occuper ce poste. À l'UQTR, Claire Verret de la Durantaye, première rectrice, a occupé ce poste de 1999 à 2004 (Guay, 2018), alors qu'à l'Université du Québec à Montréal, Danielle Laberge, seule femme à avoir occupé ce poste, a assumé l'intérim de 2006 à 2008 (Guay, 2018)²⁰.

Toutes ces courses au rectorat n'ont pas obtenu le même traitement dans les journaux étudiants étudiés. À l'UQAC, par exemple, nous n'avons retrouvé aucun article abordant la question²¹. De plus, nous n'avons trouvé aucun cas où un journal étudiant affilié à une institution traitait des courses au rectorat d'autres universités. Le regard offert par les journaux étudiants est donc principalement local et centré sur les enjeux régionaux.

De façon générale, nous observons qu'un traitement équitable est accordé aux candidat.e.s. Ainsi elles et ils bénéficient d'un espace équivalent dans le cadre de portraits ou d'articles présentant le déroulement de la course au rectorat. De plus, la position de chacun.e en ce qui concerne les différents enjeux sera présentée dans les articles résumant les débats.

Contexte

Dans ce volet de la politique où les personnes politiques sont également présentées en contexte électoral, la couverture journalistique étudiante met davantage l'accent sur les personnes que ne le fait de la couverture de la campagne électorale municipale. De plus, les textes sur la question sont plus nombreux (voir tableau 3, p. 24). Contrairement à la politique municipale (parce que les étudiant.e.s ne résident pas forcément dans la ville universitaire), le leadership de cette personne a généralement des impacts plus directs sur les étudiant.e.s. En effet, les décisions prises par l'administration influencent l'offre de programmes, les services offerts à la communauté étudiante, l'offre de cours en ligne ou à distance, etc. De plus, les courses au rectorat se déroulent généralement sur une plus longue période, qui peut aller jusqu'à cinq mois. Ainsi, les journaux disposent d'un temps plus grand pour couvrir davantage la question. Ces éléments pourraient contribuer à expliquer pourquoi ce volet est plus couvert que ne l'est la politique municipale et pourquoi l'intérêt est porté davantage sur les personnes que sur les enjeux.

Alors que le traitement de la politique municipale était centré sur le regard étudiant, dans ce cas, un portrait plus global des propositions des candidat.e.s au rectorat est offert, peut-être en raison du faible poids qu'ont les étudiant.e.s lors du vote. Ainsi, un regard plus global sur une variété d'enjeux ainsi que le parcours de tous.les candidat.e.s est présenté.

Présentation des candidat.e.s et enjeux abordés

Présentation des candidat.e.s

Il semble y avoir un certain consensus par rapport au fait que les candidat.e.s souhaitant occuper ce poste doivent avoir atteint un certain niveau de scolarité (c'est-à-dire avoir obtenu un Ph. D.) et avoir occupé les fonctions de professeur.e et, idéalement, de gestionnaire. Ce consensus se ressent dans la présentation des candidat.e.s, où l'on nomme presque systématiquement le lieu et la discipline dans laquelle a été obtenu le grade de Ph. D., l'institution dans laquelle la ou le candidat.e a été professeur.e et gestionnaire ainsi que quelques réalisations de nature académique ou en lien avec la recherche. Les exemples suivants présentent des descriptions typiques de candidat.e.s au rectorat, telles qu'on les retrouve dans les journaux étudiants :

¹⁹ Certes, tous et toutes les membres de la direction ne sont pas professeur.e.s, mais ces chiffres donnent un aperçu des différences observables.

²⁰ Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir ces informations pour l'UQAC.

²¹ Cela pourrait s'expliquer en partie par la fréquence de parution moins importante que celle des autres journaux – *Le Griffonnier* est publié de façon mensuelle, alors que les autres journaux sont publiés de façon bimensuelle ou hebdomadaire –, ce qui rend plus difficile la parution d'articles traitant d'événements s'étant déroulés près d'un mois plus tôt.

Mme Déom a notamment été présidente de plusieurs comités et directrice de département et de programmes à l'université. Elle a aussi été présidente du Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL), en plus d'avoir participé à l'instauration de l'équité salariale dans des entreprises. Sur son site web, elle affirme ouvertement que « l'Université Laval ne doit pas être une entreprise au service de quelques individus, mais plutôt une grande institution au leadership rassembleur » et elle souhaite redonner ses lettres de noblesse à l'université en termes de « gestion et de bonne gouvernance ». Si elle est élue, Mme Déom deviendrait la première femme à occuper le poste de recteur²².

Impact Campus, 31 janvier 2012, p. 4

Sébastien Lebel-Grenier est, pour sa part, le doyen de la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke depuis 2011. Il est également professeur de droit et il s'est beaucoup investi dans les projets permettant de faire rayonner la faculté dans laquelle il enseigne, notamment en étant le directeur fondateur des programmes de commonlaw et de droit transnational, puis en étant le cofondateur du centre de recherche Société, Droit et Religions de l'Université de Sherbrooke (SoDRUS).

Le Collectif, 14 mars 2017, p. 8

En 2016, à l'UQTR, le seul candidat en lice, Daniel McMahon, n'était pas titulaire d'un grade de troisième cycle²³, ce qui a fait l'objet de certaines critiques ou réticences à l'égard de sa candidature. Ces faits ont d'ailleurs été rapportés dans le journal étudiant *Zone Campus*, où l'on a toutefois minimisé les conséquences négatives potentielles sur les capacités de Daniel McMahon à effectuer convenablement son rôle, qualifiant la situation de « micro-polémique » (*Zone Campus*, 12 décembre 2015, p. 5).

Ainsi, les attentes de la communauté à l'égard des qualifications requises pour occuper le poste de rectorat s'appliquent également aux femmes et aux hommes. Celles-ci semblent reposer sur une base d'expérience et de formation. Toutefois, les styles de leadership dépeints dans les journaux et mis en scène par les candidat.e.s elles-mêmes et eux-mêmes démontrent l'importance que les traits de personnalité peuvent avoir. Nous aborderons cet aspect plus en détail dans la section *Leadership et présentation de soi*, un peu plus loin.

Propositions des candidat.e.s et enjeux de la course

Comme nous l'avons vu plus haut, les enjeux abordés par les étudiant.e.s sont relativement les mêmes lors des campagnes municipales. De la même manière, nous observons que certains enjeux, tels que la recherche et l'enseignement, reviennent généralement dans toutes les courses au rectorat et sont au cœur des propositions des candidat.e.s, comme l'illustre la citation suivante :

Mme Déom met également un fort accent à la qualité de l'enseignement et de la recherche. Devant un marché du travail en changement, elle croit que les étudiants doivent aujourd'hui recevoir une formation bonifiée, plus vaste, puisque plusieurs ne demeureront pas chez un seul employeur au cours de leur carrière. « Il faut leur donner, en plus des connaissances de base dans le domaine qu'elles et ils ont choisi, une capacité à réfléchir, à discuter et à s'ajuster aux changements.

Impact Campus, 3 avril 2012, p. 5

Certains enjeux, par contre, varient d'une université à l'autre ou selon le contexte politique dans lequel se déroule la campagne. De plus, certains enjeux sont abordés par les candidat.e.s elles-mêmes et eux-mêmes (c'est le cas notamment lorsque les journaux décrivent le programme présenté sur leur site web ou qu'ils font référence à la façon dont les candidat.e.s se sont présenté.e.s à la communauté), alors que d'autres enjeux sont apportés par des membres de la communauté, lors de débats par exemple.

Il n'y a, somme toute, pas de différence majeure selon le genre des candidat.e.s en ce qui a trait à la présentation du parcours ou des enjeux abordés. Là où une différence est perceptible, c'est lorsqu'il y a de la personnalisation dans la façon de présenter les enjeux et la manière de travailler des candidat.e.s ou encore dans le bilan que les opposant.e.s ou le journal font du travail effectué par le recteur ou la rectrice sortant.e.

²² Soulignons ici l'emploi du terme recteur, au masculin, plutôt que le nom féminin *rectrice*, reconnu par l'Office québécois de la langue française (Office québécois de la langue française, 2018).

²³ Daniel McMahon est titulaire d'un baccalauréat en sciences comptables et d'une maîtrise en administration des affaires de l'UQTR (Université du Québec à Trois-Rivières, 2018).

Leadership et présentation de soi

L'analyse des différentes courses au rectorat permet de constater l'importance des personnes dans le cadrage médiatique. Ainsi, à partir de quatre candidat.e.s, il est possible d'en apprendre davantage sur des styles de leadership différents et sur la façon dont ceux-ci sont perçus. Ces cadrages sont tantôt influencés par les médias eux-mêmes, tantôt issus directement du discours des candidat.e.s, puis repris par les journaux étudiants.

Sophie D'Amours – la leader rassembleuse

Sophie D'Amours est candidate au poste de rectrice à l'Université Laval en 2017. Au moment de la course, elle est professeure titulaire et a occupé le poste de vice-rectrice à la recherche et à la formation de 2012 à 2015. Les deux autres candidats sont Éric Bauce et Michel Gendron, doyen de la Faculté des sciences de l'administration. Sophie D'Amours a été élue avec une majorité des voix en avril 2017 (Fortier, 2017).

Présentation de soi et de ses motivations

Alors que Michel Gendron mise également sur ses expériences et son expertise pour justifier ses motivations et ses compétences comme recteur, Sophie D'Amours met plutôt de l'avant ses qualités personnelles pour faire valoir sa candidature.

La citation suivante présente un extrait de la façon dont Michel Gendron s'est présenté à la communauté lors d'un débat :

« La raison pour laquelle je veux être recteur, c'est que je suis un vrai passionné de l'éducation supérieure, que je me suis déjà beaucoup investi dans l'Université Laval et que je veux maintenant en faire profiter la communauté », explique-t-il.

Impact Campus, 14 mars 2017, p. 4

Sophie D'Amours énonce plutôt les valeurs qu'elle souhaite proposer de la façon suivante :

Ce que je veux proposer, c'est ma façon d'être et de faire les choses simplement, de façon transparente et intègre, avec franchise et détermination, explique-t-elle. On est à un moment où, peut-être, on cherche ce type de personne et c'est ce que je veux proposer à la communauté.

Impact Campus, 21 mars 2017, p. 5

Leadership collectif et le choix des mots

Ce qui ressort de la façon dont Sophie D'Amours se présente est sa volonté de travailler de façon collective et de reconnaître les positions et l'expertise des autres groupes présents sur le campus. Sa vision de la démocratie s'inscrit dans cette perspective collaborative, comme l'illustre la citation suivante :

Vous avez été nombreux à me dire que vous vouliez voir notre institution reprendre sa place comme grand partenaire du développement de notre société, a-t-elle lancé à la foule réunie. Que vous voulez être fiers de l'Université Laval. Je partage vos ambitions, on va travailler ensemble.

Impact Campus, 21 mars 2017, p.

La façon dont elle s'exprime lorsqu'elle s'adresse à la communauté lors de débats influence également la façon dont les médias rapportent son discours. Sa volonté de travailler en collaboration avec les membres de la communauté universitaire se manifeste notamment par l'emploi du on (personnel) et du nous dans plusieurs de ses phrases, ce qui illustre un leadership plus rassembleur. Au sujet des négociations de conventions collectives, elle fait part de sa volonté de tenir des négociations plus respectueuses :

Je souhaite qu'on soit collectivement, syndicat et université, plus anticipatifs par rapport aux échéances des conventions collectives. Autrement dit, je veux qu'on fasse le travail en amont de ces moments-clés, qu'on soit prêts lorsque l'échange arrive.

Je sais qu'on en est capables.

Impact Campus, 21 mars 2017, p. 5

Pour Sophie D'Amours, l'emploi du nous permet aussi de marquer un certain ordre dans la façon dont elle souhaite apporter le changement. Il lui permet notamment, après avoir pris le temps de reconnaître les éléments déjà en place et l'expertise de certains groupes sur la question, de nommer comment le travail sera effectué en collaboration pour amener la situation à un autre niveau. D'ailleurs, elle souligne à plusieurs reprises l'expertise des étudiant.e.s dans certains domaines devenus des enjeux dans la course, tels que l'environnement et le recours aux énergies fossiles. Elle fait également mention d'une volonté de s'entourer d'étudiant.e.s pour mener à bien certains dossiers et traite de l'importance de la vie étudiante. Elle entend ainsi s'engager et déterminer un rythme d'avancées avec eux dans certains dossiers, comme celui du développement durable : « On va avancer ensemble, mais pour désinvestir, il faut réinvestir dans la transition énergétique, envisage-t-elle. On a beaucoup de compétences ici à l'UL sur ces dossiers-là. Il faut les utiliser. » (*Impact Campus*, 11 avril 2017, p. 4)

L'idée du travail collectif est beaucoup moins présente dans le discours des deux autres candidats. L'emploi des pronoms je et on (impersonnel) est également plus fréquent dans le discours rapporté de Michel Gendron et d'Éric Bauce. Ce type d'expression permet deux choses : d'une part, de mettre de l'avant leurs idées et leur vision pour l'université ; d'autre part, d'énumérer leurs expériences et leurs réalisations passées dans le but de démontrer qu'ils ont les compétences pour faire de nouveau le travail nécessaire.

En rappelant qu'il ne pourrait pas critiquer le conseil d'administration de l'Université Laval, dont il est toujours exécutant, Éric Bauce a toutefois mentionné qu'il avait des choses à proposer : « Je pense à un plafond salarial, dit-il. Ça permettrait à toutes les universités de rassurer la population sur cet espèce d'enjeu un peu obscur. » (*Impact Campus*, 11 avril 2017, p. 4).

De son côté, Michel Gendron fait tout de même référence aux autres groupes (étudiant.e.s, professeur.e.s) à quelques occasions, mais il le fait davantage pour expliquer comment il se positionne par rapport à ceux-ci ou comment les propositions des autres peuvent l'amener à prendre de meilleures décisions. L'idée de collaboration est donc présente, mais elle sous-entend l'idée qu'il serait tout de même la personne pour prendre la décision finale. L'exemple suivant illustre bien la façon dont il exprime cette idée : « Je veux me nourrir des idées des autres pour finaliser mon programme. » (*Impact Campus*, 21 février 2017, p. 3)

Cette tendance à l'emploi du pronom personnel je et des déterminants possessifs était d'ailleurs assez marquée chez trois des quatre candidats masculins de la précédente course au rectorat à l'Université Laval, comme l'illustrent les propos de François Blais au sujet de l'embauche de professeurs et de professeuses : « C'est ma grande priorité. » (*Impact Campus*, 3 avril 2012, p. 5) Cette tendance est aussi présente lorsque Marc-André Carle présente sa stratégie de campagne : « Ce que je veux, c'est lancer des idées. Si je veux que les gens me prennent au sérieux, je dois proposer des actions concrètes. » (*Impact Campus*, 13 mars 2012, p. 5)

À l'inverse, les citations des deux candidates féminines et du quatrième candidat masculin relèvent davantage de la forme impersonnelle, comme l'illustre la citation de Marie-Hélène Parizeau : « Il ne faut pas tomber dans la pensée unique et présenter le seul discours de la recherche commercialisable; a-t-elle confié. "Les universités sont les vecteurs et les laboratoires du changement" ». (*Impact Campus*, 3 avril 2012, p. 5)

Résumé

En somme, la présentation et la mise en valeur de soi à partir des émotions et des valeurs ainsi et que le choix d'un vocabulaire collectif contribuent à présenter Sophie D'Amours comme une leader rassembleuse, humaine, à l'écoute, comme la porteuse d'un leadership associé au stéréotype féminin. La comparaison avec le vocabulaire des autres candidats dans cette même course ainsi que lors de la course précédente permet également d'observer que les autres candidat.e.s, principalement des candidats masculins, ont recours à une présentation et à un argumentaire davantage axé sur leur propre personne et leurs aptitudes, ce qui évoque cette fois un leadership typiquement masculin (Eagly, 2007).

Nadia Ghazzali – la candidate hors-région

Nadia Ghazzali est candidate au poste de rectrice de l'Université du Québec à Trois-Rivières dans la course qui a lieu en 2012. D'origine marocaine, ayant effectué une partie de ses études en France et œuvré à l'Université Laval une partie de sa carrière, elle possède à la fois les qualifications académiques et une expérience en gestion puisqu'elle est professeure et qu'elle a occupé les fonctions de vice-rectrice à l'Université Laval. L'autre candidat, Sylvain Delisle, alors vice-recteur aux études et à la formation à l'UQTR, possède également une formation académique de même calibre et une expérience de gestion. Le cadrage médiatique réalisé propose une opposition entre le candidat connu de l'interne et la personne inconnue en raison de sa provenance (géographique et institutionnelle).

La journaliste qui couvre le dossier contribue à rappeler cette distinction de différentes façons. En plus de mentionner deux fois l'origine marocaine de la candidate, elle se sert de la prémisse qu'elle est « peu connue » à quelques reprises, notamment pour justifier qu'elle traite davantage de son parcours que son opposant lorsqu'elle se présente à la communauté : « Puisque la communauté universitaire ne la connaît pas beaucoup, elle s'est étendue sur son parcours. » (*Zone Campus*, 31 octobre 2011, p. 6)

Le cadrage proposé contribue à présenter le fait que qu'elle vienne de l'extérieur comme un obstacle dans l'exercice de son mandat, comme en témoigne cet extrait d'un article écrit après qu'elle ait été élue : « La nouvelle rectrice devra s'adapter à la réalité qu'est celle d'une université en région, chose qui ne lui est pas nécessairement familière. » (*Zone Campus*, 6 février 2012, p. 3) Ce cadrage permet également de justifier qu'elle n'ait pas encore eu le temps de prendre connaissance des différents dossiers au moment de se présenter à la communauté après sa nomination.

À contrario, la meilleure connaissance des dossiers propres à l'UQTR de la part du candidat Sylvain Delisle se manifeste par un cadrage sur ses réalisations passées au sein de l'UQTR et sur ses propres connaissances des enjeux : « Rappelons que M. Delisle est en quelque sorte le "père" du Bureau de la Réussite Étudiante (BRÉ) qui a instauré le cours UQTR-101 devenu "RSE-1001". » (*Zone Campus*, 31 octobre 2011, p. 6) Ces réalisations n'avaient pas été mentionnées par le candidat lors d'un discours, mais ont plutôt été mises de l'avant par la journaliste, qui a choisi de les relever pour étayer sa présentation du candidat.

Cette énumération de réalisations au sein de l'institution de la part de la journaliste s'accompagne également de commentaires sur la façon dont les deux candidat.e.s se présentent à la communauté. Elle mentionne notamment que M. Delisle « a lu sa présentation sans déroger en suivant son diaporama programmé » et que Mme Ghazzali, « qui interagissait avec la salle en se promenant sur la scène, [...] s'est présentée de manière dynamique et a su répondre aux questions de manière diplomatique » (*Zone Campus*, 31 octobre 2011, p. 6). Elle compare également la candidate à son opposant : « Contrairement à Monsieur Delisle, elle a fait face à de nombreuses questions. » (*Zone Campus*, 31 octobre 2011, p. 6)

Résumé

Certes, le portrait que la journaliste dresse de la candidate n'est pas négatif, mais le cadrage proposé donne l'impression que la candidate part avec un handicap, alors que le candidat de l'interne a déjà fait ses preuves. Dans les pages du journal *Zone Campus*, toutefois, le Syndicat des professeurs et des professeures de l'UQTR souligne l'impressionnant parcours de la nouvelle rectrice et le considère comme bénéfique pour l'institution. D'ailleurs, la dimension internationale peut être vue comme un avantage dans un milieu universitaire, car elle indique que la personne a des contacts à l'étranger. Il ne s'agit donc pas nécessairement une façon d'accroître les différences et de diminuer la candidate, comme pourrait le suggérer une analyse critique intersectionnelle, par exemple.

Luce Samoisette : la leader contestée

De façon générale, le portrait des recteur.trice.s sortant.e.s présenté par les journaux étudiants ne semble pas témoigner d'une grande appréciation à l'égard du travail effectué par ceux-ci et celles-ci. En effet, ces personnes sont généralement la cible de critiques, que ce soit lors du bilan dressé à la fin de leur mandat ou lorsque l'on qualifie leur passage au sein de l'institution. Cette attitude est semblable à celle observée à l'égard des autres politiciennes et politiciens qui doivent défendre leur bilan. Luce Samoisette et Denis Brière sont les deux personnes sortantes au poste de rectorat qui ont sollicité un deuxième mandat et dont on a fait mention dans les journaux étudiants. Les différences entre les deux couvertures présentent toutefois des différences : les critiques sont plus dures à l'égard de Luce Samoisette, alors qu'elles sont plus dissimulées à l'égard de Denis Brière.

Seule candidate en lice pour le poste de rectorat de l'Université de Sherbrooke en 2012, Luce Samoisette sollicite un deuxième mandat. Dans le journal étudiant *Le Collectif*, on adopte l'angle du conflit et du tumulte pour qualifier son dernier mandat. L'article qui dresse le bilan de son mandat porte d'ailleurs le titre suivant : « Luce Samoisette : bilan d'un mandat mouvementé » (*Le Collectif*, 30 octobre 2013, p. 5).

Dans ce texte, le journal étudiant dresse le bilan des « conflits » qui ont eu lieu pendant que la rectrice était en poste. Si certains d'entre eux peuvent lui être en partie attribués, comme des grèves découlant d'un processus de négociation de conventions collectives difficile, d'autres sont cependant attribuables à des conditions hors de son contrôle, comme le conflit étudiant de 2012, qui est né en réaction à une loi du gouvernement provincial. Toutefois, ce dernier est présenté comme s'il faisait partie de la liste de conflits ayant eu lieu alors qu'elle était rectrice, ce qui contribue à donner d'elle l'image d'une personne qui n'est pas en mesure d'assurer une gestion efficace et harmonieuse de son institution.

Au terme de ce processus de renouvellement où un.e recteur.trice sortant.e doit tout de même obtenir l'approbation de la communauté, Luce Samoisette a pourtant vu son mandat renouvelé avec un appui de 85 % des voies (Pion, 2012).

Les conflits connus lors de son premier mandat comme rectrice continueront d'ailleurs d'être évoqués lorsqu'elle sollicitera un troisième mandat lors de la course au rectorat en 2017. Elle ne sera toutefois pas élue au terme de celle-ci.

Comparaison avec un candidat

Si l'on compare cette couverture avec celle qui a été offerte à un autre candidat dans une situation similaire, on constate que le journal étudiant sherbrookoise a été plus dur à l'égard de la rectrice sortante Luce Samoisette que ne l'a été le journal québécois à l'égard de Denis Brière, qui cherchait à renouveler son mandat comme recteur de l'Université Laval en 2012.

Lors de cette course, où Denis Brière est en compétition avec quatre autres candidat.e.s, aucune attaque entre les candidats n'est relevée. Les volontés de changement prônées par les candidats ne s'appuient pas sur le bilan du recteur sortant, mais davantage sur une vision pour l'avenir de l'université. D'ailleurs, lorsque le candidat Marc-André Carle dit vouloir du changement, il s'assure tout de même de préciser qu'il ne s'attaque pas directement au travail du recteur sortant, Denis Brière.

L'association étudiante de premier cycle de l'Université Laval, la CADEUL, se dit quant à elle déçue de voir que Denis Brière n'a pas honoré sa promesse de mettre en place le laissez-passer universel d'autobus et que l'idée, proposée par des étudiant.e.s, ait « été reprise par M. Brière à son compte » (*Impact Campus*, 21 février 2012, p. 5). Les critiques ne vont toutefois pas plus loin.

Un des journalistes sera également plus dur à son endroit, critiquant son absence au débat entre les candidat.e.s, organisé par l'association étudiante. Le recteur sortant avait prétexté avoir deux rendez-vous « prévus depuis longtemps » (*Impact Campus*, 27 mars 2012, p. 5), sans toutefois révéler la nature de ceux-ci. Ce même journaliste considère comme une question de bon sens le fait qu'une personne candidate pour ce poste doive se libérer pour être présente au débat. Le journaliste propose son interprétation des choses :

Peut-être aussi qu'il s'est dit qu'il n'a pas besoin de ce débat pour être élu. Mais le recteur serait-il à ce point confiant ? Est-ce en raison de toutes ces vedettes qui ont accepté de donner leur appui à sa candidature ? Chose certaine : en ne se présentant pas, il laisse la porte ouverte aux autres candidats de se faire valoir.

Impact Campus, 27 mars 2013, p. 5

Après sa réélection, cependant, on peut voir dans un article que le nouveau président de la CADEUL, Martin Bonneau, affirme que « des changements s'imposent dans sa gouvernance » et qu'il espère que le nouveau recteur va « prendre acte de la volonté de changement et des inquiétudes qui ont été soulevées par une bonne partie de la communauté universitaire » (*Impact Campus*, 8 mai 2012, p. 5).

Bien que l'on puisse observer une certaine désapprobation dans le journal *Impact Campus* à l'égard du recteur sortant Denis Brière, celle-ci prend davantage la forme d'une demande de changement, alors que les critiques adressées à l'endroit de Luce Samoisette lui font porter le poids de tous les conflits qui sont survenus au cours de son mandat.

Pierre Cossette – le recteur et la parité

Parmi les trois candidats masculins en lice pour le poste de recteur à l'Université de Sherbrooke en 2017, Pierre Cossette est celui qui a été retenu pour occuper les fonctions de recteur.

La course n'a pas fait l'objet d'une très grande couverture (deux articles seulement). Dans un article publié pendant la campagne, *Le Collectif* présente chacun des candidats en deux ou trois paragraphes. L'annonce de l'entrée en poste de Pierre Cossette a cependant fait l'objet d'une page complète dans le journal. Dans un éditorial, on annonce sa nomination et celle de son équipe de direction. Si on le décrit comme une personne « habitée par le sens de l'initiative et de la nouveauté » (*Le Collectif*, 9 mai 2017, p. 8), c'est tout de même l'angle d'une équipe de direction paritaire qui a été adopté. On y expose les motivations du nouveau recteur à la nomination d'une équipe paritaire et on salue sa décision, présentée comme un des aspects « sous-jacent[s] de l'égalité homme-femme » (*Le Collectif*, 9 mai 2017, p. 8).

Il est pertinent de noter que la question de la représentativité femmes-hommes côtoie aussi la question de la représentativité de façon plus large : « [...] il a tenté de représenter la population canadienne, composée de femmes, d'hommes, de gens de toutes les cultures. » (*Le Collectif*, 9 mai 2017, p. 8) Soulignons ici la préoccupation à l'égard du vécu spécifique de certains groupes, en lien avec la préoccupation intersectionnelle, dans la représentation politique. Ce souci intersectionnel se limite cependant à la diversité ethnographique.

L'enjeu de la parité est également abordé dans un article intitulé « La parité malmenée à la tête de l'UQAM » (*Montréal Campus*, 5 avril 2017 p. 3). *Le Montréal Campus* y aborde l'enjeu de la sous-représentation des femmes au sein des postes de haute direction universitaire. Bien que l'on ne traite pas des candidat.e.s à proprement parler, cet article s'inscrit dans une section du journal intitulée « Course au rectorat ». L'angle donné à l'article et les propos des intervenantes présentent cette situation comme un enjeu duquel il faut se saisir et auquel on doit apporter des solutions pour que plus de femmes accèdent aux postes de direction.

La première femme

La question de la place des femmes dans les postes de haute direction n'est pas uniquement abordée sous l'angle paritaire. On retrouve également des mentions du type « la première femme à occuper ce poste », et ce, autant lorsque la personne est officiellement nommée rectrice que lorsqu'elle est encore candidate. Si cette affirmation démontre une certaine conscience à l'égard du fait que les femmes sont peu nombreuses à avoir occupé un poste de direction comme celui de rectrice, elle contribue également à mettre l'accent sur le genre de la politicienne et porte à « penser que le fait d'être une femme est un élément important dans la construction des représentations de cette politicienne » (Lemarié-Saulnier et Lalancette, 2012, p. 468). Elle a également pour effet de renforcer l'exceptionnalité du statut de la politicienne (Lemarié-Saulnier et Lalancette, 2012 ; 2013).

À ce sujet, Sophie D'Amours mentionne plutôt que le fait d'avoir accédé à ce poste en tant que femme a un effet collectif : « Elle croit de plus porter un "beau message" pour l'image des femmes en société, démontrant que "ces positions sont accessibles pour chacune d'entre elles de nos jours." » (*Impact Campus*, 2 mai 2017, p. 3)

Résumé

Dans ce volet de la politique universitaire, il est possible de constater l'importance de posséder une certaine expérience en gestion ainsi qu'un diplôme de troisième cycle pour toutes les personnes qui souhaitent accéder au poste de recteur.trice. Selon les personnes en lice, on constate cependant que différents leaderships sont mis de l'avant. La vision rassembleuse et l'importance du travail collectif proposées par Sophie D'Amours semblent valorisées et appréciées. Le fait de devoir défendre le précédent bilan au moment de solliciter un deuxième mandat peut toutefois être plus difficile pour des candidates féminines.

POLITIQUE ÉTUDIANTE

Avant de présenter les résultats relatifs au volet de la politique étudiante, il convient de présenter ce que nous avons considéré comme étant de la politique étudiante. En effet, au cours du parcours universitaire, les possibilités d'implication sont nombreuses pour les étudiant.e.s, et ce, auprès de différentes instances. Les universités, par exemple, accordent une place aux étudiant.e.s dans leurs structures de gouvernance par le biais de sièges attirés sur bon nombre de comités institutionnels, dont les comités de programmes, la commission des études, le conseil d'administration, etc.

Il existe également différents comités, groupes et associations, dont la structure est plus ou moins formelle, qui ont des mandats et des raisons d'être assez variés. Certains groupes d'intérêt, par exemple, ont une visée plus politique et se concentrent sur des enjeux sociaux ou politiques précis. On compte notamment des comités environnementaux, dont les actions visent le retrait des bouteilles de plastique sur le campus ou la création de jardins communautaires, ou des groupes LGBT ou féministes, qui organisent des activités de sensibilisation aux réalités de leurs membres ou qui réagissent à des situations allant à l'encontre de leurs valeurs. Il existe également plusieurs comités à visée davantage socioculturelle, qui coordonnent des spectacles ou des compétitions interuniversitaires, par exemple.

En marge de ces groupes et de ces comités universitaires se trouvent les associations étudiantes, gérées entièrement par des étudiant.e.s, dont les représentant.e.s sont élu.e.s par les membres.

Par ailleurs, précisons également qu'il existe différents types d'associations étudiantes (modulaires, départementales, facultaires) de tailles (nombre de membres) différentes, qui peuvent ou non se regrouper sous des bannières fédératives (comme la CADEUL et la FAÉCUM). Dans certains campus, ce sera plutôt la forme de l'association générale qui sera privilégiée (c'est le cas à l'UQAC et à l'UQTR). Selon la taille et la réalité du campus, les dossiers gérés et les services offerts varient grandement. Ensuite, il y a les associations nationales comme l'ASSÉ et la FEUQ, qui ont été particulièrement actives durant la grève étudiante de 2012.

Bien que plusieurs des groupes, comités ou associations mentionnés plus haut bénéficient d'une certaine couverture dans les journaux étudiants, nous avons choisi de nous concentrer sur la dimension plus traditionnelle de la politique associative, soit les associations étudiantes, où les étudiant.e.s sont élu.e.s afin de représenter les membres et où les enjeux et la structure de gouvernance sont plus susceptibles de se rapprocher des enjeux de la politique « traditionnelle ».

Portrait du mouvement associatif étudiant

Associations étudiantes universitaires

Voici un portrait des associations étudiantes qui ont été considérées dans le cadre de cette étude.

TABLEAU 5 :

PORTRAIT DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES UNIVERSITAIRES

UNIVERSITÉS	ASSOCIATIONS	NOMBRE DE MEMBRES
Université Laval	Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL)	33 000
	Association des étudiantes et des étudiants inscrits aux études supérieures (AELIÉS)	11 000
Université de Montréal	Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM)	40 000
Université du Québec à Chicoutimi	Mouvement des associations générales étudiantes de l'UQAC (MAGE-UQAC)	*Données non disponibles
Université du Québec à Montréal	Plusieurs associations facultaires	
Université du Québec à Trois-Rivières	Association générale des étudiant(e)s de l'UQTR (AGE UQTR)	10 000
Université de Sherbrooke	Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS)	14 000
	Regroupement des étudiantes et des étudiants de maîtrise et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS)	*Données non disponibles

Note : Les données proviennent du site web des associations étudiantes.

Associations nationales

Les associations étudiantes universitaires et facultaires peuvent choisir de s'affilier à des associations nationales qui, lorsqu'elles répondent à certains critères, sont reconnues par la Loi sur l'accréditation et le financement d'associations d'élèves et d'étudiants. Elles ont ainsi une meilleure voix auprès du gouvernement et se trouvent appelées à intervenir sur des enjeux politiques en éducation, notamment lors de consultations gouvernementales. De plus, leur présence à l'échelle de la province ainsi que le plus grand nombre d'étudiant.e.s qu'elles représentent leur valent souvent un plus grand intérêt médiatique.

On dénombre six associations étudiantes nationales différentes au cours de la période étudiée. Deux d'entre elles ont été créées au cours de la période étudiée, alors que deux ont été dissoutes.

Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)

L'ASSÉ voit le jour à Sherbrooke en 2001 et compte entre 70 000 et 80 000 membres²⁴ provenant d'associations étudiantes universitaires ou collégiales. Elle se définit comme une association qui « incarne une vision combative du syndicalisme étudiant, et met l'information et la mobilisation de ses membres au cœur de son plan d'action » (ASSÉ, 2018). Elle est d'ailleurs souvent perçue comme l'association la plus militante et la plus radicale.

En 2011, une coalition élargie de cette association, la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE), avait été formée, à laquelle différentes associations qui n'étaient pas membres de l'ASSÉ avaient pu se greffer pour se joindre à la mobilisation contre la hausse des droits de scolarité.

Parmi les porte-paroles les plus connus, on compte Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds, qui se sont illustré.e.s lors de la grève de 2012, ainsi que Camille Robert et Blandine Parchemal, qui sont intervenues sur les enjeux d'enseignement supérieur en 2013. Au moment de rédiger ce rapport, cette association existait toujours, mais était menacée de disparition (La Presse Canadienne, 2017).

Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

Créée en 1990 en vue de « contribue[r] à l'amélioration des conditions de vie et d'études des collégiens », la FECQ compte environ 60 000 membres. Parmi ses porte-paroles les plus connus, mentionnons Léo Bureau-Blouin, qui en était le président en 2011-2012, et Éliane Laberge, qui lui a succédé en 2012-2013.

Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)

Créée en 1989, lors de la mobilisation contre le dégel des frais de scolarité, l'association comptait 125 000 membres en 2014. À son plus fort, en 2004, elle en comptait plus de 175 000 (Pelletier, 2015). Sa mission est énoncée de la façon suivante : « [...] elle a pour principal mandat de défendre les droits et intérêts des étudiants, notamment auprès des gouvernements, des intervenants du domaine de l'éducation et des intervenants de la société civile. » (Fédération étudiante universitaire du Québec, dans Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, 2018) Martine Desjardins en était la présidente de 2011 à 2013. Plusieurs associations étudiantes entameront un processus de désaffiliation à partir de 2013. L'association a notamment été critiquée pour son manque de transparence et le peu de place accordé aux associations étudiantes des régions (*Le Collectif*, 5 mars 2014, p. 5). Ces critiques ont mené plusieurs associations à se désaffilier et ont abouti à la dissolution de la Fédération en 2015.

Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ)

La TaCEQ a été fondée en 2009, mais n'a pu, jusqu'à sa dissolution en 2014, obtenir le nombre minimal de membres étudiant.e.s pour être reconnue comme association nationale selon la loi. Elle a tout de même été considérée par les médias lors du conflit étudiant de 2012 et invitée aux négociations avec le gouvernement. Elle a aussi été présente dans les journaux étudiants jusqu'à sa dissolution en 2014 (Lacoursière, 2007).

Association pour la voix étudiante du Québec (AVEQ) et Union pour la voix étudiante du Québec (UEQ)

Depuis 2015, deux associations ont vu le jour : l'Association pour la voix étudiante du Québec (AVEQ) et l'Union étudiante du Québec (UEQ), qui compte 79 000 membres (Union étudiante du Québec, 2017). Ces nouvelles associations éprouvent toutefois certaines difficultés de recrutement, bon nombre de référendums d'affiliation à l'une ou à l'autre n'ayant pas obtenu le quorum suffisant pour que les résultats du vote soient valides.

²⁴ Le nombre varie selon les pages consultées sur le site de l'Association.

Choix du corpus

Pour répondre au critère de proximité avec la politique plus traditionnelle, nous avons choisi de nous intéresser aux deux derniers paliers d'associations étudiantes, soit les associations étudiantes universitaires (voir Tableau 5) et les associations étudiantes nationales, lorsque l'on faisait référence aux cas plus politiques ou que l'on commentait les actions et enjeux propres aux deux autres paliers associatifs (soit les associations étudiantes nationales et les associations étudiantes universitaires). En effet, beaucoup d'associations départementales organisent des activités culturelles à plus petite échelle et il n'était pas pertinent d'en faire mention dans notre analyse. Mentionnons toutefois que le deuxième volet des associations étudiantes compte également une mission de service et de divertissement, dont l'organisation d'activités socioculturelles, des halte-garderies ou des bars et cafés étudiants. Ces sujets sont également traités dans les journaux étudiants. L'adoption d'une tendance à offrir davantage de services en marge des préoccupations politiques constitue d'ailleurs une des caractéristiques importantes de l'évolution des associations étudiantes depuis quelques décennies (Fecteau, 2010). Pour cette raison, il nous apparaît important de conserver les articles qui traitent de ces sujets pour rendre compte de la réalité en politique étudiante et assurer une meilleure compréhension du contexte dans lequel se trouvent les représentant.e.s.

Couverture médiatique

La diversité est ce qui qualifie le mieux le traitement journalistique des représentant.es étudiant.es. Les représentant.e.s changent souvent, évidemment, puisque le parcours universitaire est d'une durée moyenne de trois ans, le parcours d'implication associative est encore moins long. On observe également une diversité dans le temps par rapport aux enjeux abordés et à l'intérêt accordé aux questions de politique étudiante.

Comme c'était le cas pour les précédents volets de politique, les représentants étudiants masculins sont plus souvent présents dans les journaux que les représentantes étudiantes féminines (41 % des interventions – voir Tableau 3, page 24). Encore une fois, cela peut s'expliquer, d'une part, parce que dans le milieu associatif étudiant, les femmes sont moins nombreuses que les hommes²⁵. Ces données sont d'autant plus étonnantes que les étudiantes sont plus nombreuses que les étudiants au sein des établissements universitaires²⁶.

Le rôle de porte-parole des représentant.e.s étudiant.e.s

Pourquoi les journaux font-ils référence aux membres des associations étudiantes ? Ils le font principalement en raison de leur expertise sur un sujet précis, que ce soit pour valoir la position de l'association, pour témoigner de la réalité étudiante, pour donner de l'information sur un dossier de nature universitaire (négociations entre l'association et l'université, par exemple) ou encore pour commenter des nominations (au rectorat, notamment). Les exemples suivants donnent un aperçu des contextes dans lesquels la voix des représentant.e.s étudiant.e.s est présentée dans les journaux étudiants

Au sujet d'un projet de consultation sur le mode de gouvernance de l'Université Laval, le président de l'AELIÉS explique le déroulement des prochains événements :



« Le comité de consultation, conjointement mandaté par le Conseil Universitaire et le Conseil d'administration, organisera la consultation d'ici la fin de la session », a précisé M. Marc-André Carle, président de l'AELIÉS. Tous les membres du campus, que ce soit les étudiants, professeurs, et membres administratifs pourront connaître les différents paramètres de la consultation. Pour l'instant, aucun échéancier n'est cependant établi en vue de la consultation.



Impact Campus, 18 octobre 2011, p. 4

²⁵ Selon les données que nous avons pu recueillir à partir des sites web des associations étudiantes et des informations contenues dans les journaux étudiants, les femmes comptent pour 34 % des membres des conseils exécutifs d'associations. Certes, contrairement à plusieurs autres paliers politiques, il arrive que des conseils exécutifs soient composés d'une majorité de femmes, mais les cas de conseils exécutifs où les femmes ne constituent qu'une faible minorité des membres sont également très fréquents.

²⁶ Selon un rapport du Bureau de coopération interuniversitaire paru en 2017, les étudiantes comptaient pour 57,7 % de la clientèle universitaire pour les trois cycles d'études confondus (Bureau de coopération interuniversitaire, 2017).

Au moment de l'annonce de la tenue d'un Sommet sur l'enseignement supérieur, le *Zone Campus* interroge la vice-présidente aux affaires sociopolitiques de l'AGE UQTR afin de connaître la position de l'Association par rapport à cet événement :

Le projet d'un Sommet sur l'éducation supérieure est également bien accueilli. Mme Durocher indique qu'il n'y a pas eu de grandes discussions sur les études supérieures depuis les années 60. Elle croit qu'il s'agit d'une décision très responsable d'entamer une réflexion et une discussion sérieuses sur le système d'éducation du Québec. L'AGE UQTR tient cependant à avertir le gouvernement péquiste que la conclusion de ce Sommet ne devra pas être écrite à l'avance. Elle précise aussi que ce sont tous les acteurs impliqués dans l'éducation qui devront être présents autour de la même table. Ceci inclut une participation de l'AGE UQTR aux discussions qui auront lieu.

Zone Campus, 1er octobre 2012, p. 2

Ainsi, contrairement au contexte des courses au rectorat, où l'on cherche à présenter à la fois les personnes et leurs propositions, les représentant.e.s étudiant.e.s jouent majoritairement un rôle de porte-parole pour leur association et leurs membres. Ce type de mise en scène offre moins de place à la personnalisation, à une description du bagage et de l'expérience des candidat.e.s.

Paysage politique étudiant de 2011 à 2017

2011 à 2012 : le mouvement contre la hausse

À l'automne 2011 et au printemps 2012, par exemple, c'est, de toute évidence, le dossier de la hausse des droits de scolarité et des grèves qui retient l'attention. Cependant, la durée de la grève et l'étendue de la mobilisation varie grandement d'un campus à l'autre. Ces facteurs ont évidemment influencé la couverture médiatique du dossier. À *Quartier Libre*, par exemple, des associations ont été en grève pendant plusieurs semaines, alors qu'à l'UQTR, la grève générale illimitée a duré neuf jours. De plus, si certains journaux démontrent une couverture favorable au mouvement étudiant, comme le *Montréal Campus*, le traitement journalistique adopté par *l'Impact Campus* se montre plus mitigé sur la question. Un bon nombre de lettres d'opinion publiées à l'automne et en janvier présentent d'ailleurs une position défavorable à la grève.

Plusieurs femmes occupent des postes-clés au cours de cette période, comme Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, Jeanne Reynolds, co-porte-parole de l'ASSÉ, et Stéfanie Tougas, secrétaire générale de la FAÉCUM. Elles sont (hormis Jeanne Reynolds²⁷, dont on fait très peu mention) très présentes dans les journaux étudiants.

Le discours tenu par les représentant.e.s étudiant.e.s s'inscrit forcément dans le contexte particulier de la mobilisation étudiante. À l'automne, par exemple, on cherche à placer le gouvernement comme un opposant, comme celui qui n'a pas écouté les revendications étudiantes.

« La campagne doit d'abord se faire au niveau de l'information auprès des étudiants. Par la suite, on pourra faire des démarches auprès des associations pour les amener à aller dans la rue pour manifester », conclut Martine Desjardins.

Montréal Campus, 14 septembre 2011, p. 2

Les journalistes étudiant.e.s traitent également des possibilités qui s'offrent aux associations étudiantes si le gouvernement n'offre toujours pas d'écoute aux étudiant.e.s. Elles et ils cherchent ainsi à informer les étudiant.e.s et à mobiliser les troupes, comme l'illustre l'exemple suivant :

²⁷ Celle-ci est co-porte-parole de la CLASSE au même titre que Gabriel Nadeau-Dubois. Ses apparitions médiatiques seront cependant moins nombreuses et davantage limitées à certains médias. Dans un texte publié dans le collectif *Les femmes changent la lutte*, elle mentionne d'ailleurs avoir trouvé difficile de devoir affronter les médias dans le contexte de la grève.

«
Selon Gabriel Nadeau-Dubois, vice-président aux communications à l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), le gouvernement devra absolument réagir suite à la manifestation de jeudi sans quoi des mesures plus sévères seront envisagées par les mouvements étudiants. « Si au début de la session d'hiver le gouvernement n'a pas reculé ou ne négocie pas, notre plan d'action prévoit une assemblée générale et des votes de mandat de grève générale illimitée », a-t-il fait savoir.

Impact Campus, 8 novembre 2011, p. 4

La CADEUL fait cependant figure d'exception ; le président tient d'ailleurs un discours moins favorable à la grève :

«
C'est également dans cet état d'esprit que se trouve la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Simon Harvey, vice-président de la FECQ, s'est toutefois montré plus pessimiste quant aux chances de succès de la mobilisation. « L'idéal serait que la ministre Line Beauchamp [de l'éducation] réagisse le 11 novembre, mais ça n'arrivera sûrement pas », a-t-il déploré. « La possibilité de grève à l'hiver dépendra de la volonté de nos étudiants », a-t-il conclu.

Impact Campus, 8 novembre 2011, p. 4

Au printemps, les journaux étudiants couvrent différents aspects du mouvement, tels que les actions et les stratégies des associations étudiantes ainsi que des bilans de l'étendue de la mobilisation et de ses effets sur le gouvernement

«
Stéphanie Tougas, secrétaire générale de la FAÉCUM, a été invitée par l'exécutif de l'AÉCUM [Association des étudiants en communication de l'UdeM] à répondre aux questions de l'assemblée. La secrétaire générale a alors annoncé quelques chiffres sur l'état de la mobilisation sur le campus ainsi que sur le plan national.

Quartier Libre, 21 mars 2012, p. 5

Par ailleurs, les journaux étudiants font état à quelques reprises de conflits entre les associations nationales, dont un conflit plus personnel impliquant l'ASSÉ et le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. En effet, il semblerait que celui-ci n'ait pas été invité à monter sur scène lors de la grande manifestation du 22 mars 2012 :

«
Au moment des discours de clôture, Léo Bureau-Blouin souhaitait utiliser les haut-parleurs de la CLASSE, à portée plus puissante. L'équipe de la CLASSE a refusé, ce qui a engendré une petite altercation. La CLASSE dispose d'un mandat de non-collaboration avec les autres fédérations étudiantes, mais a tout de même choisi d'adopter leur parcours de manifestation.

Quartier Libre, 4 avril 2012, p. 12

Cet évènement a été relaté dans deux articles de *Quartier Libre* et du *Collectif*, qui dressent chacun le compte-rendu de la manifestation du 22 mars 2012. D'ailleurs, le cadrage réalisé contribue davantage à présenter l'évènement comme un rassemblement majeur des étudiant.e.s autour d'une lutte commune que comme un conflit entre deux associations.

Un second conflit est également dépeint, cette fois entre l'ASSÉ et la FEUQ. Gabriel Nadeau-Dubois et Martine Desjardins seront notamment appelé.e.s à expliquer les positions et la version de leur association respective. Toutefois, le cadrage effectué semble relever davantage d'un souci de neutralité journalistique visant à rapporter les points de vue de chacun sur un enjeu plutôt que d'un cadrage visant à présenter des tensions entre les deux associations.

Au cours de l'année scolaire 2012-2013, les impacts de la grève sont au cœur du traitement médiatique : la tenue du Sommet sur l'enseignement supérieur; les tensions internes au sein du mouvement étudiant et ses retombées subséquentes, telles que certaines désaffiliations aux associations nationales (principalement la FEUQ) et la tenue de référendums d'adhésion à d'autres associations (majoritairement l'ASSÉ). Tous les journaux ne traitent pas autant de ces enjeux, notamment parce que chaque association étudiante vivra différemment les impacts de la grève. Les campus où l'on retrouve des associations affiliées à la FEUQ, par exemple, seront marqués par des débats entourant de potentielles désaffiliations. À l'inverse, à l'AGE UQTR, qui est indépendante, c'est-à-dire qu'elle n'est membre d'aucune association nationale, on se préoccupe davantage de savoir si l'Association sera en mesure de participer au Sommet sur l'enseignement supérieur.

Des femmes occupent encore une fois des postes-clés : Éliane Laberge est présidente de la FECQ, Martine Desjardins est présidente de la FEUQ pour un deuxième mandat, et Camille Robert et Blandine Parchemal, toutes deux porte-paroles de l'ASSÉ, sont appelées à intervenir sur les enjeux académiques. On continuera, dans les journaux étudiants, de faire appel aux acteur.trice.s du conflit de 2012 pour connaître leur avis sur les enjeux en cours. Cette situation s'est également produite dans les médias plus traditionnels, comme l'indiquaient Marie-Ève Surprenant et Mylène Bigaouette, directrices du collectif *Les femmes changent la lutte*.

On sent ensuite un climat de tensions s'installer entre les associations étudiantes, mais également entre les représentant.e.s étudiant.e.s et leurs membres. Dans un article du *Collectif*, où l'on dresse le bilan d'une rencontre entre les représentant.e.s des associations étudiantes en vue d'effectuer un retour sur le Sommet sur l'enseignement supérieur qui s'est tenu quelques semaines plus tôt, le cadrage à propos des tensions entre Blandine Parchemal (ASSÉ) et Martine Desjardins (FEUQ) est assez marqué. L'extrait suivant donne un aperçu :



La présidente de la FEUQ a répliqué en précisant que certains chantiers, comme celui sur l'aide financière aux études, n'étaient pas prévus avant le 25 février. Elle souhaitait ainsi souligner le travail accompli lors du Sommet, dont une partie en coulisse. Blandine Parchemal a pris l'affirmation au bond, indiquant se questionner sur la présence de discussions en coulisse dans un Sommet « qui se disait public ». Mettant fin à l'un des quelques moments de tension de la rencontre, Martine Desjardins a rapidement expliqué son point de vue à la représentante de l'ASSÉ : « On ne voulait pas rester dans les contraintes imposées. »



Le Collectif, 25 mars 2013, p. 5

Dans *Quartier Libre*, on fait état d'importantes tensions entre Mireille Roy-Lehoux, secrétaire générale de la FAÉCUM, et ses membres, au point où l'on parlera d'une crise de confiance entre la FAÉCUM et ses membres. Les associations qui critiquent la secrétaire générale montreront d'ailleurs leur désapprobation avec vigueur. Le journal *Quartier Libre* fait état de cette « crise politique » qui secoue la secrétaire générale dans l'article dressant le compte-rendu du congrès :



Toutefois, plusieurs associations comme celles de philosophie, musique, philosophie et politique et études classiques, entre autres, ont montré leur insatisfaction envers Mireille Mercier-Roy. Ils [sic] ont voté contre la motion de félicitation [sic] à son endroit, et pour marquer leur désaveu, ont quitté le congrès lors de son discours de fin de mandat.



Quartier Libre, 27 mars 2013, p. 5

C'est également au cours de cette période que débute la vague de désaffiliations de la FEUQ, dont Martine Desjardins est toujours présidente. Elle aura ainsi à défendre son association et les bienfaits que celle-ci apporte aux associations étudiantes qui en sont membres.

Ces conflits et ces tensions ne surviennent pas uniquement lorsque des femmes occupent des postes-clés. Avant le début de la session d'automne 2012, le président de l'AGE UQTR est forcé de démissionner en raison d'un manque de confiance de la part du conseil d'administration à son égard. Le *Zone Campus* rapporte les propos de la secrétaire générale pour expliquer les événements : « Le c.a. [conseil d'administration] a retiré sa confiance en la présidence actuelle de l'AGE pour son manque d'organisation et de leadership. La décision de quitter ou non lui revenait. » (*Zone Campus*, 4 septembre 2012, p. 2) L'article ne permet pas d'en apprendre davantage sur la situation.

Les conflits ne surviennent donc pas uniquement lorsque des femmes sont en poste, mais la couverture médiatique s'avère plus détaillée lorsque ceux-ci impliquent des femmes en poste au sein des associations étudiantes, laissant ainsi entrevoir des tensions plus marquées. Si la comparaison entre le cas du président de l'AGE UQTR ou les conflits entre l'ASSÉ et Léo Bureau-Blouin démontrent des différences selon le genre des personnes politiques, rien ne permet de conclure que le genre soit le seul facteur d'influence. En effet, l'importance de montrer une solidarité lors du mouvement de grève (Ouimet, 2017) peut avoir contribué à minimiser l'attention accordée aux conflits entre les associations et leurs représentant.e.s.

2014-2017 : Le calme après la tempête

Après la grève étudiante et les mouvements de désaffiliation, on remarque un moins grand intérêt pour les questions de politique étudiante. En 2014-2015, certes, on traite de la dissolution de certaines associations nationales et quelque peu de la mise en place de nouveaux regroupements. Dans certains campus, on observe une mobilisation et la tenue de votes de grève contre les mesures d'austérité, mais aucune ne connaît une ampleur très importante. Des grèves d'une journée sont tenues et des groupes d'étudiant.e.s assistent à des manifestations et organisent des rassemblements.

À l'exception de cette mobilisation à l'égard des mesures d'austérité, la question politique (au sens traditionnel) demeure peu présente, même au sein des associations étudiantes. À l'UQTR, notamment, il est beaucoup question des services offerts par l'AGE UQTR à ses membres, tels que la halte-garderie et le café-bar étudiant. Même chose à l'Université Laval, où le projet de cafétéria fait l'objet de quelques articles. À cet effet, il est possible que les impacts de la grève de 2012, des désaffiliations et des tensions internes aient eu un effet sur les associations étudiantes. Sur le plan national, le mouvement étudiant est en phase de reconstruction : après la dissolution de la FEUQ, plusieurs associations universitaires et leurs représentant.e.s consacreront leurs efforts à la mise en place de nouvelles associations nationales et aux référendums d'affiliation qui suivront.

Ce travail, qui s'effectue sur une longue période et qui est peu visible pour les personnes externes, est moins susceptible de susciter l'intérêt des journaux puisqu'il y a souvent peu de choses à raconter. Sur le plan universitaire, il est également possible que les grandes dissensions observées à la suite de la grève (d'un côté, les personnes qui souhaitent poursuivre et, de l'autre, les personnes qui n'auraient pas voulu avoir de grève du tout) aient provoqué un désintéressement et une crise de confiance à l'égard des associations étudiantes. Les nombreuses critiques à l'égard des représentant.e.s, dont font état les journaux, rendent le travail des exécutant.e.s plus difficile puisque ces personnes doivent obtenir une certaine approbation de leurs membres pour établir les priorités et la marche à suivre.

Ainsi, ce seront l'implication étudiante au sens large et les questions communautaires qui prendront le plus d'espace dans les journaux. On note notamment un intérêt pour les questions de santé psychologique des étudiant.e.s, les initiatives écolo et des préoccupations pour des enjeux d'égalité femmes-hommes. La mobilisation à l'égard des violences sexuelles sur les campus universitaires prend d'ailleurs de l'ampleur en 2015 et l'intérêt envers celle-ci se poursuit jusqu'à la fin de la période étudiée.

La place des femmes en politique étudiante

Tel que mentionné précédemment, les femmes sont moins nombreuses à occuper des postes de représentantes en politique étudiante. Certes, il arrive cependant que des conseils exécutifs soient composés d'une majorité de femmes, mais il n'est pas rare, dans ces cas, de compter trois ou quatre hommes sur les neuf membres, alors qu'il arrive fréquemment que des conseils exécutifs ne soient composés que d'une ou deux femmes. La seule mention que nous ayons relevée au sujet de la place des femmes au sein des associations étudiantes constitue une brève intitulée « Une femme à la tête du REMDUS » (*Le Collectif*, 25 septembre 2013, p. 5), qui souligne l'arrivée de la première femme au poste de présidente de l'association. Ce qui retient l'attention dans ce cas n'est pas la représentativité hommes-femmes au sein des associations étudiantes, mais plutôt le fait qu'une femme soit la première à occuper la présidence de l'association.

Les carrés verts : la personnalisation et le genre

Bien que le contexte dans lequel les journaux étudiants font référence aux représentant.e.s étudiant.e.s offre peu de place à la personnalisation, quelques cas de personnalisation ont tout de même été relevés. Ceux-ci permettent de déceler des éléments relevant d'un traitement médiatique genré. La mise en relation du traitement médiatique réservé à Arielle Grenier et à Laurent Proulx, deux étudiant.e.s qui se sont positionné.e.s ouvertement en faveur de la hausse, figure parmi les cas les plus marquants.

Arielle Grenier

Arielle Grenier s'est fait connaître en tant que représentante du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ), composé d'étudiant.e.s positionné.e.s en faveur de la hausse des droits de scolarité. Elle a notamment agi comme porte-parole du groupe à l'émission *Tout le monde en parle* au printemps 2012, présence qui lui a valu de nombreuses attaques sur les médias sociaux (Marissal, 2017). Sa présence à cette émission en même temps que Gabriel Nadeau-Dubois a été largement commentée au sein du mouvement étudiant, au point où la protagoniste a fait l'objet de portraits dans deux journaux étudiants : un dans le *Montréal Campus*, dans le cadre de l'édition spéciale de fin d'année, où l'on présente une dizaine de personnalités qui ont marqué l'année scolaire; et un dans le journal *Quartier Libre*.

Si ces portraits tentent de demeurer neutres, d'autres textes parus dans les journaux étudiants ont fait montre d'un traitement très critique, voire tendancieux. En effet, le traitement médiatique dont elle fait l'objet s'accompagne de mentions au sujet de son apparence, telles que la « jeune rouquine » (*Montréal Campus*, 29 février 2012, p. 2) ou « cette jolie rouquine » (*Le Collectif*, 7 mars 2012, p. 4). Les points centraux demeurent cependant les critiques au sujet de son discours et de l'intimidation dont elle a été victime.

Le discours qu'elle a tenu lors de son passage à l'émission *Tout le monde en parle* est vivement critiqué, au point où on avance que « le mouvement antigèrève » entier « en a pris pour son rhume après [son] passage » à l'émission (*Le Collectif*, 7 mars 2012, p. 4). Deux étudiants pro-hausse, en entrevue au *Montréal Campus*, disent vouloir se dissocier de ses propos, qu'ils considèrent comme un « ramassis de pensées individualistes » (*Montréal Campus*, 29 février 2012, p. 2). L'individualisme dont on l'accuse d'avoir fait preuve est un des éléments critiqués par plusieurs journalistes : « Il faut dire qu'à côté de la cacophonie d'arguments décousus et individualistes pro-hausse d'Arielle Grenier, n'importe quel argumentaire a l'air rationnel et posé. » (*Montréal Campus*, 29 février 2012, p. 2)

Pour ce qui est de l'intimidation dont elle a été l'objet, elle dit ne pas avoir obtenu beaucoup de soutien de la part du MESRQ, en plus de s'être fait insulter lorsqu'elle était dans un lieu public et d'avoir perdu des ami.e.s. En entrevue au *Montréal Campus*, elle explique ceci : « Mes opinions ne font pas l'unanimité. Je suis une personne forte, mais je n'ai pas aimé que le débat devienne personnel. » (*Montréal Campus*, 11 avril 2012, p. 3) Cette expérience aura évidemment un impact : « C'est pourquoi elle est intéressée par une carrière dans le monde de la politique, mais pas à titre de ministre ou de députée, qui sont souvent les cibles de critiques. » (*Montréal Campus*, 11 avril 2012, p. 3)

Dans *Le Collectif*, on minimise la gravité des attaques dont elle a été l'objet : « Qui n'a pas entendu parler de cette fameuse Arielle, qui s'est dit [sic] victime d'intimidation parce qu'elle recevait des messages indésirables dans sa boîte Facebook ? L'incident, regrettable, n'est toutefois pas représentatif de la situation. C'est un cas isolé. » (7 mars 2012, p. 3)

Certes, tout cela n'est pas uniquement négatif, et on peut même y trouver un apport sur le plan personnel : « Je suis fière d'avoir eu le courage et le culot d'aller à *Tout le monde en parle*. J'ai été dans la gueule du loup, cela ne me dérange pas, car défendre la hausse était le plus important. » (*Quartier Libre*, 4 avril 2012, p. 7) Elle dit aussi avoir appris sur sa force de caractère après les épreuves. On dit également d'elle qu'« elle ne se laisse pas démonter par la critique » (*Quartier Libre*, 4 avril 2012, p. 7).

En résumé, dans certains journaux, les propos et les arguments d'Arielle Grenier au sujet de sa position à l'égard de la hausse des droits de scolarité font l'objet de critiques, sans toutefois être rapportés. Les journalistes étudiant.e.s, lorsqu'ils et elles ne la critiquent pas de façon virulente, s'intéressent davantage aux émotions qu'elle a vécues et aux événements qui ont suivi son passage à l'émission *Tout le monde en parle*.

La comparaison avec le traitement médiatique réservé à Laurent Proulx, lui aussi membre du MESRQ, qui avait été le premier étudiant à obtenir une injonction en vue de pouvoir assister à ses cours malgré les votes de grève (Duchaine, 2012), permet d'accentuer l'importance du traitement genré réservé à Arielle Grenier.

Laurent Proulx est en quelque sorte vu comme la personne à l'origine d'un débat important sur la légitimité des associations étudiantes de déclencher des grèves, débat qui s'est poursuivi après 2012. Par exemple, dans un article du *Collectif*, on parle de lui comme l'un des « acteurs omniprésents de la grève étudiante de 2012 » (*Le Collectif*, 10 février 2015, p. 15), au même titre que Gabriel Nadeau-Dubois, Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin. Le cadrage réalisé au moment de présenter son argumentaire est marqué par un souci de neutralité, où l'on explique la position de Laurent Proulx, notamment par le recours à des citations. Si le journaliste exprime tout de même, dans un paragraphe en fin de texte, les raisons de son désaccord avec les positions de Laurent Proulx, en aucun temps on ne critiquera la rigueur et la validité de son argumentaire. Il est traité avec des marques de respect, que l'on peut remarquer notamment par l'emploi du titre « Monsieur », alors que le titre « Madame » n'est jamais employé dans *Le Collectif* pour référer à des représentantes étudiantes.

En somme, nous observons un traitement médiatique différencié selon le genre pour ces deux personnes, dont la position est opposée à celle au mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité et parfois également opposée à celle des chroniqueur.euse.s étudiant.e.s. Leurs propos n'ont pas bénéficié de la même prise au sérieux et les expressions et contre-arguments s'accompagnent de marques de respect pour Laurent Proulx, alors que ce n'est pas le cas pour Arielle Grenier.

Les représentantes et la culture du viol

Dans une chronique portant sur la culture du viol dans le journal *Le Griffonnier*, la chroniqueuse mentionne des propos tenus par des exécutants de l'association étudiante de l'Université d'Ottawa à l'égard de la présidente de l'association, Anne-Marie Roy. En conservation privée sur Facebook, des étudiants avaient critiqué son attitude, en plus de tenir des propos dégradants à son endroit et d'appeler à un viol. La chroniqueuse du journal commente et explique la situation de la façon suivante :



Ce qu'il y a de compromettant dans cette conversation, c'est que ceux-ci parlaient de la présidente de la fédération étudiante, Anne-Marie Roy, en termes quasi habituels vis-à-vis d'une femme ayant un poste important dans une hiérarchie. Ils supposaient qu'elle doit avoir la syphilis ou la « clamédia » (une femme ayant le pouvoir s'est salie avec celui-ci comme le veut la sagesse populaire...) et y allaient de « someone punish her with their shaft » (mais elle peut être guérie grâce à la générosité masculine, comme le veut la même sagesse populaire).



Le Griffonnier, 20 mars 2014, p. 3

Dans son entrevue à *Quartier Libre*, Arielle Grenier parle également de menaces qu'elle a reçues de la part de trois hommes qui menaçaient de la violer et de la tuer.

Bien que les événements décrits ne relèvent pas du cadrage médiatique à proprement parler, ils évoquent une réalité vécue par plusieurs femmes qui prennent la parole dans l'espace public. Les journaux ne traitent cependant pas cette question sous un angle systémique. Si l'on fait mention de menaces au sein du mouvement étudiant lors de débats polarisés (*Impact Campus*), la dimension genrée de ces menaces et de ces violences n'est pas abordée. Qui plus est, les journaux n'établissent pas de relation entre ces événements et les différentes mobilisations à l'égard des violences sexuelles en milieu universitaire, qui figurent pourtant parmi les éléments abordés dans les journaux dès 2015.

Résumé

Il apparaît que la présence de la dimension genrée varie selon les événements ; celle-ci semble plus manifeste dans les cas de conflits, mais n'est pas présente dans la majorité des cas – les cas où les représentant.e.s étudiant.e.s agissent comme porte-paroles sont très fréquents et laissent peu de place à un traitement genré. Par ailleurs, la personnalisation des conflits semble jouer un rôle important dans la formulation de représentations genrées – la comparaison entre Arielle Grenier et Laurent Proulx offrant un bon exemple de cette tendance.

DISCUSSION DES RÉSULTATS

Dans cette recherche, nous avons cherché à connaître la façon dont les journaux étudiants représentent les femmes qui s'investissent dans des milieux politiques moins traditionnels, tels que la politique municipale, la politique universitaire et la politique étudiante. Cette analyse a été guidée par les approches féministe et intersectionnelle ainsi que par les travaux réalisés par la professeure Mireille Lalancette et son équipe sur le leadership féminin. Plus spécifiquement, nous avons cherché à savoir dans quel contexte les journaux étudiants font référence aux femmes politiques et ce qu'ils disent à leur sujet. Nous avons également cherché à savoir en quoi le cadrage effectué ressemblait ou différait de celui réalisé à propos des hommes politiques afin de dresser des constats propres aux femmes politiques.

Après avoir procédé à une présentation de la structure et du mode de gestion des six journaux étudiants universitaires francophones québécois étudiés pour en présenter les spécificités, nous avons présenté les choix effectués pour la sélection du corpus, qui porte sur trois volets de la politique, soit les élections municipales de 2013, les courses au rectorat et la politique étudiante. L'analyse qualitative et inductive du cadrage médiatique des journaux étudiants a été réalisée à partir d'une approche qui combinait analyse de contenu et analyse de discours, ce qui nous a permis de nous intéresser à la fois aux enjeux et aux thèmes abordés ainsi qu'à la façon de rapporter les propos des femmes et des hommes politiques.

Constats

Nous avons ainsi été en mesure de constater que la façon d'appréhender la politique, ses enjeux ainsi que les actrices et les acteurs varie selon le volet de la politique qui est étudié. La mission d'information au sujet des enjeux qui touchent les étudiant.e.s et la fréquence de parution des journaux – qui varie d'hebdomadaire à mensuelle – figurent parmi les éléments susceptibles d'exercer une influence à ce sujet.

Leadership

Si le traitement médiatique à proprement parler n'est pas marqué par des différences liées au genre, l'analyse des styles de leadership valorisés ou, à l'inverse, critiqués, de même qu'une comparaison entre les leaderships mis de l'avant par les femmes et ceux mis de l'avant par les hommes révèlent des tendances genrées.

D'une part, les motivations évoquées par les candidat.e.s aux élections municipales pour se lancer en politique – axées sur la proximité avec les gens – et les critiques adressées aux maires sortants qui démontrent une attitude autoritaire ou qui refusent de débattre devant la communauté étudiante de même que la couverture associée à la course de Sophie D'Amours au poste de rectrice de l'UQTR laissent croire à une valorisation du leadership rassembleur. Ainsi, le leadership qui mise sur des caractéristiques humaines, davantage associé au genre féminin, est bien vu, alors qu'une attitude trop autoritaire, davantage associée aux traits masculins, est critiquée.

Par ailleurs, les critiques adressées aux personnes en quête d'un second mandat au poste de rectorat sont plus importantes et les conflits sont plus nombreux lorsqu'il est question d'une candidate féminine que lorsqu'il s'agit d'un candidat masculin. Cette façon de couvrir les dissensions a également été observée par le biais de l'importante couverture des conflits entre les associations étudiantes ainsi qu'entre les membres et les représentant.e.s en 2012-2013, alors que plusieurs femmes sont à la tête d'associations.

La mise en scène de soi, davantage marquée par la passivité ou le recours aux valeurs et aux émotions pour les candidates rectrices à l'Université Laval, alors qu'elle promeut l'expérience et la capacité à prendre des décisions de certains candidats masculins, renvoie également à des différences genrées dans les styles de leaderships, certains étant associés davantage au genre féminin et d'autres, au genre masculin.

Arielle Grenier : un cas typique de la représentation genrée

Certes, nous ne pouvons passer sous silence le traitement médiatique dont Arielle Grenier a été l'objet. Si le fait qu'elle ait été pour la hausse pourrait laisser croire que c'est ce qui lui a valu davantage de critiques de la part des journalistes étudiant.e.s, le cas de Laurent Proulx, à qui les journalistes étudiant.e.s accordaient beaucoup plus de crédibilité, écarte cette possibilité. Les observations que nous avons faites correspondent d'ailleurs à des éléments relevés dans les études qui ont démontré la présence d'un traitement médiatique genré.

Défis de genre et d'intersectionnalité

Par l'approche féministe et intersectionnelle, nous avons également cherché à savoir si certains articles traitaient des obstacles systémiques vécus par les femmes et si l'on faisait mention des réalités relatives à différents systèmes d'oppression.

Le fait d'être une femme en politique

L'expression « première femme » se retrouve à quelques reprises dans le volet course au rectorat, mais pas dans le volet politique municipale et seulement une fois dans le volet politique étudiante. Il s'agit pourtant de trois volets où les femmes sont moins présentes que les hommes. Pour comprendre pourquoi cet aspect ressort davantage lorsqu'il est question de politique universitaire, nous nous demandons si un rapprochement n'aurait pas été effectué entre la place des femmes au sein de la haute direction universitaire et celle dans des lieux de pouvoir comme les conseils d'administration des sociétés d'État ou des grandes entreprises, qui est souvent commentée dans le discours ambiant. À l'inverse, les volets de la politique municipale et de la politique étudiante pourraient apparaître comme moins traditionnels et plus éloignés de ce genre de discours.

À ce constat, ajoutons que le volet politique municipale étudié concerne la campagne électorale de 2013 et que l'enjeu de la place des femmes en politique municipale a été beaucoup plus abordé par les médias traditionnels lors de la campagne de 2017. Il serait donc intéressant de voir si cela a eu un impact sur l'intérêt porté à la question par les médias étudiants en 2017.

Il est vrai, comme l'avancent Catherine Lemarier-Saulnier et Mireille Lalancette (2013) ainsi que Mireille Lalancette et Manon Tremblay (à paraître), que l'expression « première femme » contribue à mettre l'accent sur le genre de la politicienne et renforce l'exceptionnalité de son statut. Toutefois, la mise en relation des constats effectués dans le corpus traitant des courses au rectorat avec la quasi-absence de mentions de l'enjeu de la représentation femmes-hommes au sein de la politique étudiante et de la politique municipale nous porte à nous demander si les journaux étudiants sont conscients de cet enjeu. Ainsi, à l'instar de Linda Trimble (2017), nous croyons que ce type de cadrage, bien qu'il mette l'accent sur le sexe de la politicienne, n'est pas forcément négatif et qu'il témoigne d'une sensibilité à l'égard de la sous-représentation des femmes dans les lieux de pouvoir. Nous pensons cependant que ces formules doivent être employées avec modération pour ne pas, comme le suggéraient Catherine Lemarier-Saulnier et Mireille Lalancette (2012), dépeindre les réussites de ces femmes comme étant inatteignables.

Nous remarquons également qu'il n'y a pas de sensibilité à l'égard de l'aspect systémique des difficultés vécues par les femmes en politique et que les mentions des difficultés vécues par les femmes sont plutôt rares.

La dimension intersectionnelle

La mention du vécu en rapport avec des critères relevant de l'intersectionnalité s'avère également peu présente.

Comme beaucoup de personnes investies dans les milieux politiques étudiés font partie de la norme, peu de cas permettaient d'aborder ces réalités. De plus, le fait qu'il y ait peu de personnalisation et que les portraits soient plutôt rares laisse peu de place à l'expression du vécu spécifique à chaque personne.

Certes, la couverture médiatique de la candidate au rectorat Nadia Ghazzali insistait sur le fait que la candidate était peu connue de la communauté universitaire auprès de laquelle elle sollicitait un appui, mais il est difficile de savoir dans quelle mesure ce cadrage a été influencé par les originaires marocaines de la candidate, par le fait que la candidate était employée par une autre université au moment de briguer le poste de rectrice ou encore par le fait que la candidate mettait elle-même ses origines de l'avant au cours de la course.

En somme, il appert que la personnalisation réalisée lors de la présentation des candidat.e.s au rectorat et de certain.e.s leaders étudiant.e.s donne souvent lieu à des représentations médiatiques genrées. D'une part, celle-ci peut avoir pour effet de valoriser certains types de leadership en fonction du genre des candidat.e.s. D'autre part, dans les cas de couverture médiatique de conflits impliquant des leaders politiques, la personnalisation peut également conduire à la construction de représentations médiatiques genrées et entretenir des stéréotypes sur le manque de compétence ou d'habileté de gestion des femmes dans l'arène politique.

En résumé : contexte de production et représentations médiatiques genrées

Sachant que différents travaux ont démontré une représentation genrée et la présence de stéréotypes entourant les femmes en politique dans les médias traditionnels, on peut se demander ce qui explique la différence dans le traitement que font les journaux étudiants de ce même sujet. Diverses pistes de réflexion se présentent à nous. Peut-on conclure que la nouvelle génération envisage moins la politique en termes de stéréotypes genrés que ne le faisaient les générations précédentes ? Plus précisément, est-ce qu'un changement plus global s'effectuera lorsque des journalistes comme ceux et celles qui ont écrit dans les journaux étudiants feront leur entrée dans les marchés plus traditionnels ? Il y a aussi lieu de se demander quel rôle joue le contexte propre aux journaux étudiants et la fréquence de parution – moins propice à la personnalisation – dans la moins grande présence de représentations médiatiques genrées.

Recommandations

À la lumière des constats réalisés dans le cadre de cette recherche, nous en venons à formuler certaines recommandations à l'endroit des équipes de rédaction des journaux étudiants.

D'emblée, nous tenons à féliciter les journaux pour leur couverture politique et pour la variété des sujets et des enjeux abordés. Il faut reconnaître l'intérêt des journaux étudiants pour la politique et pour les enjeux qui touchent l'enseignement supérieur. En effet, bien que l'intérêt pour ces questions ne soit pas aussi soutenu dans certains journaux depuis 2014 – peut-être en raison du développement des blogues des journaux étudiants, qui permettent d'aborder ces sujets de façon plus instantanée –, nous avons tout de même relevé une sensibilité à l'égard de ces enjeux lorsque le contexte sociopolitique ou étudiant se prêtait à une couverture médiatique de type politique.

Nous souhaitons également encourager les journalistes à continuer leurs efforts afin de systématiser et d'améliorer leurs pratiques journalistiques en matière de représentations médiatiques genrées. Nous les invitons ainsi à fournir des balises claires exprimant la ligne éditoriale du journal sur ces questions. Ces balises devraient faire partie de la formation des journalistes et être incluses dans les politiques rédactionnelles existantes – ou être une motivation à en créer si celles-ci n'ont pas déjà été mises en place – afin d'affirmer clairement la position du journal en matière d'équité entre les genres.

Comme le suggérait Erin Tolley dans son étude sur le cadrage racisé de la politique dans les médias canadiens, les médias doivent mettre en place des guides clairs à l'intention de leurs journalistes, sans quoi l'information sociodémographique des intervenant.e.s dans les nouvelles « pourrait s'avérer inconsistante, propre au contexte, en plus d'être sujette aux perceptions, aux choix et aux intuitions sur la pertinence et la newsworthiness des journalistes » (Tolley, 2016, p. 179. Notre traduction). Or, comme elle l'explique, ces choix et ces intuitions ne sont pas neutres ; ils sont informés par une vision de la « norme » en politique, un milieu majoritairement occupé par des personnes blanches, des hommes qui plus est (Tolley, 2016). Ainsi, comme le soulignait Drew (2011), l'absence de balises rédactionnelles dans les médias peut s'avérer d'autant plus problématique que les journalistes peuvent, sans le savoir, reproduire des stéréotypes genrés ou racistes.

D'ailleurs, plusieurs médias, tels que le *Toronto Star* ou *La Presse Canadienne* (Tolley, 2016) possèdent des guides ou des politiques rédactionnels qui dictent l'angle et l'approche à adopter dans la façon d'aborder différents enjeux pour assurer un traitement journalistique équitable en matière de genre et de race,

LES MÉDIAS DOIVENT METTRE EN PLACE
DES GUIDES CLAIRS À L'INTENTION DE
LEURS JOURNALISTES.

notamment. Le Guide de déontologie de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec contient également quelques recommandations à cet égard :

Les journalistes doivent accorder un traitement équitable à toutes les personnes de la société. Les journalistes peuvent faire mention de caractéristiques comme la race, la religion, l'orientation sexuelle, le handicap, etc. lorsqu'elles sont pertinentes.



Mais ils doivent en même temps être sensibles à la portée de leurs reportages. Ils doivent éviter les généralisations qui accablent des groupes minoritaires, les propos incendiaires, les allusions non pertinentes à des caractéristiques individuelles, les préjugés et les angles de couverture systématiquement défavorables qui pourraient attiser la discrimination. Ils seront particulièrement attentifs à ce qui pourrait provoquer des réactions racistes, sexistes, homophobes, etc.

Fédération professionnelle des journalistes du Québec, 2004 [2010]

Il existe donc déjà certains guides desquels les journaux étudiants pourraient s'inspirer. Nous croyons en outre que ces lignes directrices pourraient être plus étoffées.

Balises pour une politique non-sexiste

À la lumière des différentes études sur les représentations médiatiques genrées et des constats réalisés dans le cadre de cette étude, nous énonçons donc quelques éléments qu'il nous apparaît important de considérer et d'intégrer dans une politique éditoriale soucieuse de présenter des textes qui ne contribuent pas à reproduire des inégalités de genre.

La mention du genre ou de la race

S'il faut généralement éviter les mentions du sexe ou de la race de la personne, il serait important de préciser dans quels contextes ces mentions pourraient s'avérer acceptables. C'est d'ailleurs ce que fait le guide du *Toronto Star*, qui suggère que les références à la race ne devraient être faites que lorsque celles-ci sont pertinentes à l'histoire (comme dans le cas d'un.e suspect.e recherché.e) (Tolley, 2016).

De même, une réflexion portant sur les cas dans lesquels il est acceptable d'utiliser des expressions comme « la première femme » et sur les impacts de l'emploi de celles-ci sur les autres femmes pourrait s'avérer pertinente.

Traitement égalitaire et risques de la personnalisation

Suivant les travaux d'Erin Tolley, nous sommes d'avis qu'un traitement égalitaire pourrait être plus facilement atteint si l'on s'arrêtait pour se demander si les éléments que les journalistes s'approprient à utiliser au moment de parler de groupes marginalisés seraient mentionnés s'il s'était agi d'un homme (blanc). Ainsi, en se demandant, au moment de parler d'une femme politique (comme le suggère James McCarten dans le *The Canadian Press Stylebook*, 2013), si de tels éléments seraient mentionnés si l'on parlait d'un homme ou si la couverture de conflits serait la même si ceux-ci impliquaient un homme politique plutôt qu'une femme politique, une part des stéréotypes de genre pourraient être évités. Par exemple, dans le cas d'Arielle Grenier, il est probable que l'on n'aurait pas employé les qualificatifs « jeune rouquin » ou « joli rouquin » s'il s'était agi d'un homme politique.

Dans les journaux étudiants, la personnalisation s'est d'ailleurs révélée être un processus propice à la production de représentations médiatiques genrées. Une sensibilisation à l'égard des risques de celle-ci pourrait être réalisée auprès des journalistes étudiants. De plus, parmi les mesures pouvant être adoptées, soulignons une démarche du *Zone Campus*, qui semble avoir contribué à produire un cadrage non genré et dépersonnalisé, soit le fait de désigner les représentant.e.s étudiant.e.s par leur poste (exemple : la présidence) plutôt que par leur nom. Cette technique contribue à mettre une distance entre les actions réalisées dans le cadre de fonctions d'exécutant.e.s et la personne. Nous croyons également que ce cadrage pourrait contribuer à briser l'idée de l'homme comme modèle de la personne politique idéale.

Nous soulignons toutefois qu'une réelle attention à ces éléments n'est possible que si les journalistes possèdent une compréhension systémique des enjeux d'égalité et des stéréotypes de genre, une compréhension qui pourrait être transmise par le biais de la formation.

Égalité des sources et des intervenant.e.s

Comme nous l'avons constaté en comparant le nombre d'unités de sens traitant de femmes politiques et d'hommes politiques, les hommes sont plus souvent représentés dans les journaux étudiants. S'il est vrai que les journalistes doivent tenir compte du ratio femmes/hommes parmi les personnes élues lorsqu'elles et ils souhaitent aborder la politique, une sensibilité à l'égard de la place occupée par les femmes dans les médias pourrait tout de même être présente. Celle-ci peut se manifester de différentes façons : inciter les journalistes à percevoir les personnes politiques sous un angle différent de celui auquel leur genre les associe traditionnellement ; chercher à obtenir un équilibre femmes/hommes (et une diversité raciale) au moment d'interroger des spécialistes ; etc.

Diversité au sein de l'équipe journalistique

Par ailleurs, une plus grande diversité dans la salle de nouvelles pourrait avoir un impact sur la diminution de la production de stéréotypes au sujet des la diversité des personnes dans la société (genre, race, orientation sexuelle). De même, une attention à former une équipe journalistique paritaire pourrait être portée. Cette mesure ne devrait toutefois pas constituer une fin en soi, puisqu'elle ne permettrait pas forcément d'enrayer tous les jugements genrés préalables que les femmes et les hommes journalistes possèdent déjà.

Rédaction épïcène et doublets abrégés

Dans la même lignée, la rédaction épïcène, qui consiste à employer des appellations au féminin à côté des appellations au masculin, à abandonner progressivement le masculin générique (qui englobe les deux genres) et à offrir une égale représentation des femmes et des hommes dans le texte (Office québécois de la langue française, 2018), pourrait être adoptée.

Lorsque l'espace est restreint, l'Office québécois de la langue française (OQLF) recommande d'ailleurs l'emploi des doublets abrégés plutôt que l'emploi du masculin générique. La section « Féminisation et rédaction épïcène » de la Banque de *dépannage linguistique*, un outil de l'OQLF, offre de bonnes balises pour les personnes qui souhaitent rédiger de façon épïcène.

CONCLUSION

Grâce à cette recherche, nous comprenons mieux comment les journaux étudiants représentent les femmes qui s'impliquent dans des volets politiques moins traditionnels. Ces lieux (les journaux étudiants et les volets politiques étudiés), qui constituent des tremplins vers des milieux plus traditionnels, offrent des pistes de comparaison intéressantes pour comprendre quels styles de leadership sont valorisés chez les leaders politiques.

Cependant, toutes les femmes politiques ne subissent pas le même sort : le traitement médiatique dans les journaux étudiants n'est pas aussi genré que celui dans les médias traditionnels, comme nous avons pu le voir dans les recherches mentionnées précédemment dans ce rapport (voir section « Médiatisation, genre et politique », p. 8) ainsi que dans l'étude Les représentations médiatiques des femmes aux élections municipales. Cela étant dit, les leaderships dépeints rappellent les constats effectués dans d'autres recherches, qui ont démontré l'influence du genre dans la façon de dépeindre le leadership. En ce sens, nous croyons que la fréquence de parution des journaux ainsi que les changements importants au sein des représentant.e.s étudiant.e.s conduisent à une personnalisation moins importante que dans les journaux plus traditionnels, ce qui contribuerait à diminuer les représentations médiatiques genrées.

Cette hypothèse pourrait être validée de différentes façons : 1) en comparant le contenu des éditions papier des journaux étudiants au contenu de leurs blogues (publié de façon plus régulière) ; 2) en réalisant de nouvelles analyses des journaux traditionnels dans quelques années afin de voir si l'arrivée de jeunes journalistes (notamment celles et ceux qui ont écrit dans les journaux étudiants) contribue à mettre de l'avant des représentations médiatiques plus neutres sur le plan du genre.

RÉFÉRENCES

Ouvrages et documents cités dans la recherche

Actualités UQAM. (2017, 16 octobre). Deux candidates en lice. *Actualités UQAM*. Repéré à <https://www.actualites.uqam.ca/2017/magda-fusaro-corinne-gendron-candidates-rectorat-uqam>

Allard-Poesi, Florence. (2003). Coder les données. [Chapitre de livre]. Dans Yvonne Giordano (dir.), *Conduire un projet de recherche : Une perspective qualitative* (p. 246-266). Colombelles, France : Éditions Management et Société.

Anderson, Karrin Vasby. (2011). « Rhymes with Blunt » : Pornification and U.S. Political Culture. *Rhetoric & Public Affairs*, 14(2), 327-68.

Assemblée nationale du Québec. (2014). *François Blais. Biographie*. Repéré à <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/blais-francois-15365/biographie.html>

Association pour une solidarité syndicale étudiante. (n. d.). *Présentation*. Repéré à <http://www.asse-solidarite.qc.ca/asse/presentation/>

Association pour une solidarité syndicale étudiante. (n. d.). *Ultimatum présentation*. Repéré à <http://www.asse-solidarite.qc.ca/ultimatum-presentation/>

Baillargeon, Stéphane. (2017, 10 mars). Militantisme – Politique, la filière étudiante. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/493668/politique-la-filiere-etudiante>

Ballmer-Cao, Thanh-Huyen, Véronique Mortier et Lea Sgier. (dir.). (2010). *Genre et politique : Débats et perspectives*. Paris : Gallimard.

Bélanger, Pierre. (1984). *Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes, 1960-1983*. Montréal : Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec.

Bereni, Laure, Sébastien Chauvin, Alexandre Jaunait et Anne Revillard. (2008). *Introduction aux Gender Studies ; Manuel des études sur le genre*. Bruxelles : de Boeck.

Bernard Barbeau, Geneviève. (2013). *Le dossier Maclean's et le Québecbashing : analyse sociodiscursive d'une affaire médiatique controversée*. (Thèse de doctorat inédite). Université Laval, Québec.

Bernier, Marc-François. (2005). *L'ombudsman de Radio-Canada. Protecteur du public ou des journalistes ?* Québec : Presses de l'Université Laval.

Bertini, Marie-Joseph. (2009). *Ni d'Ève ni d'Adam : Défaire la différence des sexes – Essais-documents*. Paris : Max Milo.

Blanc, Martine et Christine Cuerrier. (2007). *Le Mentorat en politique auprès des femmes, un mode d'accompagnement prometteur*. Montréal : Éditions du Remue-Ménage.

Bonneville, Luc, Sylvie Grosjean et Martine Lagacé. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. Montréal : Gaëtan Morin Editeur.

Bureau de coopération interuniversitaire. (2017). *Données préliminaires relatives aux inscriptions au trimestre d'automne 2017*. Bureau de coopération interuniversitaire, Montréal.

Butler, Judith. (2012). *Défaire le Genre*. Paris : Éditions Amsterdam.

Caza, Pierre-Étienne. (2017, 5 mai). Relève primée en journalisme. *Actualités UQAM*. Repéré à <https://www.actualites.uqam.ca/2017/montreal-campus-meilleur-journal-universitaire>

Chouinard, Tommy. (2014, 15 octobre). Québec impose de nouvelles coupes aux universités. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201410/14/01-4809203-quebec-impose-de-nouvelles-coupes-aux-universites.php>

Chouinard, Tommy. (2016, 2 février). Universités : Québec impose de nouvelles coupes. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201602/01/01-4946225-universites-quebec-impose-de-nouvelles-coupes.php>

- Carroll, Susan et Richard Fox. (2006). *Gender and Elections. Shaping the Future of American Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
-
- Charron, Jean et Jean de Bonville. (2004). Typologie historique des pratiques journalistiques. [Chapitre de livre]. Dans Colette Brin, Jean Charron et Jean de Bonville (dir.), *Nature et transformation du journalisme : Théorie et recherches empiriques* (p. 141-217). Saint-Nicholas : Les Presses de l'Université Laval.
-
- Correa, Mauricio. (2010). *Analyse comparative du développement organisationnel des mouvements étudiants dans deux métropoles d'Amérique : Montréal et Bogotá (1954-1964)*. (Mémoire de maîtrise inédit). Université de Sherbrooke, Sherbrooke.
-
- Crenshaw, Kimberlé. (1991). Mapping the margins : Identity politics, intersectionality, and violence against women. *Stanford Law Review*, 43(6), 1241-1299.
-
- Cutler, Fred et J. Scott Matthews. (2005). The challenge of municipal voting : Vancouver 2002. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 38(2), 359-382.
-
- Do, Kim Lien. (2003). *L'exploration du dialogue de bohémisme comme approche d'apprentissage : une recherche collaborative*. (Thèse de doctorat inédite). Université Laval, Québec.
-
- Dérèze, Gérard. (2009). *Méthodes de recherche en communication sociale*. Bruxelles : De Boeck.
-
- Drew, Emily M. (2011). « Coming to Terms with Our Own Racism » : Journalists Grapple with the Racialization of Their News. *Critical Studies in Media Communication*, 28(4), 353-373.
-
- Duchaine, Gabrielle. (2012, 8 juin). Laurent Proulx abandonne le cours pour lequel il a obtenu une injonction. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201206/08/01-4533078-laurent-proulx-abandonne-le-cours-pour-lequel-il-a-obtenu-une-injonction.php>
-
- Eagly, Alice H. et Linda L. Carli. (2004). Women and men as leaders. [Chapitre de livre]. Dans John Antonakis, Anna T. Ciancolo et Robert J. Sternberg (dir.), *The Nature of Leadership* (p. 279-301). Thousand Oaks, Californie : Sage Publications.
-
- Eagly, Alice H. et Linda L. Carli. (2007). *Through the labyrinth : The truth about how women become leaders*. Boston : Harvard Business School Press.
-
- Eagly, Alice H. et Blair T. Johnson. (1990). Gender and Leadership Style : A Meta-Analysis. *Psychological Bulletin*, 8(2), 233-256.
-
- Élections Québec. (2018). *Élections générales 14 avril 2003*. Repéré à <https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provincial/resultats-electoraux/elections-generales.php?e=12etc=652ets=1>
-
- Entman, Robert M. (1993). *Framing : Toward Clarification of a Fractured Paradigm* *Journal of Communication*, 43(4), 51-58.
-
- Fecteau, François. (2010). *Les représentations sociales de leaders d'opinions sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval : « Quel mouvement pour quels enjeux ? »*. (Mémoire de maîtrise inédit). Université du Québec à Trois-Rivières, Trois-Rivières.
-
- Fédération étudiante collégiale du Québec. (2018). *Mission*. Repéré à <http://www.fecq.org/mission/>
-
- Fédération étudiante universitaire du Québec. (n. d.). *Fédération étudiante universitaire du Québec. Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)*. Repéré à <http://cdeacf.ca/organisation/federation-etudiante-universitaire-quebec-feuq>
-
- Fédération professionnelle des journalistes du Québec. (2010). *Guide de déontologie*. Repéré à <https://www.fpqj.org/deontologie/guide-de-deontologie/>
-
- Fortier, Luc. (2017, 26 avril). Sophie D'Amours élue rectrice de l'Université Laval. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/education/497272/sophie-d-amours-elue-rectrice-de-l-universite-laval>
-
- Fridkin Kahn, K. (1996). *The Political Consequences of Being a Woman : How Stereotypes Influence the Conduct and Consequences of Political Campaigns*. New York : Columbia University Press.
-
- Gidengil, Elisabeth et Joanna Everitt. (2003). Talking tough : Gender and reported speech in campaign news coverage. *Political Communication*, 20(3), 209-232.
-
- Gonnet, Jacques. (1988). *Journaux scolaires et lycéens : le regard des jeunes*. Paris : Retz.
-
- Goodwin, Stephanie A. et Susan T. Fiske. (2001). Power and Gender : The Double-Edged Sword of Ambivalence. [Chapitre de livre]. Dans Rhoda K. Unger (dir.), *Handbook of the Psychology of Women and Gender* (p. 348-366). Toronto : John Wiley and Sons Inc.
-

Goodyear-Grant, Elizabeth. (2013). *Gendered News : Media Coverage and Electoral Politics in Canada*. Vancouver : UBC Press.

Guay, Jean-Herman (dir.). (2018). Liste des Recteurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Bilan du siècle. *Université de Sherbrooke*.
Repéré à <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/liste.jsp?titreListe=142>

Guay, Jean-Herman (dir.). (2018). Liste des Recteurs de l'Université de Montréal. Bilan du siècle. *Université de Sherbrooke*. Repéré à <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/liste.jsp?titreListe=141>

Guay, Jean-Herman (dir.). (2018). Liste des Recteurs de l'Université du Québec à Montréal. Bilan du siècle. *Université de Sherbrooke*.
Repéré à <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/liste.jsp?titreListe=144>

Hall, Stuart (dir.). (1997). *Representation : Cultural Representations and Signifying Practices*. Thousand Oaks : SAGE publications.

Harding, Sandra. (1986). *The Science Question in Feminism*. New York : Cornell University Press.

Harp, Dustin, Jaime Loke et Ingrid Bachmann. (2010). First impressions of Sarah Palin : Pit bulls, politics, gender performance, and a discursive media (re)contextualization.
Communication, Culture and Critique, 3(3), 291-309.

Heldman, Caroline, Susan J. Carroll et Stephanie Olson. (2005). « She brought only a skirt » : Printmedia coverage of Elizabeth Dole's bid for the Republican presidential nomination.
Political Communication, 22(3), 315-335.

Herzlich, Claudine. (2006). *Santé et maladie : analyse d'une représentation sociale*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

Jamieson, Kathleen Hall. (1995). *Beyond the double bind : Women and leadership*. New York : Oxford University Press.

Jodelet, Denise. (1989). *Folies et représentations sociales*. Paris : Les presses universitaires de France.

Johnson, Carol. (2015). *Playing the Gender Card : The Uses and Abuses of Gender in Australian Politics*. *Politics & Gender*, 11(2), 291-319.

La Presse canadienne. (2015, 9 décembre). Martine Desjardins à la tête du Mouvement national des Québécois et Québécoises. *La Presse*.
Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/201512/09/01-4929412-martine-desjardins-a-la-tete-du-mouvement-national-des-quebeccois-et-quebecoises.php>

La presse canadienne. (2017, 30 septembre). L'ASSÉ pourrait disparaître. *Ici Radio-canada.ca*.
Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1058940/asse-association-etudiante-vote-dissolution-congres>

Lacoursière, Benoit. *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*. Montréal : Éditions Sabotart.

Lalancette, Mireille et Mélissa Doucet. (2014). *Des femmes hors de l'ordinaire ! Analyse des représentations des Mauriciennes d'influence*. Trois-Rivières :
Université du Québec à Trois-Rivières / Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie.

Lalancette, Mireille, et Catherine Lemarier-Saulnier. (2013). Gender and political evaluation in leadership races. [Chapitre de livre]. Dans Tamara Small et Roberta Lexier (dir.),
Mind the Gaps Canadian Perspectives on Gender and Politics (p. 116-130). Halifax : Fernwood Press.

Lalancette, Mireille, avec la collaboration de Lemarier-Saulnier, Catherine et Alex Drouin. (2014). Playing Along New Rules : Personalized Politics in a 24/7 Mediated World. [Chapitre de livre].
Dans Thierry Giasson, Tamara Small et Alex Marland (dir.), *Political Communication in Canada* (p. 144-159). Vancouver : UBC Press.

Lalancette, Mireille et Manon Tremblay. (à paraître en 2018). Media Framing of LGBT Politicians : Is Sexual Mediation at Work ? [Chapitre de livre]. Dans Manon Tremblay (dir.),
LGBT and Electoral Politics in Canada (20 pages). Vancouver : UBC Press.

Lafortune, Louise, Claire Deschênes, Marie-Claude Williamson et Pauline Provencher. (dir.). (2008). *Le leadership des femmes en STIM : sciences, technologies, ingénierie et mathématiques*.
Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.

Lawless, Jennifer et Richard L. Fox. (2005). *It takes a candidate : Why women don't run for office*. Londres : Cambridge University Press.

Lazarsfeld, Paul. F. et Elihu Katz. (2008). *Influence personnelle*. Paris : Armand Colin. (Ouvrage original publié en 1958).

Le Collectif. (n. d.). *À propos*. Repéré à <http://www.lecollectif.ca/a-propos/>

Leduc, Alexandre. (2010) « UGEQ : Centrale syndicale étudiante » : *L'idéologie syndicale au sein du mouvement étudiant québécois des années 1960* (Mémoire de maîtrise inédit).
Université du Québec à Montréal, Montréal.

Lemarié-Saulnier, Catherine et Mireille Lalancette. (2012). La Dame de fer, la Bonne Mère et les autres : une analyse du cadrage médiatique de politiciennes canadiennes.
Canadian Journal of Communication, 37(3), 459-486.

Lemarié-Saulnier, Catherine. (2016). Cadrer les définitions du cadrage. *Canadian Journal of Communication*, 41(1), 65-73.

Lemarié-Saulnier, Catherine. (2018) *Étude de l'impact de la réception des cadres médiatiques sur la genération de l'évaluation de la performance politique*. (Thèse de doctorat inédite).
Université Laval, Québec.

Lovenduski, Joni et Pippa Norris. (dir.). (1994). *Gender and Party Politics*. Londres : SAGE Publications Ltd.

Marissal, Vincent. (2017, 26 mars). Qui est le vrai GND ? Radical pour les uns, nuancé pour les autres. *La Presse +*.
Repéré à http://plus.lapresse.ca/screens/5553d9a7-eeaf-42d8-a167-383b933b9dd8__7C___.AdKIRwxt.gE.html

Mangueneau, Dominique. (2005). L'analyse du discours et ses frontières. *Marges linguistiques*. 9, 64-75.

Mévellec, Anne et Manon Tremblay. (2016). *Genre et professionnalisation de la politique municipale : Un portrait des élues et élus du Québec*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Moirand, Sophie. (2007). *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*. Paris : Presses universitaires de France.

Naudillon, Françoise et Nahed Noureddine. (2013). *Femmes et pouvoirs : les universités québécoises*. Montréal : Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université.

Nadeau-Dubois, Gabriel. (2013). *Tenir tête*. Montréal : Lux éditeur.

Neatby, Nicole. (1999). *Carabins ou activistes ? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*. Montréal :
McGill-Queen's University Press.

Norris, Pippa. (1996). Women Politicians : Transforming Westminster ? *Parliamentary Affairs*, 49(1), 89-102.

Northouse, Peter G. (2009). *Introduction to leadership : Concepts and practice*. Londres : SAGE publication.

Observation de la culture. (2009). *Consommation culture chez les jeunes*.

Office québécois de la langue française. (2018). Féminisation et rédaction épiciène : Répertoire de noms masculins et de noms féminins. *Banque de dépannage linguistique*.
Repéré à http://bdl.oqlf.gouv.qc.ca/bdl/gabarit_bdl.asp?id=1931

Office québécois de la langue française. (2018). Principes généraux de la rédaction épiciène. *Banque de dépannage linguistique*.
Repéré à http://bdl.oqlf.gouv.qc.ca/bdl/gabarit_bdl.asp?Th=2ett1=etid=3912

Quimet, Michèle. (2017, 11 février). La nuit qui aurait pu tout changer. *La Presse +*. Repéré à http://plus.lapresse.ca/screens/59664e54-6e68-4995-947d-09ac6ced6399__7C___.0.html

Paveau, Marie-Anne. (2006). *Les prédiscours. Sens, mémoire, cognition*. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.

Pelletier, Laura. (2015, 30 avril). Fin annoncée de la FEUQ. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/education/438743/fin-annoncee-de-la-feuq>

Pion, Isabelle. (2013, 27 octobre). Second mandat pour Luce Samoisette. *La Tribune*.
Repéré à <https://www.latribune.ca/actualites/second-mandat-pour-luce-samoisette-adb5d0f05b405ed326e2ef92f5395a80>

Quartier Libre. (n. d.). *À propos*. Repéré à <http://quartierlibre.ca/a-propos/>

Ringoot, Roseline. (2014). *Analyser le discours de presse*. Paris : Armand Colin.

Site du premier ministre du Québec. (2017). *Hélène David*. Repéré à <https://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/equipe/conseil-ministres/david-helene.asp>

Sorochan, Cayley. (2012). The Quebec student strike – A chronology. *Theory & Event*, 15(3), Online supplement.

Strömbäck, Jesper et Peter Van Aelst. (2013). Why political parties adapt to the media : Exploring the fourth dimension of mediatization. *The International Communication Gazette*, 75(4), 341-358.

Strömbäck, Jesper et Frank Esser. (2009). Shaping Politics : Mediatization and Media Interventionism. [Chapitre de livre]. Dans Knut Lundby (dir.) *Mediatization. Concept, changes and consequences* (p. 205-223). New York : Peter Lang.

Surprenant, Marie-Ève et Mylène Bigaouette. (dir.). (2013). *Les femmes changent la lutte : au cœur du printemps québécois*. Montréal : Éditions du Remue-Ménage.

Trimble, Linda, Natasha Treiberg et Sue Girard. (2010). Kim-Speak : L'effet du genre dans la médiatisation de Kim Campbell durant la campagne pour l'élection nationale canadienne de 1993. *Recherches féministes*, 23(1), 29-52.

Trimble, Linda, Angelina Wagner, Shannon Sampert, Daisy Raphael et Bailey Gerrits. (2013). Is It Personal ? Gendered Mediation in Newspaper Coverage of Canadian National Party Leadership Contests, 1975-2012. *International Journal of Press/Politics*, 18(4), 462-81.

Trimble, Linda. (2005). « Who Framed Belinda Stronach ? National Newspaper Coverage of the Conservative Party of Canada's 2004 Leadership Race ». *Communication présentée à Canadian Political Science Association Conference*, London, Ontario.

Trimble, Linda. (2017). *Ms. Prime Minister : Gender, Media and Leadership*. Toronto, Buffalo et Londres : University of Toronto Press.

Tolley, Erin. (2016). *Framed : Media and the Coverage of Race in Canadian Politics*. Vancouver : UBC Press.

UdeM Nouvelles. (2017, 9 mai). Réjean Hébert, nouveau doyen de l'École de santé publique de l'UdeM. *UdeMnouvelles*. Repéré à <http://nouvelles.umontreal.ca/article/2017/05/09/rejean-hebert-nouveau-doyen-de-l-ecole-de-sante-publique-de-l-udem/>

Union étudiante du Québec (2017). *Accueil*. Repéré à <https://unionetudiante.ca>

Université du Québec (2017). *Nomination de Guy Laforest à titre de directeur général de l'ENAP*. Repéré à <http://www.uquebec.ca/reseau/fr/contenu/nomination-de-guy-laforest-titre-de-directeur-general-de-lenap>

Université du Québec à Trois-Rivières. (n. d.). *Daniel McMahon est entré en fonction au poste de recteur à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), le 8 février 2016*. Repéré à https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/gscw030?owa_no_site=4009

Van Zoonen, Liesbet. (2005). *Entertaining the Citizen : When Politics and Popular Culture Converge*. Oxford : Rowman et Littlefield.

Van Zoonen, Liesbet. (2006). The Personal, the Political and the Popular. A Woman's Guide to Celebrity Politics. *European journal of cultural studies*, 9(3), 287-301.

Vosko, Leah F. (2003). Gender Differentiation and Standard/Non-Standard Employment Distinction : A Genealogy of Policy Interventions in Canada. [Chapitre de livre]. Dans Danielle Juteau (dir.). *Social Differentiation : Patterns and Processes* (p. 25-80). Toronto : University of Toronto Press.

Zone Campus. (n. d.). *Mission*. Repéré à http://zonecampus.ca/blogue/?page_id=33

Articles des journaux étudiants cités dans la recherche

Impact Campus

Beaudry, Francis. (2013, 17 septembre). Un candidat de la jeunesse à Démocratie Québec. *Impact Campus*, p. 6.

Beaudry, Francis. (2013, 1er octobre). Un jeune dans la machine. *Impact Campus*, p. 5.

Jébrak, Benjamin. (2012, 13 mars). Un étudiant dans la course. *Impact Campus*, p. 5.

Létourneau, Raphaël. (2013, 10 septembre). Du sang neuf à la mairie. *Impact Campus*, p. 6.

Ouellette-Vézina, Henri. (2017, 21 février). Les étudiants seront directement interpellés. *Impact Campus*, p. 3.

Ouellette-Vézina, Henri. (2017, 14 mars). Michel Gendron entre dans la course. *Impact Campus*, p. 4.

Ouellette-Vézina, Henri. (2017, 21 mars). Sophie D'Amours dépose sa candidature. *Impact Campus*, p. 5.

Ouellette-Vézina, Henri. (2017, 11 avril). Qui dit mieux ? *Impact Campus*, p. 4.

Ouellette-Vézina, Henri. (2017, 2 mai). Sophie D'Amours élue rectrice de l'UL. *Impact Campus*, p. 3.

Rémillard, David. (2011, 8 novembre). Le dernier cri avant la grève ? *Impact Campus*, p. 4.

Rousseau, Félix. (2012, 31 janvier). Denis Brière se fait discret. *Impact Campus*, p. 4.

Rémillard, David. (2012, 21 février). La CADEUL dépose sa plate-forme. *Impact Campus*, p. 5.

Rémillard, David. (2012, 3 avril). Les enjeux se dessinent. *Impact Campus*, p. 5.

Rémillard, David. (2012, 8 mai). Réélection de Denis Brière. *Impact Campus*, p. 5.

Rémillard, David. (2012, 27 mars). 90 minutes S. V. P. *Impact Campus*, p. 5.

Thibaud, Romain. (2011, 18 octobre). Une consultation universitaire d'ici décembre. *Impact Campus*, p. 4.

Le Collectif

Campbell, Jean-Simon. (2013, 25 septembre). Entrevue avec Évelyne Beaudin : Candidate indépendante dans le district du Carrefour. *Le Collectif*, p. 11.

Côté, Marie-Ève. (2012, 30 octobre). Bilan d'un mandat mouvementé. *Le Collectif*, p. 5.

Jourdain, Nicolas. (2013, 9 octobre). La FEUS interpelle les candidats aux élections. *Le Collectif*, p. 6.

Jourdain, Nicolas. (2014, 5 mars). La tension entre la FEUQ et la FEUS monte d'un cran. *Le Collectif*, p. 5.

Lalonde, Émilie. (2017, 14 mars). La course au rectorat. *Le Collectif*, p. 8.

Massé, Carol-Anne. (2013, 25 mars). Rencontre Post-Sommet à l'UdeS : Les représentants des associations nationales font le point. *Le Collectif*, p. 5.

Mouketou, Dorian P. (2017, 9 mai). L'équipe de direction de l'UdeS : du souci de la parité au travail. *Le Collectif*, p. 8.

Poulin, Laurence. (2015, 10 février). Qu'en est-il de Laurent Proulx, carré vert lors de la grève étudiante de 2012 ? *Le Collectif*, p. 15.

Sirois, Shawn. (2012, 7 mars). Quand les verts voient rouge. *Le Collectif*, p. 4.

Turcotte, Guillaume. (2013, 11 septembre). Élections municipales 2013 : Portrait d'un candidat de l'Université de Sherbrooke. *Le Collectif*, p. 10.

Le Griffonnier

Girard, Marie-Ève. (2013, 31 octobre). Mini-débat politique. *Le Griffonnier*, p. 4.

Tremblay, Alexandra. (2014, 20 mars). « Tsé les filles », ou de la petite médiocrité. *Le Griffonnier*, p. 3.

Montréal Campus

Clavel, Émilie. (2012, 29 février). Merci. *Montréal Campus*, p. 2.

Maltais, Stéphanie. (2011, 14 septembre). L'endettement se confirme chez les étudiants. *Montréal Campus*, p. 2.

Pelletier, Laura. (2012, 11 avril). Dérive médiatique. *Montréal Campus*, p. 3.

Ritchot, Raphaëlle. (2017, 5 avril). La parité malmenée à la tête de l'UQAM. *Montréal Campus*, p. 3

Quartier Libre

Hamelin, Tiffany et Elom Defly. (2013, 27 mars). Enfin un référendum. *Quartier Libre*, p. 5.

Larochelle, Audrey. (2012, 21 mars). La deuxième, c'est la bonne. *Quartier Libre*, p. 5.

Simard-Hanley, Olivier. (2012, 4 avril). 200 000 rouges dans les rues. *Quartier Libre*, p. 12.

Sanchez, Karina. (2013, 16 octobre). Des promesses avant toute chose. *Quartier Libre*, p. 14.

Zone Campus

Berthiaume, Claudia. (2011, 31 octobre). Recteur ou rectrice pour l'UQTR en 2012 ? *Zone Campus*, p. 6.

Berthiaume, Claudia. (2012, 6 février). Nadia Ghazzali nommée rectrice de l'UQTR. *Zone Campus*, p. 3.

Durocher, Ann-Julie. (2013, 1er octobre). Élections municipales : campagne électorale trifluvienne. *Zone Campus*, p. 6.

Durocher, Ann-Julie. (2013, 15 octobre). Débats, idées et promesses ! *Zone Campus*, p. 5

Guertin, Sébastien F. (2015, 12 décembre). Sélection du rectorat. Oh, opacité, quand tu nous tiens ! *Zone Campus*, p. 5.

Tanguay, Maxime. (2012, 1er octobre). La hausse des droits de scolarité est annulée. *Zone Campus*, p. 2.

Tremblay, Audrey. (2012, 4 septembre). Ludovick Nadeau quitte l'AGE UQTR. *Zone Campus*, p. 2.



PLUS DE FEMMES
EN POLITIQUE ?

Les médias et les instances municipales,
des acteurs clés!
